

RÔLE

DU

SÉNAT DE NAPOLEÓN

dans l'organisation militaire

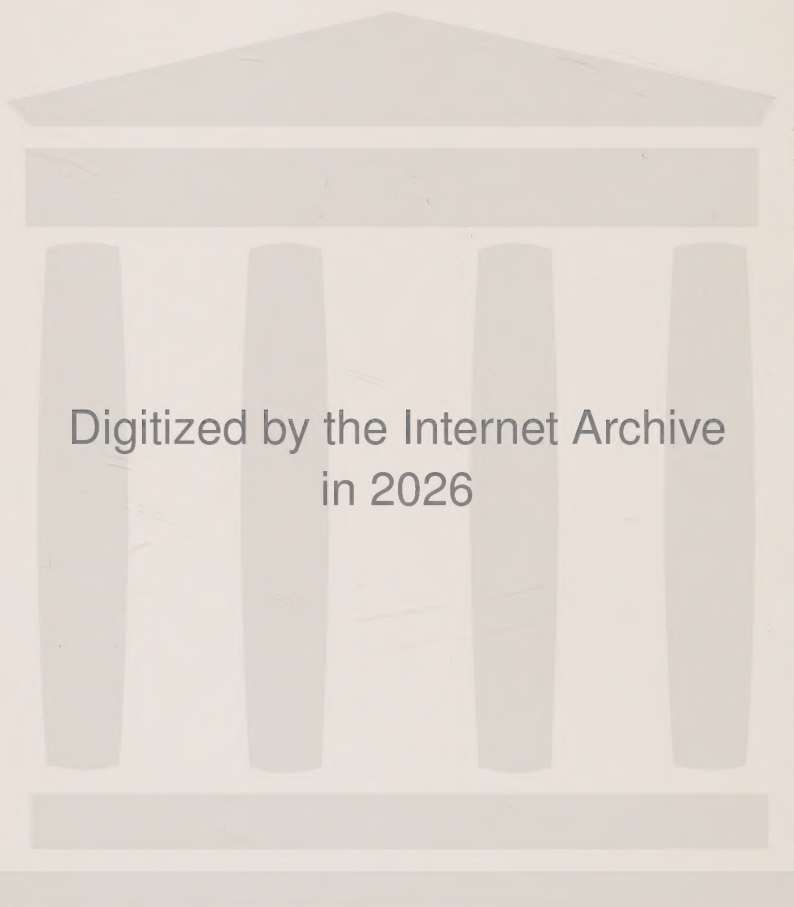
de la France impériale

(1800-1814)

PAR

JEAN THIRY

ÉDITIONS BERGER-LEVRAULT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547505_0040

RÔLE
DU
SÉNAT DE NAPOLEON

RÔLE

DU

SÉNAT DE NAPOLEÓN

dans l'organisation militaire

de la France impériale

(1800-1814)

PAR

JEAN THIRY

Docteur en Droit.

Licencié ès lettres.

Diplômé de l'École des Sciences politiques.

Lauréat de la Faculté de Droit de Paris.

PARIS

EDITIONS BERGER-LEVRAULT

5, RUE AUGUSTE-COMTE (VI^e)

1932



A MA MÈRE

CHAPITRE I

INTRODUCTION

RÉSUMÉ

Le Sénat-Conservateur associé au gouvernement consulaire. — Communications fréquentes relatives à la politique extérieure. — Les sénateurs en l'an VIII et en l'an IX témoignent leur désir de paix. — La Constitution de l'an X rend obligatoire la communication des traités de paix et d'alliance au Sénat. — La rupture de la paix d'Amiens. — Don par le Sénat d'un vaisseau de premier rang à la Nation. — Séparation en 1805 des couronnes de France et d'Italie. — Depuis cette époque les communications au Sénat relatives à la politique extérieure ont pour objet d'obtenir de lui le vote des conscriptions militaires et les sénatus-consultes relatifs à l'organisation de la Garde nationale.

Les sénateurs sont investis également de pouvoirs militaires spéciaux. — Honneurs rendus aux sénateurs pourvus de sénatorerie. — Ils reçoivent l'ordre de renseigner le Gouvernement. — En 1813, beaucoup de sénateurs, généralement sortis des hauts grades de l'armée, sont nommés dans différentes divisions militaires pour organiser les cohortes du premier ban de la Garde nationale. — En 1814, nomination de sénateurs commissaires extraordinaires chargés d'accélérer les levées de la conscription, l'habillement, l'équipement et l'armement des troupes, le complément de l'approvisionnement des places, la rentrée des chevaux requis pour l'armée, la levée et l'organisation de la Garde nationale.

Le Sénat-Conservateur placé par la Constitution de l'an VIII à la tête des assemblées consulaires fut associé très étroitement par le Premier Consul au Gouvernement de la France renaissante.

Bien que le pouvoir de Bonaparte fût dès le début solidement affermi, il ne voulut pas paraître dédaigner le Sénat qui contenait, d'ailleurs, des illustrations des milieux les plus divers. En matière de politique extérieure particulièrement le Premier Consul ne cessa de s'adresser à la Haute Assemblée pour lui présenter les guerres qu'il entreprenait comme une conséquence de la mauvaise foi des cabinets et de l'acharnement des monarques étrangers.

Dès l'an VIII, le 18 ventôse (1), l'orateur du Gouvernement, Fourcroy, vint communiquer au Sénat une proclamation des Consuls aux Français en date du 16 ventôse, sur les moyens d'obtenir « la paix qu'avait vainement offerte le Gouvernement », et deux arrêtés des Consuls contenant le développement des mesures annoncées dans cette proclamation. Fourcroy montra l'impossibilité où était la France d'obtenir la paix et la nécessité où l'on se trouvait d'intimider les nations par le déploiement de son appareil guerrier.

Le Sénat répondit à cette communication par une adresse du 24 ventôse an VIII où le désir de paix n'était

(1) Archives nationales, carton C. C. I., p. 30.

pas caché (1). Le Sénat-Conservateur, en partageant les intentions pacifiques du Corps Législatif et du Tribunat, demandait que tous les moyens fussent employés pour défendre le sol de la Patrie.

Après la victoire de Marengo, l'Assemblée se montra fort enthousiaste tout en restant très pacifique. Une note officielle émanée du Sénat et parue dans le *Moniteur* du 6 messidor an VIII dit en effet : « Puisse cette victoire en mettant le comble à votre gloire mettre un terme à l'effusion du sang et aux malheurs de l'humanité. Puisse l'olivier consolateur s'élever dans la plaine de Marengo parmi les cyprès et les lauriers qui la couvrent. »

En l'an IX, le Sénat fut mis au courant des succès des armées, de l'armistice demandé par le Prince Charles et accordé par le Général en chef de l'Armée du Rhin. Une adresse fut envoyée aux Consuls où le Sénat disait qu'il « voyait, avec la joie la plus vive, dans ce dernier armistice, dans nos victoires et dans la modération du Gouvernement, le gage assuré d'une paix si longtemps et si ardemment désirée » (2).

La Constitution de l'an X devait rendre obligatoire la communication des traités de paix et d'alliance au Sénat, car l'article LVIII (3) porte que « le Premier Consul ratifiait les traités de paix et d'alliance, après avoir pris l'avis du Conseil privé. Avant de les promulguer, il devait en donner connaissance au Sénat ».

Aucune ratification de l'Assemblée n'était prévue et il s'agissait donc seulement d'un acte de déférence à son égard. Le Sénat eût pu cependant, dans sa réponse aux Consuls, manifester son opinion défavorable, mais il ne le fit jamais et durant tout le cours de son existence il feignit de croire que toutes les guerres entreprises avaient été

(1) *Moniteur* du 25 ventôse an VIII.

(2) *Moniteur* du 12 nivôse an IX.

(3) *Moniteur* du 17 thermidor an X.

déchainées par les ennemis de la France qui n'avait pu les éviter.

À la fin de l'an X (1), le Ministre des Relations extérieures lut au Sénat un rapport sur les difficultés survenues entre la République Française et la régence d'Alger. En l'an XI, l'Assemblée fut tenue au courant des négociations qui précédèrent la rupture de la paix d'Amiens. Le 30 floréal (2) les orateurs du Gouvernement vinrent lire au Sénat un message du Premier Consul annonçant que l'ambassadeur de la République en Angleterre avait été rappelé, que le traité d'Amiens avait été violé et qu'il fallait s'apprêter à combattre. Aussi, le 5 prairial (3), le Sénat se rendit aux Tuileries à l'audience du Premier Consul. Le général Harville, vice-président de l'Assemblée, dit qu'elle « avait reconnu dans la résistance du Premier Consul à la violation de ce traité, la raison et la justice; et dans les négociations qui avaient eu lieu par son ordre, l'amour de la paix ». L'adresse lue se terminait en flétrissant l'avidité de l'Angleterre et en louant la modération du Premier Consul.

Le 13 prairial, le Sénat votait le don d'un vaisseau de premier rang à la Nation. L'Assemblée devenait donc en quelque sorte le directeur de l'opinion publique et elle se désignait elle-même aux yeux de Bonaparte pour l'aider dans la continuation des guerres qu'il avait entreprises.

La même année, le Sénat avait d'ailleurs rempli un rôle considérable dans la rédaction de l'acte de médiation qui avait permis à Bonaparte d'imposer une constitution à la République Helvétique (4).

(1) *Moniteur* du 17 thermidor an X.

(2) *Moniteur* du 30 floréal an XI.

(3) *Moniteur* du 6 prairial an XI.

(4) Le 4 décembre 1802, une commission de sénateurs comprenant Barthelemy, Rœderer, Fouché et Demeunier avait été « chargée de la mission extraordinaire et temporaire de conférer avec les députés du peuple helvétique convoqués à Paris en vertu de la médiation du Premier

En 1805, les communications au Sénat relatives à la politique extérieure devinrent fréquentes. Le 15 pluviôse (1), Talleyrand, alors ministre des Relations extérieures, lut un rapport exposant que Napoléon avait cherché à empêcher la guerre et à amener la paix avec l'Angleterre. Il exposa brièvement l'état des négociations avec l'Angleterre, que cette puissance embrouillait et empêchait d'aboutir. Le 18 pluviôse, François de Neufchâteau fit un rapport au nom de la Commission spéciale du Sénat dans lequel il exposait le désir de paix de l'Empereur et la volonté de guerre de l'Angleterre.

Consul réclamée par la République Helvétique et consentie par lui » (Archives de famille de M. le marquis de Barthelemy). Bonaparte, qui grâce aux 30.000 hommes de Ney avait réprimé la révolte des petits cantons insurgés sous la conduite du Landamman Redinge, avait voulu prendre une part active aux négociations de paix et avoir tout son contrôle. 56 délégués, pris parmi les citoyens les plus éminents de la Suisse députés par les cantons vinrent à Paris, où ils reçurent, par l'entremise des sénateurs, les ordres de Bonaparte qui dans une lettre intitulée « Règles à observer relativement à l'organisation de l'Helvétie » marquait les points essentiels qu'il entendait faire respecter (Archives de famille de M. le marquis de Barthelemy).

Pour que la nouvelle constitution convînt à la Suisse, il fallait qu'elle fût conçue dans un grand esprit de modération pour le présent et de prévoyance pour l'avenir. Pour qu'elle convînt à la France, « il fallait avoir sans cesse en vue les quatre données suivantes qu'on devait regarder comme des questions décidées :

1^o La Suisse devait être divisée en 18 cantons;

2^o Toute organisation devait émaner de la Révolution sans qu'aucun droit pût être fondé sur l'ancien état politique qui avait été détruit;

3^o Les droits seigneuriaux et toute espèce de privilège devaient être abolis;

4^o La souveraineté nationale devait consister dans la volonté légitimement exprimée par l'universalité des citoyens, sans distinction de famille.

Ces quatre données devaient être regardées comme des principes établis parce que ce n'est qu'en égard de ces principes que la France avait fait reconnaître à Lunéville l'indépendance de la Nation helvétique ».

Le 30 pluviôse (*Moniteur* du 7 ventôse an XI), Barthelemy entouré des trois autres sénateurs reçut des mains du Premier Consul l'acte de médiation signé, contresigné et scellé du grand sceau de l'État et le remit au citoyen d'Affry, Landamman de la Suisse.

Cet acte de médiation auquel les quatre sénateurs avaient participé devait procurer à la Suisse une longue durée de repos et de bon gouvernement, et les Suisses l'accueillirent bien. L'Europe admira la rapidité et l'équité de la médiation du Premier Consul.

(1) *Moniteur* du 5 février 1805.

Le mois suivant, en mars 1805, Napoléon opéra la séparation des couronnes de France et d'Italie. Il voulut que le Sénat reçut communication de cet acte important et il vint même en cette occasion présider l'Assemblée. Au cours de cette séance, Talleyrand lut un rapport montrant que Napoléon devait rester roi d'Italie; puis Mareschalchi, ministre des Relations extérieures d'Italie, lut les actes constitutionnels de ce pays. Les membres de la Consulta prêtèrent ensuite serment devant le Sénat; parmi eux étaient Melzi, vice-président de la ci-devant République italienne, et Paradisi, membre de la Consulta, qui prononça un discours. Napoléon ayant pris la parole dit que la force et la puissance de l'Empire français étaient surpassées par la modération qui présidait à toutes ses transactions politiques. Il montra qu'après avoir conquis une grande partie de l'Europe, il n'avait pas gardé toutes ses conquêtes et qu'il n'avait conservé que celles qui étaient indispensables à la France. Il avait pour cette raison proclamé la séparation du Royaume d'Italie et de l'Empire français.

Ainsi, le Sénat, déjà conservateur de la Constitution, ayant le droit tacite d'approuver et de désapprouver la politique extérieure, puisque le Gouvernement venait exposer devant lui les raisons de paix et de guerre qui dirigeaient son action, devenait encore le juge des modifications territoriales de l'Empire. Des pouvoirs exorbitants étaient donc réunis dans la main des sénateurs qui eussent pu devenir de dangereux opposants s'ils n'avaient été les dociles instruments du Gouvernement impérial. A partir de cette époque, en effet, les communications faites au Sénat changèrent de caractère : elles n'avaient eu jusqu'alors pour objet que de montrer aux yeux de tous la modération du Premier Consul et de l'Empereur, désormais, elles allaient permettre au Sénat de recevoir une nouvelle et importante attribution et d'être chargé du vote des conscriptions militaires et de l'organisation de la Garde nationale.

Cette fonction convenait d'ailleurs assez bien au Sénat dont beaucoup de membres étaient d'anciens généraux ou des titulaires de sénatoreries qui avaient déjà reçu de l'Empereur des instructions concernant l'organisation militaire de l'Empire.

Le sénateur qui arrivait dans sa sénaterie recevait d'abord des honneurs militaires particuliers. Le décret impérial du 24 juillet 1804 relatif au cérémonial (1) les règle minutieusement. Lorsque les sénateurs voulaient faire leur entrée d'honneur dans le chef-lieu de leur sénaterie, ce qu'ils ne pouvaient faire qu'une seule fois, le Ministre de la Guerre devait donner l'ordre de leur rendre les honneurs suivants : ils devaient entrer dans une place en voiture, accompagnés de leur suite, le commandant de la place devait se trouver à la barrière pour les recevoir et les accompagner ; les troupes devaient être en bataille sur le passage, les officiers supérieurs devaient saluer et les tambours rappeler. On devait tirer cinq coups de canon et de même à leur sortie. En outre, il devait être envoyé au-devant d'eux et à un quart de lieue un détachement de vingt hommes de cavalerie commandés par un lieutenant. Les sentinelles devaient faire face et présenter les armes à tout sénateur qui passerait à leur portée revêtu de son costume.

L'entrée d'un sénateur dans sa sénaterie ressemblait donc étrangement à l'entrée d'un gouverneur de province de l'ancien régime dans sa capitale ou à l'arrivée d'un général en chef à l'état-major de son armée.

Les sénateurs, suivant l'instruction du 7 germinal an XIII (2), devaient se rendre avant le 1^{er} prairial dans leurs sénatoreries, y résider pendant trois mois consécutifs

(1) Le titre 9 est relatif au Sénat et le paragraphe 5 et les paragraphes suivants règlent les honneurs que doivent recevoir les sénateurs dans leurs sénatoreries.

(2) *Correspondance de Napoléon*, tome X, 8493. — Note pour le Secrétaire d'État (Maret). Saint-Cloud, 7 germinal an XIII (28 mars 1805).

et parcourir tous les départements qui formaient l'arrondissement. La cause apparente de leur voyage devait être de connaître la situation, la nature, l'état et la valeur des biens dont la sénatorerie était dotée, mais l'objet le plus important était de fournir à l'Empereur des renseignements sûrs et positifs, tous les huit jours, sur tout ce qui pouvait intéresser le Gouvernement. Les sénateurs recevaient l'ordre, entre autres prescriptions, de rechercher les dispositions des citoyens relativement au Gouvernement, à la conscription et à la taxe d'entretien des routes; ils devaient examiner les conditions de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, l'état des subsistances et les espérances des récoltes prochaines, l'état des routes et l'élevage des chevaux. Renseignements d'une grande valeur pour l'organisation des immenses armées que Napoléon levait pour la conquête des pays étrangers.

Des hommes accoutumés à parcourir les différentes contrées pour se documenter de la sorte, revêtus d'une haute charge, souvent sortis des plus hauts grades de l'armée, devaient être d'excellents organisateurs quand la levée en masse devint nécessaire pour la défense du sol français. Aussi le 28 mars 1813, les sénateurs Beaumont, Demont, duc de Valmy, Gouvion-Saint-Cyr, Soulès, Sainte-Suzanne, d'Aboville, Saint-Vallier, de Jaucourt, Rampon, Dembarrère, Vaubois, Latour-Maubourg, Roederer, Canclaux, de Villemazy, Lamartillière, Beurnonville, Klein, Mérode de Westerloo, duc de Dantzig et Hédouville, furent-ils nommés dans différentes divisions militaires pour organiser les cohortes du premier ban de la Garde nationale et ils reçurent l'ordre de se rendre sur-le-champ aux chefs-lieux de ces divisions (1).

(1) Archives nationales, carton C. C. 6, p. 114.

1^{re} division militaire : le comte Beaumont.

2^e — le comte Demont.

3^e — le comte Gouvion-Saint-Cyr.

4^e — le comte Soulès.

5^e — le comte de Sainte-Suzanne.

Un peu plus tard, le sénateur comte Férino fut nommé pour commander la Garde nationale dans l'arrondissement de Rotterdam et du Texel (1) et le général sénateur comte Chasseloup dut se rendre dans les places du royaume d'Italie et de la 27^e division militaire pour y faire l'inspection des travaux de fortification (2).

Mais le danger de l'invasion devenant plus pressant Napoléon songea à envoyer d'autres sénateurs dans les divisions militaires qui n'en possédaient pas encore et de leur conférer des pouvoirs extraordinaires. Leur rôle devait consister essentiellement à accélérer les levées de la conscription, l'habillement, l'équipement et l'armement des troupes, le complément de l'approvisionnement des places, la rentrée des chevaux requis pour le service de l'armée, la levée et l'organisation des gardes nationales, en un mot ils devaient se superposer aux autorités militaires et civiles, car ils avaient des pouvoirs de haute police, afin de hâter la levée en masse qu'exigeaient les circonstances : ils furent appelés Commissaires extraordinaires de l'Empire.

6 ^e division militaire :	le comte d'Aboville.
7 ^e —	le comte de Saint-Vallier.
8 ^e —	le comte de Jaucourt.
10 ^e —	le comte Rampon.
11 ^e —	le comte Dembarrère.
12 ^e —	le comte Vaubois.
13 ^e —	le comte de Latour-Maubourg.
14 ^e —	le comte Røederer.
15 ^e —	le comte Canclaux.
18 ^e —	le comte de Villemazy.
20 ^e —	le comte de Lamartillière.
21 ^e —	le comte Beurnonville.
22 ^e —	le comte Klein.
24 ^e —	le comte Mérode de Westerloo.
26 ^e —	le maréchal duc de Dantzig.
30 ^e —	le comte Hédouville.

(1) Archives nationales, carton C. C. 6, lettre du Ministre de la Guerre.

(2) Archives nationales, carton C. C. 6, 28 mai 1813.

CHAPITRE II

**LES SÉNATUS-CONSULTES
SUR LA LEVÉE DE LA CONSCRIPTION
ET L'ORGANISATION
DE LA GARDE NATIONALE**

RÉSUMÉS

I

Organisation de la Garde nationale et levée de la conscription en 1805.

La situation de l'Europe en août 1805. — Nécessité pour Napoléon de former des armées de réserve. — Le Corps législatif n'étant pas assemblé, l'Empereur demande au Sénat de voter la conscription. — La séance impériale du 1^{er} vendémiaire an XIV. — Vote du sénatus-consulte ordonnant la levée de 80.000 conscrits et réorganisant la Garde nationale.

II

Levée de la conscription en 1806.

La campagne de Prusse au mois d'octobre 1806. — Le 15 octobre l'archichancelier vient communiquer des pièces diplomatiques au Sénat. — L'Assemblée décide d'envoyer une députation à l'Empereur. Celui-ci, alors à Berlin, reçoit mal les sénateurs qui viennent lui demander de cesser ses conquêtes et de ne point franchir l'Oder. — Le 4 décembre 1806, l'archichancelier expose au Sénat les raisons du Blocus Continental et décrit la formation de la quatrième coalition. — Vote du sénatus-consulte levant 80.000 hommes.

III

Les conscriptions votées en 1807, 1808 et 1809.

Le 17 février 1807, communication au Sénat des traités passés avec la Saxe. — La situation diplomatique au début de 1807. — Désir de Napoléon de former une armée de réserve sur l'Elbe. — Au cours de la séance sénatoriale du 4 avril 1807, l'archichancelier demande de voter la levée de la conscription de 1808. — Vote du sénatus-consulte. — Regnault de Saint-Jean-d'Angely expose au Sénat le 21 janvier 1808 que la conscription de 1808 avait permis la paix de Tilsitt et que celle de 1809 amènerait la paix maritime. — Les rapports des ministres de la Guerre et des Relations extérieures sur la situation en Espagne. — Vote de la conscription de 1809. — La situation en Espagne étant devenue mauvaise, un sénatus-consulte met au mois de septembre 1808, 160.000 hommes à la disposition de l'Empereur dont 80.000 hommes pris sur la conscription de 1810. Au mois d'avril 1809, le Sénat vote encore la levée de 40.000 hommes ; puis, dans le courant de la même année, la levée de 36.000 hommes.

IV

Les conscriptions en 1810 et 1811.

Les conscriptions sont votées régulièrement en 1810 et 1811, années de paix relative. — Le sénatus-consulte du 16 décembre 1810 désigne 30 départements devant fournir 40.000 marins. — 120.000 hommes de la conscription de 1811 sont mis à la disposition du Ministre de la Guerre. — En décembre 1811, vote de la conscription de 1812.

V

Les conscriptions en 1812 et 1813 et la réorganisation de la Garde nationale.

Le 10 mars 1812, le duc de Bassano expose la nécessité, pour rendre le Blocus continental effectif, de confier la défense des côtes à la Garde nationale. — Appel de 100 cohortes du premier ban. — En août 1812 vote de la levée de la conscription de 1813. — Au retour de Russie, Napoléon reçoit les grands corps de l'État et leur expose la nécessité de continuer la guerre. — Le 10 janvier 1813, le Sénat est mis au courant des trahisons des alliés de la France. — 350.000 hommes sont levés sur le premier ban de la Garde nationale, la conscription de 1814 et les classes antérieures. — Le 3 avril 1813, 180.000 hommes sont mis de nouveau à la disposition du Ministre de la Guerre. — En août 1813, 30.000 hommes pris dans les départements méridionaux sont fournis à l'armée d'Espagne par un sénatus-consulte. — Le 7 octobre 1813, l'Impératrice Marie-Louise vient présider le Sénat et un sénatus-consulte met 280.000 conscrits en activité de service pris sur la classe 1815, la classe 1814 et les classes antérieures. — Le 12 novembre 1813, Regnaud de Saint-Jean-d'Angely expose l'impérieuse nécessité d'une nouvelle levée. — 300.000 conscrits sont mis à la disposition du Ministre de la Guerre. — Formation d'armées de réserve. — Les adresses du Sénat expriment son grand désir de paix.

VI

Conclusion.

Au moment de la chute de l'Empire, les pamphlétaires reprochent au Sénat la facilité avec laquelle il a voté les conscriptions. — L'Assemblée a été la victime d'une série de nécessités qui entraînèrent l'Empereur et la France tout entière. Les votes de la conscription étaient habilement préparés à l'avance. — Témoignage du Mémorial de Sainte-Hélène.

I

Organisation de la Garde nationale et levée de la conscription en 1805.

Au mois d'août 1805, la guerre continentale était sur le point de se ranimer, car la réunion de Gênes à la France, à la veille du débarquement projeté en Angleterre, avait été une faute que l'Autriche releva et qui lui servit de prétexte pour son entrée en campagne. L'armée française admirablement préparée et prête au combat se trouvait alors sur les bords de la Manche. La Suède rassemblait ses troupes dans la Poméranie suédoise, la Russie formait deux armées, l'une en Pologne et l'autre en Galicie; il y avait deux armées autrichiennes, l'une de 80.000 hommes en Bavière et l'autre de 100.000 hommes en Italie, enfin, un corps de 30.000 hommes tenait le Tyrol. Les Russes et les Anglais armaient dans le sud de l'Italie.

La nécessité d'organiser une réserve pour l'armée que Napoléon allait jeter sur les bords du Rhin et pour celle qui allait opérer en Italie se faisait donc sentir.

Le contingent annuel se divisait alors en deux fractions de 30.000 hommes chacune : l'une active et l'autre qui pouvait être réunie sous les drapeaux sur un simple appel du Gouvernement. Napoléon voulut devancer la levée de l'an XIV comprenant les individus qui devaient atteindre

l'âge requis du 23 septembre 1805 au 23 septembre 1806; et comme le calendrier grégorien allait être remis en usage au 1^{er} janvier suivant, il fit ajouter à cette levée les jeunes gens qui auraient l'âge légal, du 23 septembre au 31 décembre 1806. Il voulait donc comprendre en une seule levée de quinze mois tous les conscrits auxquels la loi serait applicable, depuis le mois de décembre 1805 jusqu'au mois de décembre 1806. Cette mesure devait donner 80.000 hommes environ.

Le vote était urgent, mais le Corps législatif n'était pas assemblé, il était possible de le convoquer, mais un retard important en eût été la conséquence et dans les circonstances du moment, Napoléon ne pouvait le subir. Un simple décret n'était pas suffisant pour une telle mesure et l'Empereur voulut avoir recours à une assemblée politique pour obtenir le vote de la conscription. Pour les raisons qui ont été exposées, le Sénat-Conservateur était particulièrement désigné pour ce vote et pour justifier ce recours, Napoléon se fonda sur l'irrégularité d'un contingent qui comprenait plus de douze mois, quelques conscrits de moins de vingt ans et sur l'urgence de la situation.

La docilité dont le Sénat avait fait preuve en maintes circonstances permettait de prévoir qu'il se prêterait facilement à ce qu'on attendait de lui et que le sénatus-consulte serait voté sans difficultés.

Cependant, la procédure envisagée n'était pas sans inconvénient, car on sortait du domaine de la légalité : le Sénat n'avait pas reçu de la Constitution le pouvoir de voter la contribution en argent ou la contribution en hommes; seul le Corps législatif avait le droit de voter en ces matières.

Ne fallait-il pas du moins attribuer par une mesure organique le vote des contingents au Sénat? L'archichancelier Cambacérès qui, très prudemment, avait toujours évité les excès de pouvoir que la nécessité n'imposait pas absolument, le demandait. Mais l'Empereur était

très pressé, et sans méconnaître la valeur des objections qu'on lui opposait, remit à plus tard l'observation des formes.

A la même époque, Napoléon voulut recourir aux gardes nationales que des lois antérieures de 1790-1791 et 1795 avaient organisées. L'Empereur pensait devoir faire appel de nouveau à toute la Nation pour combattre la troisième coalition qui s'annonçait plus dangereuse encore que les deux premières. Ces gardes nationales étaient destinées d'ailleurs non pas à faire campagne, mais à servir de garnison aux places fortes, à les défendre et à intervenir sur certains points susceptibles d'être menacés, comme Boulogne, Anvers et la Vendée.

Les maréchaux Lefebvre et Kellermann, tous deux sénateurs, furent nommés pour commander l'un à Mayence et l'autre à Boulogne. Napoléon avait saisi cette occasion de déroger à la loi qui interdisait aux sénateurs les fonctions publiques. Les membres du Sénat avaient toujours considéré ce texte d'un œil défavorable et à la veille de demander à l'Assemblée le vote de sénatus-consultes importants, on y dérogeait habilement en appelant deux de ses membres à former l'arrière-ban de la Garde nationale.

Le 1^{er} vendémiaire an XIV, Napoléon tint une séance impériale au Sénat. Elle s'ouvrit par l'exposition de la conduite réciproque de la France et de l'Autriche depuis la paix de Lunéville par le ministre des Relations extérieures. Celui-ci montra que l'Empereur avait toujours désiré la paix et que ce vœu avait été rempli par la paix d'Amiens. Il flétrit la perfidie du cabinet de Saint-James et l'avidité anglaise qui avait amené l'Empereur à former le camp de Boulogne. Il rappela l'envoi sur le continent par l'Angleterre d'assassins à ses gages, les usurpations de l'Autriche et sa reconnaissance du blocus édicté par l'Angleterre. Les Autrichiens avaient armé alors que Napoléon était à Boulogne; on pouvait donc conclure que tout

avait été fait pour éviter la guerre mais que l'Empereur y avait été forcé (1).

Regnault de Saint-Jean-d'Angely, orateur du Gouvernement, exposa alors les motifs du sénatus-consulte sur la levée des 80.000 conscrits. Il présenta au Sénat la proposition qui lui était déférée comme ne devant pas intervertir l'ordre, ni détruire l'usage suivi qui confiait au Corps législatif le vote de la levée de la conscription, la proposition devant former seulement une exception que les circonstances justifiaient. Il rappela la nécessité pour l'Empereur d'assurer, avant de quitter le centre de l'Empire, le recrutement de l'armée. Il fit remarquer que tout ce qui touchait à l'appel des conscrits de l'an XV, même ce qui était du domaine de la loi comme la confection des tableaux, devait être fait par décrets impériaux et que cette utile dérogation au droit commun devait être l'ouvrage du Sénat qui avait reçu la mission de pourvoir aux cas imprévus et aux besoins urgents de l'Empire.

Le sénatus-consulte décrétant la levée de 80.000 conscrits fut voté sans difficulté. L'appel devait être fait aux époques qui seraient fixées par des décrets impériaux et les conscrits devaient être pris parmi les Français nés depuis le 21 décembre 1786.

Au cours de la même séance, le comte de Ségur, conseiller d'État, exposa les motifs d'un projet de réorganisation de la Garde nationale et le sénatus-consulte fut voté sans difficulté. Afin de pouvoir aller vite, les gardes nationaux seraient désormais organisés par décrets impériaux rendus en la forme prescrite par les règlements d'administration publique. L'Empereur devait nommer les officiers, déterminer l'époque où les nouvelles mesures seraient appliquées dans chacun des départements, arrondissements et cantons de l'Empire, désignés par lui. Les gardes nationaux devaient être employés au maintien de l'ordre à

(1) *Moniteur* du 22 septembre 1805.

l'intérieur, à la défense des frontières et des côtes; des places fortes seraient spécialement confiées à leur honneur et à leur bravoure. Lorsque les gardes nationaux seraient requis pour un service militaire, celui-ci devait leur être compté comme tel et leur en assurer les avantages et les droits.

L'Empereur, au cours de la séance impériale qu'il avait tenue au Sénat, avait eu soin d'exposer la nécessité où il se trouvait de faire la guerre; aussi après avoir voté les deux sénatus-consultes, l'Assemblée chargea-t-elle son président et ses secrétaires de se transporter à Saint-Cloud afin d'exprimer à l'Empereur le dévouement unanime du Sénat et du peuple.

Le 2 vendémiaire an XIV, un article de la *Gazette de France* parlant du sénatus-consulte s'exprimait ainsi :

Parmi les mesures les plus importantes qui ont été annoncées dans la séance extraordinaire du Sénat, on remarque particulièrement celles qui sont relatives à la conscription et aux gardes nationales.

Il doit exister dans l'intérieur de l'Empire autant de confiance et de sécurité qu'elles apporteront de terreur et d'étonnement à nos ennemis.

Le Chef de l'État dont la gloire militaire avait pour ainsi dire effacé toutes les réputations va marcher lui-même à la tête d'une armée destinée à épuiser tous les triomphes.

II

Levée de la conscription en 1806.

En octobre 1806, la guerre avec la Prusse était commencée. L'armée française avait entrepris sa marche en avant dès le 8; le 9 avait lieu le combat de Schleitz, le 10 celui de Saalfeld et le 14 la bataille d'Iéna. Le 15, le Sénat s'était assemblé mais la nouvelle de la victoire n'était pas encore parvenue dans la capitale où l'on savait seulement que les premiers combats avaient été favorables aux armes de la France.

Il entra dans les intentions de Napoléon de demander au Sénat le vote de la conscription de 1807 et pour obtenir ce résultat de le tenir au courant des grandes lignes de la politique. Le 15 octobre 1806, l'archichancelier de l'Empire s'était rendu au Sénat pour lui exposer la nécessité d'une guerre avec la Prusse et pour lire une lettre où l'Empereur annonçait que la Saxe était envahie et que les troupes prussiennes se trouvaient devant les avant-postes français. Plusieurs documents diplomatiques furent également communiqués à l'Assemblée.

Le Sénat décida alors d'envoyer à Berlin une adresse qui devait être portée au Quartier général par une députation de l'Assemblée comprenant Colchen, François de Neufchâteau et d'Aremberg. Les sénateurs arrivés auprès de l'Empereur s'avisèrent de lui faire des représentations sur les dangers qu'il y aurait à passer l'Oder et ils lui témoignèrent leur désir de lui voir cesser ses conquêtes (1). Napoléon fut mécontent de ces observations et il répondit à la députation qu'il ferait la paix le plus tôt qu'il pourrait, mais de manière à terminer une fois pour toutes; qu'eux-mêmes savaient bien qu'il avait tout tenté dans cette intention et qu'il ne pouvait s'empêcher de leur témoigner son mécontentement de ce que, sachant que les Russes venaient de se joindre aux Prussiens, ils étaient assez peu réfléchis pour donner le scandale d'une désunion entre le chef de l'État et le premier Corps constitué de la Nation. Il ajouta que, avant de faire cette démarche, il aurait voulu qu'ils s'assurassent de quel côté venait l'opposition à la paix et qu'ils lui apportassent des moyens de la faire disparaître. Napoléon écrivit d'ailleurs à Paris pour se plaindre de la mission des sénateurs (2).

Elle était cependant le reflet d'une certaine lassitude de la Nation et du Sénat. Mais, les victoires de l'armée

(1) *Mémoires du duc de Rovigo*, livre 2, p. 160.

(2) *Ibid.*, livre 2, p. 160.

influèrent favorablement sur l'Assemblée au moment où il fut nécessaire de lui demander le vote de la conscription de 1807.

Le 4 décembre 1806 (1), l'archichancelier de l'Empire se rendit au Sénat auquel il exposa que la France avait été ramenée au combat par l'influence de la Grande-Bretagne et les prétentions ambitieuses de la Russie. Il fallait désormais pousser la guerre jusqu'au bout.

Un message de l'Empereur au Sénat disait que les monarques de l'Europe s'étaient joués de la générosité de la France, qu'une coalition vaincue en voyait aussitôt naître une autre; que celle de 1805 à peine dissoute, il avait eu à combattre celle de 1806 et qu'il fallait être moins généreux à l'avenir. Il annonçait à l'Assemblée que les États conquis seraient détenus jusqu'à la paix générale sur terre et sur mer, que l'Angleterre allait être bloquée, qu'il était prêt cependant à faire la paix avec l'Angleterre, la Russie et la Prusse, mais que la paix devait être faite sur des bases solides. Mieux valait, si l'on était condamné à la guerre, s'y plonger tout à fait que de s'y engager à demi, que c'était le moyen de la terminer plus complètement et plus solidement par une paix générale et durable.

Les décrets de Berlin instituant le blocus continental avaient été signés le 21 novembre 1806. Napoléon voulait proportionner ses moyens à la grandeur de ses projets et pousser la guerre continentale jusqu'aux extrémités septentrionales de l'Europe, afin d'achever la soumission de toutes les puissances à sa politique.

L'Empereur avait appelé à la fin de 1805 la première moitié de la conscription de 1806 et il venait d'en appeler la seconde moitié au moment de son entrée en France. Il voulait agir de même pour la conscription de 1807 en l'appelant tout de suite quoiqu'on ne fût qu'à la fin de 1806 et ménager aux jeunes gens de cette classe une année pour

(1) *Moniteur* du 5 décembre 1806.

s'instruire, se renforcer et se rompre aux fatigues de la guerre.

Au cours de la séance sénatoriale du 4 décembre 1806, Talleyrand lut deux rapports où étaient exposés la formation de la quatrième coalition, la perfidie anglaise et russe. L'Angleterre avait essayé de bloquer la France, mais maintenant Napoléon pouvait interdire à tout navire de se rendre en Angleterre.

Regnault de Saint-Jean-d'Angely exposa les motifs de la levée de la conscription de 1807. La Commission du Sénat rendit son rapport qui parlait de la nécessité d'adopter le projet de sénatus-consulte et elle demandait de voter une adresse à l'Empereur pour lui envoyer « l'hommage du profond dévouement et de la vive et respectueuse reconnaissance du Sénat ».

Le sénatus-consulte fut voté sans difficulté : 80.000 conscrits devaient être levés en 1807; l'appel devait être fait aux périodes qui seraient fixées par les décrets impériaux et les conscrits seraient pris parmi les Français nés depuis le 1^{er} janvier 1787 jusqu'au 31 décembre de la même année.

III

Les conscriptions votées en 1807, 1808 et 1809.

Le 17 février 1807, après que les victoires de l'Empereur eussent été communiquées au Sénat (1), l'archichancelier de l'Empire se rendit à l'Assemblée pour y apporter deux traités passés avec le Roi de Saxe et les princes de sa Maison et un rapport du ministre des Relations extérieures exposant que pour obtenir une paix définitive, il fallait poursuivre la guerre.

(1) *Moniteur* du 6 février. Le 5 février, Monge, président du Sénat, admis avec le corps entier à l'audience de l'Impératrice, avait déclaré que depuis quatre mois, l'Empereur voulait la paix et que la prolongation de la guerre était imputable aux ennemis de la France.

Le Sénat répondit par une adresse du 20 février 1807 (1) qui s'exprimait ainsi :

Vous ne pouvez plus, Sire, combattre pour la renommée. Vous avez plus de gloire qu'aucun héros n'en a jamais obtenue, mais vous combattrez pour la paix qui assure le bonheur du Grand Peuple.

Cependant, au commencement de 1807, Napoléon, frappé des difficultés que la nature lui imposait en Pologne, ne voulut pas continuer la guerre sur ce terrain, et il pensa nouer une grande alliance continentale. Il renouvela ses efforts pour percer le secret de la politique autrichienne au moment où la cour de Vienne offrait sa médiation aux puissances belligérantes. Voyant dans cette proposition une manière déguisée de s'immiscer dans la guerre, Napoléon voulut créer une armée de réserve de 100.000 hommes pour la porter sur l'Elbe. De là il pouvait écraser les Russes et les Prussiens et même se retourner contre l'Autriche si celle-ci voulait faire la guerre. Mais pour obtenir ce résultat, il fallait appeler une nouvelle conscription qui était celle de 1808. L'effectif de l'armée française qui était de 580.000 hommes allait être porté à 650.000 après cette levée.

Mais il était difficile, après avoir appelé en novembre 1806 la conscription de 1807, de faire encore l'appel en mars 1807 de la conscription de 1808. Il était à craindre que la nation ne se fatiguât d'appels renouvelés puisqu'il y en avait eu deux en cinq mois comprenant 150.000 hommes. N'allait-on pas rencontrer de la résistance dans le sein du Sénat ? Napoléon envoya le décret à Cambacérès et à Lacuée et il dit qu'une seule objection élevée dans le sein du Conseil d'État ou du Sénat l'affaiblirait en Europe, lui mettrait l'Autriche sur les bras et ce ne serait pas une ou deux conscriptions mais trois ou quatre qu'il serait alors nécessaire de décréter, peut-être inutilement, pour

(1) *Moniteur* du 20 mars 1807.

finir par être vaincu. « Il ne faut pas, écrivait Napoléon, considérer les choses d'un point de vue étroit, mais d'un point de vue étendu; il faut les considérer surtout sous leur rapport politique. Une conscription annoncée et résolue sans hésiter, conscription que je n'appellerai peut-être pas, que certainement je n'enverrai pas à l'armée active, car je n'entends pas soutenir la guerre avec des enfants, fera tomber les armes des mains de l'Autriche. La moindre hésitation au contraire la porterait à les reprendre et à s'en servir contre nous. Pas d'objection, répétait-il, mais une exécution immédiate et ponctuelle du décret que je vous adresse, voilà le moyen d'avoir la paix, de l'avoir prochaine et magnifique (1). »

Cette lettre était évidemment écrite pour être communiquée en particulier aux sénateurs et Cambacérès accomplit sans doute cette tâche avec conscience.

D'ailleurs, un message de l'Empereur envoyé le 4 avril 1807 et lu par l'archichancelier de l'Empire au Sénat dans la séance de ce jour complétait la pensée de Napoléon (2) : « Nous avons appelé à commander et à diriger cette intéressante jeunesse les sénateurs qui se sont distingués dans la carrière des armes et nous désirons que vous reconnaissiez dans cette détermination la confiance sans borne que nous mettons en vous. » L'Empereur se déclarait prêt en terminant à faire la paix.

L'archichancelier dans un discours qu'il prononça ensuite dit que l'Empereur n'avait pu encore déposer les armes parce que les ennemis rassemblaient leurs dernières réserves et c'est pour cette raison que Napoléon avait jugé utile de lever la conscription de 1808. Il faisait remarquer que les conscrits ne seraient point immédiatement mêlés aux batailles, mais qu'ils resteraient un certain temps

(1) Cité par Thiers : *Histoire du Consulat et de l'Empire*, tome 7, p. 470.

(2) *Moniteur* du 8 avril 1807.

à l'intérieur et que leurs chefs seraient choisis dans le sein du Sénat.

Le 6 avril, la Commission spéciale chargée de l'examen de la question, rendant son rapport, proposa l'adoption du sénatus-consulte d'autant plus que cette levée n'imposait aucune contribution nouvelle. La Commission proposa une adresse à l'Empereur où était exposée l'utilité de la levée de la conscription de 1808 et qui se terminait par une protestation de fidélité et de dévouement. Le sénatus-consulte et l'adresse furent votés sans difficulté dans la même séance.

En conséquence, 80.000 conscrits de la conscription de 1808 étaient mis à la disposition du Gouvernement. Ils devaient être pris parmi les jeunes gens qui étaient nés du 1^{er} janvier 1788 au 1^{er} janvier 1789 et être appelés aux époques fixées par le Gouvernement. Ils devaient être employés à compléter les cadres des corps affectés à la défense des côtes et des frontières et à former les nouvelles légions qui devaient être créées à cet effet. Les conscrits de la conscription de 1808 ne pouvaient être classés dans les cadres destinés aux armées employées hors des frontières qu'à dater du 1^{er} janvier suivant.

Le 24 juillet, les traités de paix signés avec la Russie et avec la Prusse furent, suivant la lettre de la constitution, communiqués au Sénat (1).

Napoléon avait pris l'habitude d'appeler à l'avance des conscrits pour remplir ses dépôts afin que ces recrues pussent s'instruire avant de combattre. Ce système offrait trop d'avantages pour être abandonné et l'Empereur persévéra dans cette méthode de la conscription anticipée. En conséquence, après avoir demandé au printemps de 1807 la conscription de 1808, il fallut dès l'hiver de 1808 demander la conscription de 1809.

Mais l'Empereur ne voulut pas, auprès du Sénat et de

(1) *Moniteur* du 25 juillet 1807.

la Nation, paraître un conquérant trop ambitieux. De grands rassemblements de troupes s'opéraient à ce moment près des Pyrénées et il fallait en donner l'explication à l'Assemblée. Dans la séance du 21 janvier 1808 (1), Regnault de Saint-Jean-d'Angely exposa que la paix avait été rétablie, mais que c'était l'Angleterre qui avait voulu rallumer la guerre. Cette puissance ne pouvait plus aborder dans les ports du continent : désormais il fallait porter la guerre dans ses propres possessions. La conscription de 1808, disait-il, avait été le signal et le moyen de la paix continentale signée à Tilsitt, la conscription de 1809 serait le signal de la paix maritime.

L'exposé de Regnault fut suivi d'un rapport du ministre des Relations extérieures à l'Empereur où il était dit que l'Angleterre avait rejeté la médiation de la Russie, qu'elle avait violé tous les droits, que le Portugal avait trahi la cause du continent, qu'il armait contre la France, que la Maison de Bragance s'était donnée aux Anglais et qu'il fallait lui déclarer la guerre.

Un rapport du ministre de la Guerre Clarke fut encore lu au Sénat; il exposait la formation du 1^{er} et du 2^e corps d'observation de la Gironde. Le 1^{er}, commandé par Junot, avait conquis le Portugal. Clarke exposait la nécessité de fermer les ports, ce qui rendait utile la levée de la conscription de 1809. L'expédition de Copenhague avait de plus révélé les desseins criminels de l'Angleterre et il était donc indispensable d'accroître les armées.

Ces communications avaient préparé la lecture d'un message où l'Empereur montrait le désintéressement de la France; elle avait tenu dans ses mains l'Autriche, l'Allemagne, la Prusse, la Pologne et elle n'avait rien gardé pour elle-même, se contentant d'acquisitions insignifiantes comme Kehl, Cassel, Vessel ou Flessingue, ce qui prouvait les intentions pacifiques de l'Empereur.

(1) *Moniteur* du 24 janvier 1808.

Les sénateurs décidèrent de faire ce que leur demandait Napoléon et la conscription de 1809 fut votée sans difficulté. En conséquence, 80.000 conscrits de la conscription de 1809 étaient mis à la disposition du Gouvernement. Ils devaient être pris parmi les jeunes gens nés du 1^{er} janvier 1789 au 1^{er} janvier 1790 qui devaient être employés s'il y avait lieu pendant le cours de l'année à compléter les légions de réserve de l'intérieur et les cadres des différents régiments dont les dépôts étaient en France. Cette disposition était destinée à atténuer le mauvais effet que devait produire la levée d'une conscription aussi rapprochée de la précédente.

A la fin de 1808, la situation en Espagne était mauvaise, Baylen venait de capituler et cependant, il fallait pacifier le pays, car l'entrevue d'Erfurt allait avoir lieu le 27 septembre. Napoléon fit des préparatifs militaires assez importants pour parer à tous les événements; il fallait porter les régiments à cinq bataillons et pour cela avoir de nouveau recours à la conscription. Il restait bien à prendre sur les conscriptions antérieures à 1807, 1808 et 1809 60.000 hommes, mais l'Empereur voulut néanmoins demander la conscription de 1810 anticipant ainsi de plus d'une année.

La séance du Sénat présidée par l'archichancelier de l'Empire eut lieu le 5 septembre 1808 (1). Un rapport du ministre des Relations extérieures montrait qu'il fallait mettre un terme à l'anarchie qui menaçait l'Espagne, que ce pays était actuellement hostile à cause de l'influence des Anglais qu'il fallait chasser de la péninsule. La paix était le vœu du monde entier, sauf de l'Angleterre.

Le rapport du ministre de la Guerre exposait que les pertes en Espagne avaient été assez élevées et qu'il

(1) *Moniteur* du 6 septembre 1808.

fallait voter la conscription de 1810. On pouvait dire d'ailleurs que l'on ne lèverait plus de conscrits des classes antérieures.

Enfin, l'Empereur disait dans un message qu'il était résolu à pousser les affaires d'Espagne avec la plus grande activité et à détruire les armées que l'Angleterre avait débarquées dans ce pays. Il terminait en disant qu'il croyait à la paix du continent et que son seul but était la paix générale.

Cambacérès insista encore longuement sur cette volonté de l'Empereur; mais puisque des armements considérables étaient faits en Europe, il fallait tenir la force militaire de la France en bon état. Regnault de Saint-Jean-d'Angely fit remarquer que la levée de 1810 servirait seulement à garder l'intérieur et le 10 septembre, Lacépède, au nom de la Commission spéciale, prononça un discours où le vote du sénatus-consulte était recommandé.

Une fois de plus le Sénat s'inclina et vota la conscription à l'unanimité. Il était donc mis à la disposition du Gouvernement 80.000 conscrits dont 20.000 inscrits sur chacune des classes de 1806, 1807, 1808 et 1809 pouvaient être mis immédiatement en activité. Les conscrits mariés avant l'époque de la publication du sénatus-consulte ne devaient point concourir à la formation du contingent et il en était de même de tous les conscrits qui avaient été légalement réformés. Les conscrits des années 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813 et 1814 qui avaient satisfait à la conscription et qui n'avaient pas été appelés à faire partie de l'armée étaient libérés et il ne devait être levé sur ces classes aucun nouveau contingent.

Le titre 2 du sénatus-consulte ordonnait l'appel de la classe de 1810 dont 80.000 hommes étaient mis à la disposition du Gouvernement et qui devaient former des corps pour la défense des côtes. Ils ne devaient être levés qu'après le 1^{er} janvier 1809 à moins qu'avant cette époque de nouvelles puissances se fussent mises en état

de guerre contre la France, ce qui devait permettre la conscription immédiate.

L'Empereur, voulant continuer à associer les membres du Sénat à la direction de l'armée nomma à deux commandements le maréchal duc de Dantzig et le général de division Valence et, dans une lettre du 20 septembre 1808, au Sénat, le ministre de la Guerre faisait ressortir que cette marque particulière de confiance de Sa Majesté, en honorant ceux qui en étaient l'objet, devait être flatteuse pour leurs collègues (1).

Au mois d'avril 1809, la guerre d'Espagne offrant encore de nombreuses difficultés et la conscription de 1810 ayant fourni un contingent moindre que celui des quatre années précédentes, l'Empereur demanda au Sénat de joindre 30.000 hommes à ceux qui étaient déjà sous les drapeaux; 2.500 devaient être pris en outre sur chacune des classes de 1806, 1807, 1808 et 1809 et ils devaient être incorporés dans la Garde.

Dans la séance du 4 avril 1809 (2), Champagny lut un rapport relatif aux dispositions militaires de l'Autriche et à la conduite respective de la Cour de France et de la Cour de Vienne. Dans l'exposé des motifs du sénatus-consulte on rappelait que les armées autrichiennes étaient entrées sur le territoire des alliés alors que la France avait seulement cherché la paix.

La Commission spéciale du Sénat chargée d'examiner le sénatus-consulte en proposa l'adoption et c'est ainsi que 40.000 hommes furent levés : 30.000 sur la classe de 1810 et 10.000 sur les quatre classes antérieures.

Un peu plus tard, après que dans la séance du 15 avril 1809 (3) l'archichancelier de l'Empire eut communiqué au

(1) Archives Nationales, carton C. C. 5.

(2) Archives Nationales, carton C. C. 5, p. 83.

(3) *Moniteur* du 25 avril 1809.

Sénat diverses pièces diplomatiques et un rapport du ministre des Relations extérieures lui exposant la situation de l'Europe, l'Assemblée envoya une adresse à l'Empereur où elle flétrissait la perfidie de l'Autriche et où elle se félicitait que les conscriptions qu'elle avait votées aidassent à faire la guerre.

Mais la prolongation de la guerre d'Espagne qui coûtait à la France un grand nombre de soldats, nécessita de nouveau dans le courant de cette année de 1809 l'appel d'un contingent de 36.000 hommes.

La nécessité de cette nouvelle levée fut rejetée sur l'Angleterre qui prolongeait la guerre en Espagne. Un rapport du ministre de la Guerre lu dans la séance du 3 octobre 1809 (1) exposait qu'on n'appelait que 36.000 hommes alors que 800.000 étaient disponibles.

Au cours de la même séance, le comte de Cessac, conseiller d'État, chargé d'exposer les motifs du sénatus-consulte, affirma une fois de plus que Napoléon voulait la paix, qu'on n'avait appelé des jeunes classes que pour ménager les aînées, mais que celles-ci pouvaient facilement fournir 36.000 hommes. Sur les 1.867.000 hommes qu'on pouvait lever, on n'avait appelé que 520.000 hommes dans les classes de 1806, 1807, 1808, 1809 et 1810. La nouvelle levée devait forcer les négociateurs autrichiens à faire la paix.

Le Sénat s'inclina et vota cette levée de 36.000 hommes qui devaient être mis immédiatement en activité, mais qui ne comprenaient pas les hommes mariés avant la publication du sénatus-consulte. Les conscrits des classes 1806, 1807, 1808, 1809 et 1810 qui, ayant satisfait à la conscription n'auraient été appelés ni pour le contingent de ces 36.000 hommes ni pour le contingent de la levée précédente, devaient être libérés. Sur ces classes, aucun nouveau contingent ne serait levé.

(1) *Moniteur* du 22 octobre 1809.

IV

Les conscriptions en 1810 et 1811.

Les années de 1810 et de 1811 furent des années de paix relative durant lesquelles le besoin de faire appel à des levées anticipées fut moins pressant; les conscriptions furent régulièrement votées sans rencontrer une ombre d'opposition de la part du Sénat complètement soumis à l'Empereur.

L'Assemblée fut tenue au courant de la direction des affaires extérieures selon l'usage établi et le 23 février 1810 (1) le duc de Cadore, ministre des Relations extérieures, vint donner connaissance au Sénat du traité de paix avec la Suède.

En décembre 1810, l'Angleterre bloquant tous les ports d'Europe, l'Empereur s'occupa d'améliorer sa marine, d'augmenter le nombre des marins et de les entraîner. Napoléon, estimant qu'ils devaient commencer leur métier jeunes, décida de les choisir de treize à seize ans et de créer des équipages de vaisseaux et des équipages de flottilles, ces derniers devant grouper les jeunes recrues.

Le comte Cafarelli, dans la séance du 14 décembre 1810, demanda au Sénat de désigner les départements dans lesquels les arrondissements maritimes devaient être réservés et de voter l'appel de 40.000 marins.

Le sénatus-consulte qui fut alors voté (2) fixa en conséquence trente départements situés sur les rivages de la mer et dont les cantons littoraux devaient cesser de concourir à la conscription pour l'armée de terre et qui étaient réservés pour la conscription du service de la mer. 10.000 conscrits de chacune des classes 1813, 1814,

(1) *Moniteur* du 24 février 1810.

(2) *Moniteur* du 16 décembre 1810.

1815 et 1816 étaient mis à la disposition du ministre de la Marine.

Au cours de la même séance, Regnault de Saint-Jean-d'Angely lut un rapport au ministre de la Guerre exposant la nécessité de lever la conscription le 1^{er} janvier 1811.

La nouveauté du projet de sénatus-consulte était que l'on ne distinguait plus la conscription de l'armée en contingents actifs et en contingents réservés parce que l'Empereur ne voulait plus faire les levées que progressivement et dans le cours de l'année. Il prévoyait que quand la paix maritime serait faite, un tiers de la conscription proposée suffirait.

Le terme périodique était arrivé où l'appel de la conscription devait avoir lieu, la Commission spéciale du Sénat chargée d'examiner le projet déclara, par l'organe de Lacépède, qu'elle n'avait vu dans le sénatus-consulte que l'exécution ordinaire de dispositions plus générales qui formaient la constitution militaire de l'Empire. Il fallait remplacer les vieux soldats qui seraient rendus, malgré leur zèle, à l'agriculture et à l'industrie. La paix étant revenue, la conscription également répartie devait souder étroitement les différentes parties de l'Empire.

Le sénatus-consulte proposé fut voté sans difficulté et à l'unanimité. 120.000 hommes de la conscription de 1811 étaient mis à la disposition du ministre de la Guerre pour le recrutement de l'armée; ils devaient être pris parmi les Français nés dans le courant de 1791. Les appels et leurs époques devaient être déterminés par des règlements d'administration publique.

Comme d'ordinaire le Sénat envoya une adresse à l'Empereur en flétrissant la perfidie de l'Angleterre et en félicitant Napoléon de l'excellence des mesures proposées.

Un an plus tard, en décembre 1811, le même cérémonial se déroula pour la levée de la conscription de 1812 (1) et

(1) *Moniteur* du 21 décembre 1811.

dans la séance du 20 décembre 1811, 120.000 hommes furent mis à la disposition du ministre de la Guerre pour le recrutement de l'armée.

V

Les conscriptions en 1812 et 1813 et la réorganisation de la Garde nationale.

Au début de l'année 1812, Napoléon, sentant que la guerre allait reprendre dans le Nord, procéda à une réorganisation générale de ses armées et il voulut les compléter par la levée du premier ban de la Garde nationale chargée du maintien de l'ordre à l'intérieur et de la défense du territoire.

Dans la séance du 10 mars 1812 (1) fut lu au Sénat un rapport du ministre des Relations extérieures, duc de Bassano, qui rappelait que l'Angleterre avait par la déclaration de 1806 méconnu le droit des neutres à la navigation; par celle de 1807, la faculté de naviguer leur avait été rendue, mais seulement pour le service du commerce anglais. La nécessité de proclamer le blocus continental s'était donc fait sentir et pour le rendre efficace, une armée spéciale pour garder les côtes et se porter où les navires de l'Angleterre voudraient aborder était nécessaire. Il fallait donc une force constitutionnelle occupée uniquement à la défense du territoire, la Garde nationale divisée en trois bans comprenant, le premier tous les conscrits des six dernières classes de vingt à vingt-six ans, le deuxième tous les hommes de vingt-six à quarante ans et l'arrière-ban des hommes de quarante à soixante ans.

D'après le sénatus-consulte voté à ce moment, les hommes composant les cohortes du premier ban de la Garde natio-

(1) *Moniteur* du 16 mars 1812.

nale devaient se renouveler par sixième chaque année et à cet effet ceux de la plus ancienne classe étaient remplacés par les hommes de la conscription de l'année courante.

Le premier ban de la Garde nationale ne devait point sortir du territoire de l'Empire et il était exclusivement destiné à la garde des frontières, à la police intérieure et à la conservation des grands dépôts maritimes, des arsenaux et des places fortes.

Le sénatus-consulte décrétait l'appel de 100 cohortes sur le premier ban de la Garde nationale mise en activité en 1812. Les hommes destinés à former ces cohortes étaient pris sur les classes de la conscription de 1807, 1808, 1809, 1810, 1811 et 1812. Les hommes mariés antérieurement à la publication du sénatus-consulte n'étaient point désignés pour faire partie des cohortes du premier ban de la Garde nationale.

Mais la préparation de la guerre contre la Russie exigeait d'autres mesures. Le Sénat y avait été préparé, car le 3 juillet 1812 (1), l'archichancelier de l'Empire lui avait communiqué deux traités d'alliances conclus avec l'Empereur d'Autriche et avec le Roi de Prusse pour assurer l'isolement du Czar et en août 1812 (2) l'archichancelier avait dit à l'Assemblée qu'il était de sage prévoyance d'établir incessamment la conscription de 1813. Le retour annuel de cette grande mesure devait être considéré comme une des sources de la gloire de l'État, de sa sûreté.

Cependant on avait cette année-là devancé la date de l'appel de la conscription qui ne devait se faire que le 1^{er} janvier 1813 mais 120.000 hommes étaient demandés, puis 17.000 seraient appelés ensuite pour tenir au complet le premier ban de la Garde nationale. En effet, 80 cohortes seulement avaient été levées bien que le sénatus-consulte

(1) *Moniteur* du 4 juillet 1812.

(2) Archives Nationales, carton C. C. 6 et p. 134.

du 13 mars et le règlement organique du 14 en aient mis 100 à la disposition du Gouvernement.

Boulay de la Meurthe, dans l'exposé des motifs du sénatus-consulte, faisait ressortir que la mesure proposée ne serait exécutée que si le besoin s'en faisait sentir. « Alors qu'Alexandre devait faire appel à tous ses sujets, l'Empereur marchait vers son but avec une contenance tranquille, sans avoir besoin de déployer d'autres ressources que celle qui résultait du développement facile d'une administration bien assise. » Napoléon après la victoire de Friedland avait offert la paix, mais la Russie était maintenant liguée avec l'Angleterre. Ainsi l'Empereur ne pouvait pas reculer, il fallait conquérir nos droits maritimes et la Russie ne pourrait plus s'étendre dans le midi de l'Europe.

Garnier, au nom de la Commission spéciale du Sénat, dit que la levée de 120.000 hommes n'avait rien d'excessif et il répétait qu'en développant d'immenses moyens on diminuait les chances de la guerre et on en abrégeait la durée.

Cet argument servait déjà pour la deuxième fois, mais l'Assemblée ne voulut mettre aucun obstacle aux mesures demandées et le sénatus-consulte fut voté sans difficulté.

Au retour de Russie, en décembre 1812, Napoléon reçut les principaux corps de l'État à la suite de la conspiration du général Malet. Répondant aux harangues de Lacépède et de Défermon, l'Empereur parla peu de ce qui avait trait à la guerre, seulement il assura que celle qu'il avait entreprise contre la Russie était toute politique et qu'il la faisait sans animosité. Il aurait pu armer la plus grande partie de la population russe en proclamant la liberté des esclaves, mais il s'était refusé à cette mesure parce qu'elle aurait voué à la mort et aux plus terribles supplices bien des esclaves : « Si mon armée, ajoutait-il, a essuyé des pertes c'est par la rigueur de la saison (1). »

(1) *Mémoires du chancelier Pasquier*, tome 2, p. 46.

L'Empereur voulait bien convaincre le Sénat et la Nation à qui il allait demander de nouveaux sacrifices, que ce n'était pas lui qui faisait la guerre, mais qu'elle lui était imposée.

Au mois de janvier 1813, le besoin se fit sentir de lever de nouvelles conscriptions. A ce moment cependant la défection de la Prusse n'était pas encore connue, mais tandis que Napoléon négociait avec les puissances allemandes réputées alliées, il fallait tout faire pour être en mesure de se passer d'elles.

Dans les circonstances du moment il était impossible de refuser la conscription, le patriotisme exigeait qu'elle fût levée. Une assemblée libre l'eût votée avec enthousiasme, ce qui aurait eu sur le pays une très heureuse influence; le Sénat la vota avec soumission.

Au cours de la séance du 10 janvier 1813 (1), l'archichancelier de l'Empire dit dans son discours :

La Nation se dispose d'elle-même à des mesures qu'elle juge nécessaires pour le maintien de sa gloire et pour la conservation de sa prépondérance dans l'Europe. La volonté publique est prête à devancer les appels de l'autorité souveraine.

Le rapport du ministre des Relations extérieures disait que les cohortes de la Garde nationale demandaient à se battre à côté des vieux soldats. La conscription de 1813 était entièrement sous les armes et il restait 300.000 hommes prêts à combattre dans la prochaine campagne. Ils eussent été suffisants si tous les alliés et spécialement l'Autriche, le Danemark et la Prusse étaient restés fidèles à la cause commune. Il fallait forcer l'Angleterre à la paix avant que l'Europe prit du repos.

Regnault de Saint-Jean-d'Angely répéta que l'Angleterre était responsable de la guerre et que l'Empereur avec les forces dont il disposait aurait pu la soutenir sans

(1) *Moniteur* du 12 janvier 1813.

la trahison du général prussien Yorck. Les moyens militaires de la France demeuraient malgré tout immenses, mais il fallait voter le sénatus-consulte.

Celui-ci fut voté après l'avis favorable de la Commission spéciale : 350.000 hommes étaient mis à la disposition du ministre de la Guerre. Ils comprenaient 100.000 hommes formant les cent cohortes du premier ban de la Garde nationale, 100.000 hommes des conscriptions de 1809, 1810, 1811, 1812 pris parmi ceux qui n'avaient pas été appelés à faire partie de l'armée active et 150.000 hommes de la conscription de 1814. Les dix cohortes du premier ban cessaient de faire partie de la Garde nationale et devenaient parties intégrantes de l'armée active. Les hommes qui s'étaient mariés avant la publication du sénatus-consulte ne pouvaient être désignés pour faire partie de la levée prise sur les conscriptions des années 1809, 1810, 1811 et 1812.

En avril 1813, de nouveaux contingents furent demandés au Sénat. La guerre était sur le point de reprendre car les Russes pour entraîner la Prusse à entrer en campagne s'étaient avancés sur l'Oder et ils avaient obligé le Prince Eugène à évacuer Posen et Berlin. L'Autriche gardait une attitude ambiguë et semblait vouloir tenir le rôle d'arbitre, mais le peuple autrichien demandait la guerre et la décision de la Prusse de se ranger aux côtés de la Russie suffit à Napoléon pour justifier les nouvelles levées.

Dans la séance du 1^{er} avril 1813 (1), Défermon exposa qu'une augmentation de l'état militaire de la France était nécessaire et qu'il fallait faire un effort pour en éviter de plus grands dans l'avenir. L'Empereur voulait choisir les généraux qui seraient chargés de présider l'organisation des compagnies de la Garde nationale dans le sein du Sénat.

Latour-Maubourg, dans la séance du 3 avril, approuva

(1) *Moniteur* du 8 avril 1813.

purement et simplement au nom de la Commission spéciale la levée de la conscription de 1814. En conséquence, 180.000 hommes furent mis à la disposition du ministre de la Guerre. 10.000 d'entre eux devaient servir de garde d'honneur à cheval; 80.000 hommes seraient appelés sur le premier ban de la Garde nationale, 90.000 hommes sur la conscription de 1814 et ces derniers étaient destinés à la défense des frontières de l'Ouest et du Midi et spécialement des chantiers d'Anvers, de Cherbourg, de Brest, de Lorient, de Rochefort et de Toulon. Le même sénatus-consulte indiquait le mode de formation de quatre régiments de gardes d'honneur, le mode de levée des 80.000 hommes, l'organisation de la défense des frontières de l'Ouest et du Midi et des chantiers maritimes (1).

Le 24 août 1813 (2), l'Empereur demanda au Sénat d'ordonner que les départements méridionaux organisassent une sorte de levée en masse. La guerre d'Espagne prenait une tournure très défavorable pour les armées françaises et le Midi était sérieusement menacé. En conséquence le sénatus-consulte mettait 30.000 hommes à la disposition de l'armée d'Espagne qui devaient être pris sur les classes 1814, 1813, 1812 et antérieurement dans les départements de l'Ardèche, de l'Aveyron, du Gard, de l'Hérault, de la Lozère, du Tarn, de l'Ariège, de l'Aude, de la Haute-Garonne et autres départements méridionaux.

Le 4 octobre 1813 (3), l'archichancelier de l'Empire apporta au Sénat les pièces relatives à la guerre de l'Autriche et à celle de la Suède : « Il est, Messieurs, leur dit-il, une circonstance sur laquelle je m'arrête et qui n'échappera ni à votre attention, ni aux regards de l'Europe : la continuation de la guerre est contraire aux vœux de Sa

(1) L'adresse envoyée à l'Empereur s'exprimait ainsi : « Le Sénat, organe des sentiments de la Nation, vous offre particulièrement en ce jour l'hommage de la fidélité qu'elle vous a juré et du bonheur dont elle jouira lorsqu'elle reverra le vainqueur de ses ennemis et le pacificateur du continent. »

(2) *Moniteur* du 4 septembre 1813.

(3) *Moniteur* du 5 octobre 1813.

Majesté. Elle a tout fait pour empêcher la reprise des hostilités; et alors même que l'espérance d'un rapprochement était perdu, vous verrez que l'Empereur a manifesté le désir qu'un congrès pût se réunir encore et travailler sérieusement à concilier les intérêts des puissances belligérantes. »

Peu de temps après, le 7 octobre 1813, la Régente, l'Impératrice Marie-Louise, pour marquer le prestige du Sénat, vint elle-même le présider. Dans une lettre écrite le 17 septembre, Napoléon avait ainsi demandé à sa femme de faire cette démarche (1) :

MADAME ET CHÈRE AMIE,

Vous irez présider le Sénat et vous y tiendrez le discours suivant. Le ministre de la Guerre fera un rapport et les orateurs du Conseil d'État présenteront un sénatus-consulte pour la levée de la conscription. Vous irez dans la voiture de parade, avec toute la pompe convenable et comme il est d'usage quand je vais au Corps législatif.

Dresde, 27 septembre 1813.

NAPOLÉON.

P.-S. — Le discours ayant dû être chiffré, le duc de Bassano le fera déchiffrer et l'enverra à l'archichancelier qui vous le remettra.

L'Impératrice régente se rendit donc au Palais du Sénat avec un cortège dont l'ordre et la marche furent décrits dans les journaux. Les grands officiers du Sénat et vingt-quatre sénateurs reçurent l'Impératrice à la porte extérieure du Palais. L'Impératrice se reposa un instant dans les appartements préparés pour la recevoir. Puis l'on se rendit en grand cortège, précédé de la députation du Sénat dans la salle des séances. Un cérémonial minutieux avait été réglé : la régente avait à sa droite et à sa gauche en arrière d'elle les dames d'honneur, les chevaliers d'honneur et le premier écuyer; immédiatement derrière elle,

(1) *Mémoires de Méneval*, tome 3, p. 163.

le maréchal duc de Conégliono et le général Cafarelli, les dames d'atour, les dames du Palais, les chambellans et les écuyers. A l'arrivée de l'Impératrice, tous les sénateurs étaient découverts et debout. L'Impératrice monta sur un trône placé à gauche de celui de l'Empereur; à droite et à gauche du trône, une marche plus bas, s'assirent sur des chaises les princes grands dignitaires; à droite et à gauche en bas du trône, sur des gradins, les ministres et les grands officiers; en avant et en bas du trône sur des tabourets, le grand chambellan et le grand maître des cérémonies.

L'Impératrice parla au Sénat d'un ton digne et élevé et elle fut attentivement écoutée (1) :

Sénateurs, dit-elle, les principales puissances de l'Europe révoltées des prétentions de l'Angleterre, avaient, l'année dernière, réuni leurs armées aux nôtres pour obtenir la paix du monde et le rétablissement des droits de tous les peuples.

Aux premières chances de la guerre, les passions assoupies se réveillèrent. L'Angleterre, la Russie ont entraîné la Prusse et l'Autriche dans leur cause. Nos ennemis veulent détruire nos alliés pour les punir de leur fidélité. Ils veulent porter la guerre au sein de notre belle Patrie pour se venger des triomphes qui ont conduit nos aigles victorieuses au milieu de leurs États. Je connais mieux que personne ce que nos peuples auraient à redouter s'ils se laissaient jamais vaincre.

Avant de monter sur le trône où m'ont appelé le choix de mon auguste époux et la volonté de mon père, j'avais la plus grande opinion du courage et de l'énergie de ces grands peuples. Cette opinion s'est accrue tous les jours par tout ce que j'ai vu se passer sous mes yeux. Associée depuis quatre ans aux dangers les plus intimes de mon époux, je sais de quels sentiments il serait agité sur un trône flétri et sous une couronne sans gloire.

Français, votre Empereur, la Patrie et l'honneur vous appellent.

L'orateur du Gouvernement, Regnault de Saint-Jean-d'Angely, parla des derniers revers de la France et il montra tout ce que le pays avait à craindre d'une coalition victorieuse. Le danger était immense en effet, et personne ne pouvait songer à refuser la conscription.

(1) *Mémoires du duc de Rovigo*, livre 4, p. 238.

Le sénatus-consulte mit 280.000 conscrits en activité de service et à la disposition du Ministre de la Guerre : 120.000 étaient pris sur la classe 1814 et les classes antérieures et 160.000 sur la conscription de 1815. Les hommes mariés étaient toujours exemptés de concourir à la formation du contingent.

En novembre 1813, les circonstances devenant toujours plus pressantes, il devint nécessaire de faire une nouvelle levée de la conscription. Regnault de Saint-Jean-d'Angely, dans la séance du 12 novembre 1813 (1), parla de la nécessité pour la France « de proportionner ses efforts pour vaincre aux efforts tentés pour l'asservir ». Quelques semaines auparavant, en effet, on ne connaissait pas encore la défection de la Bavière et on ne savait pas comment les Saxons avaient au milieu des combats déserté leur rang dans nos armées pour occuper ceux qui leur étaient réservés d'avance dans les armées de nos ennemis, comment l'artillerie fournie et pourvue par nos arsenaux avait été tournée contre nos batteries destinées à les protéger. C'étaient là les désastreuses conséquences de la bataille de Leipzig. Le cri d'alarme avait été entendu de toute la France... Quelle paix, en effet, espérer d'un ennemi qui se trouvait en France? Le Congrès de Dresde, espoir du monde, n'avait été qu'un moyen pour masquer les apprêts effectifs d'une confédération générale. La paix ne pouvait être signée qu'autant que nous aurions éloigné et rejeté l'ennemi loin de nos frontières. Regnault ajoutait :

En rejetant l'appel qu'autorise le sénatus-consulte aux classes précédemment libérées et en remontant jusqu'à l'an II, Sa Majesté cède à l'empire des circonstances autant qu'aux conseils de la justice, de la sagesse et de l'humanité. Cette levée permettra aux gardes nationales dont l'armement a honorablement prévu le danger, de rentrer dans leurs foyers; les pères de famille qui les composent seront rendus à leurs professions, à leurs travaux.

(1) *Moniteur* du 17 novembre 1813.

Les circonstances commandaient, en effet, la levée de 300.000 hommes; ils devaient supporter, vu leur âge, les fatigues de la guerre et ils devaient laisser à la jeune conscription le temps d'acquérir dans le service des places et dans celui des armées de réserve la vigueur qui leur manquait encore. Le comte Dejean, au nom de la Commission spéciale, disait :

Les adresses de toutes les villes à Sa Majesté l'Impératrice Reine et Régente ont pu vous convaincre que la France entière est disposée à faire tous les sacrifices que commandent la gloire et la sécurité de la couronne, ses intérêts les plus chers.

Le sénatus-consulte mit à la disposition du Ministre de la Guerre 300.000 conscrits pris dans les classes des années 1811, 1812, 1813, 1814. 150.000 hommes devaient être levés sans délai pour être mis sur-le-champ en activité et 150.000 autres devaient être laissés en réserve pour être levés dans le cas où la frontière de l'Est serait envahie. Les conscrits qui devaient être levés dans les vingt-quatre départements qui d'après le sénatus-consulte du 24 août 1813 étaient réservés au recrutement de l'armée d'Espagne auraient la même destination. Les armées de réserve seraient placées à Bordeaux, Metz, Turin et Utrecht et dans les autres points où elles pourraient être nécessaires pour garantir l'inviolabilité du territoire de l'Empire.

Ce fut la dernière levée de conscription votée par le Sénat avant la chute de Napoléon. Les sénateurs furent cependant tenus au courant de la politique extérieure et de la conduite générale des opérations. Le Sénat se montra très déférent envers l'Empereur, mais il témoigna à plus d'une reprise comme il l'avait fait au cours des années antérieures son grand désir de paix. L'adresse du 29 décembre 1813 (1), par exemple, s'exprime ainsi :

Nous combattrons pour notre chère Patrie entre les tombeaux de nos pères et les berceaux de nos enfants. Sire, obtenez la paix

(1) *Moniteur* du 31 décembre 1813.

par un dernier effort digne de vous et des Français et que votre main, tant de fois victorieuse, laisse échapper ses armes après avoir signé le repos du Monde.

VI

Conclusion.

Les détracteurs du Sénat-Conservateur lui ont reproché la facilité avec laquelle il vota les levées de la conscription et, à la chute de l'Empire, les pamphlétaires le rappelèrent avec violence : « On pourrait demander au Sénat, dit un pamphlet, qui êtes-vous et de qui tenez-vous votre pouvoir ? Vous avez été créé et mis au monde par Napoléon à la journée de Saint-Cloud. Certes il ne vous a pas investi du pouvoir de le destituer. Le peuple ne vous a point investi d'une pareille autorité, il ne vous connaît que comme des vampires qui viviez aux dépens de ses sueurs et de son sang, des pourvoyeurs de l'ogre à qui vous le forciez de fournir annuellement deux à trois cent mille hommes (1). » « Vous avez encouragé le Minotaure depuis son envahissement jusqu'au jour où sa rage est devenue impuissante, porte un autre pamphlet, vous devez tomber avec lui (2). » Et ce rappel des sénatus-consultes sur la conscription contribua à perdre l'Assemblée dans l'esprit public et à assurer l'échec de la Constitution qu'elle avait élaborée.

Peut-on dire que le Sénat avait été coupable de trop de complaisance ?

En 1805, les coalisés armaient et les circonstances étaient critiques. Si le Sénat avait refusé de voter les conscriptions, il eût été nécessaire d'assembler le Corps législatif et de perdre du temps ; une mauvaise organisation de la conscription eût donc été la conséquence de cette résistance.

(1) *De la conduite du Sénat sous Buonaparte.*

(2) *Au Sénat de Buonaparte.*

Beaucoup d'autres pamphlets s'expriment dans des termes analogues : *Le Sénat traité comme il le mérite. Timeo danaos et dona ferentes. Réflexions de Monsieur Bergasse, etc...*

En 1806 et en 1808, l'Empereur fit croire sans cesse au Sénat que l'ennemi rassemblait ses dernières ressources et qu'il fallait l'abattre d'une façon définitive en organisant contre lui de puissantes armées. Puis en 1810 et 1811 la conscription fut votée à époques régulièrement espacées d'une année; l'habitude était désormais prise. Si la conscription de 1812 avait été refusée, Napoléon eût alors manqué d'hommes pour entreprendre la campagne de Russie, mais le Sénat était dans un tel état de dépendance que toute tentative de résistance de la part de quelques-uns de ses membres eût été absolument vaine. Au retour de Russie, après Leipzig, la France allait être envahie; il ne s'agissait plus désormais de guerre de conquête, il fallait défendre le sol même de la Patrie. En 1813, n'importe quelle assemblée eût voté avec le plus grand enthousiasme la levée en masse.

Le Sénat se trouva donc la victime d'une série de nécessités qui entraînaient l'Empereur et la France tout entière. La résistance de la Haute Assemblée eût-elle été utile?

Le Corps législatif eût reconquis une attribution dont il avait été privé au profit du Sénat et la conscription eût été votée sans autre difficulté.

D'ailleurs les votes des sénatus-consultes sur la conscription étaient habilement préparés avant les séances, comme le dit Napoléon lui-même dans le *Mémorial*.

On a beaucoup accusé le Sénat; on a beaucoup crié au « servilisme », à la bassesse; mais des déclarations ne sont pas des preuves. Qu'eût-on donc voulu du Sénat? Qu'il eût refusé les conscrits?... Je doute qu'aujourd'hui les Français lui portent une grande reconnaissance.

Le vrai est que toutes nos circonstances étaient forcées; les gens sages le sentaient et savaient s'y plier. Ce qu'on ignore, c'est que dans presque toutes les grandes mesures, des sénateurs venaient, avant de voter, me produire à l'écart et quelquefois très chaudement, leurs objections et même leurs refus, et qu'ils s'en retournaient convaincus ou par mes raisonnements ou par la force ou l'imminence des choses (1).

(1) *Mémorial de Sainte-Hélène*, 1^{er} novembre 1815.

CHAPITRE III

**LES SÉNATEURS
COMMISSAIRES EXTRAORDINAIRES
EN 1814**

RÉSUMÉS

I

La création des commissaires extraordinaires.

Levée nécessaire des 580.000 conscrits appelés à la fin de 1813 et au commencement de 1814. — Situation des armées en octobre 1813. — Napoléon pense à la création de commissaires extraordinaires. — Pouvoirs qu'avaient déjà reçus les titulaires de sénatoreries. — Le décret du 27 décembre 1813 définit le rôle des Commissaires extraordinaires. — Leur nomination et leurs instructions. — Circulaire adressée aux Préfets. — Napoléon réunit les Commissaires extraordinaires avant leur départ et leur adresse un discours.

II

Régions du Nord et de l'Est.

- 24^e DIVISION (Bruxelles). — *Bon esprit des habitants de Bruxelles. — Le département de l'Escaut est douteux. — Le comte de Pontécoulant ne peut organiser de cohortes. — Mouvements du général Maison autour d'Anvers. — Retraite de Belgique.*
- 24^e DIVISION (Liège). — *Monge constate à Maestricht la mauvaise volonté des habitants pour les réquisitions. — Il s'occupe de l'approvisionnement des places fortes. — Replis du duc de Tarente sur la Roër. — La marche de l'administration devient difficile. — Impossibilité d'organiser la levée en masse à cause de l'hostilité de la population. — Monge rentre en France.*
- 16^e DIVISION (Lille). — *Proclamation du comte de Villemanzy. — Il réprime l'insoumission des conscrits. — Bandes de brigands circulant dans le Pas-de-Calais. — Bon état d'esprit de l'arrondissement de Dunkerque. — La population de Lille est très patriote.*
- 2^e DIVISION (Mézières). — *Beurnonville constate que les populations de l'Est sont déterminées à la résistance. — Tous les sacrifices demandés sont obtenus sans murmures. — Défection dans la conscription. — Difficultés pour organiser la levée en masse. — Retraite du duc de Tarente.*
- 3^e DIVISION (Metz). — *Proclamation du comte Chasset. — Arrêté pour les levées de la conscription, des cohortes de la Garde nationale et la levée en masse. — Manque d'armes pour la défense. — L'invasion.*
- 4^e DIVISION (Nancy). — *L'ennemi s'empare des Vosges. — Les balles et les fusils manquent absolument. — Le comte de Colchen constate l'excellent esprit des habitants et des fonctionnaires. — Proclamation à la population pour l'encourager à la résistance. — Retraite du comte de Colchen devant l'ennemi.*

5^e DIVISION (Strasbourg). — *Le comte Ræderer se laisse enfermer dans la ville investie.*

6^e DIVISION (Besançon). — *Manque d'armes et de troupes régulières. — L'esprit public est abattu à Beşançon. — Gray se rend sans résistance.*

III

Région du Sud-Est.

7^e DIVISION (Grenoble). — *Proclamation du comte de Saint-Vallier. — Le manque de fusils rend difficile l'organisation des cohortes. — Bon état d'esprit de la population du Dauphiné. — La Savoie est moins patriote. — La levée en masse s'effectue progressivement. — Grenoble menacée par l'ennemi. — Saint-Vallier fait d'importants travaux de fortification. — Les conscrits se conduisent bien et reprennent les Echelles à l'ennemi. — Marche sur Genève. — Ardeur grandissante des troupes. — Genève sur le point d'être reprise par nos troupes. — Augereau retire les troupes destinées à la prise de la ville. — Arrivée de renforts venus d'Italie. — Le recul d'Augereau découvre le général Marchand. — La prise de Lyon oblige le comte de Saint-Vallier à se retirer à Valence.*

8^e DIVISION (Toulon). — *Le vice-amiral Ganteaume constate de nombreuses défections. — Dénueement complet de la place de Toulon. — Des bandes d'insoumis parcourent le département du Var.*

IV

Région du Midi.

9^e DIVISION (Montpellier). — *Grand abattement de l'esprit public. — Pelet de la Lozère constate les révoltes de l'Ardèche. — Le Tarn mis en état de siège. — Nombreux déserteurs dans l'Aveyron. — Dans le Gard on doit ajourner le départ des conscrits. — Rentrée des contributions considérablement ralentie.*

10^e DIVISION (Toulouse). — *Nombreux réfractaires. — Caffarelli se plaint de l'influence anglaise. — Agitation royaliste à Toulouse. — Prise de la ville par l'ennemi.*

11^e DIVISION (Bordeaux). — *Proclamation de Cornudet. — Excellent esprit des habitants des Basses-Pyrénées et des Landes. — Fatigue générale dans le département de la Gironde. — Prise rapide de Bordeaux par les Anglais.*

V

Région de l'Ouest.

12^e DIVISION (La Rochelle). — *Bon état d'esprit du département de la Vienne. — Boissy d'Anglas signale le désir général de paix. — Les réfractaires de Vendée forment des bandes qui circulent dans le pays. — Brigandage organisé. — Les Anglais croisent en mer. — Révolte de certaines troupes. — Travaux de défense des côtes. — Impossibilité d'organiser la levée en masse.*

13^e DIVISION (Rennes). — *Le Finistère animé du meilleur esprit. — Le Morbihan un peu suspect. — L'Ille-et-Vilaine donne au comte Canclaux une bonne impression. — Manque général de fusils et de munitions surtout dans les Côtes-du-Nord.*

14^e DIVISION (Caen). — *Le comte de Latour-Maubourg trouve l'état des esprits à Caen assez mauvais. — Espoir général de paix. — La population parle ouvertement des Bourbons.*

15^e DIVISION (Rouen). — *Bon état d'esprit constaté par le comte de Montesquiou dans la Somme, la Seine-Inférieure et surtout dans l'Eure.*

VI

Région du Centre.

18^e DIVISION (Dijon). — *Le comte de Ségur s'applique à calmer les esprits à Dijon. — La garde urbaine refuse absolument de se battre. — Les progrès de l'invasion produisent sur le peuple des effets très déprimants. — Lassitude générale. — Prise de Dijon.*

19^e DIVISION (Lyon). — *Chaptal constate l'abattement des Lyonnais. — Manque d'artillerie et de fusils. — Proclamation. — Relèvement de l'esprit public. — Les revers démoralisent les ouvriers. — Fuite d'une partie de la population dans les montagnes du Vivarais. — Offensive française sur Genève. — Retraite sur Lyon, encerclement et prise de la ville. — Le sénateur se replie sur Vienne.*

20^e DIVISION (Périgueux). — *Les habitants insistent auprès du comte de Lapparent pour la conclusion de la paix. — Mauvais état d'esprit de la Corrèze, du Lot et du Lot-et-Garonne. — Les citoyens sont fatigués des réquisitions. — Manque de fusils et peu d'empressement de la Garde nationale. — Proclamation. — Les réfugiés de Bordeaux sèment la panique. — Lassitude et abattement de la population. — Germes d'insurrection dans le Lot et la Corrèze. — Les habitants désirent l'arrivée des Anglais et s'opposent au départ des conscrits et au paiement des droits réunis.*

21^e DIVISION (Bourges). — *Bon état d'esprit du Cher. — Jalousies et craintes nées de la mission du comte de Sémonville. — Insuffisance de l'armement des gardes nationales. — La population se désintéresse des événements. — Ménagements nécessaires.*

22^e DIVISION (Tours). — *Le Couleulx de Canteleu constate la bonne situation de l'Indre-et-Loire et de la Sarthe. — Nombreuses désertions dans le Maine-et-Loire. — Renaissance du brigandage. — Révolte des paysans de Beaupréau et de Segré. — Suspension des levées de la conscription dans la Mayenne, la Sarthe et le Maine-et-Loire.*

I

La création des Commissaires extraordinaires.

En octobre 1813, le Sénat avait mis à la disposition de l'Empereur 280.000 conscrits et en novembre 1813, un sénatus-consulte avait ordonné une nouvelle levée de 300.000 hommes. 580.000 conscrits devaient donc être appelés dans le courant de l'hiver et jamais encore le Gouvernement n'avait demandé un pareil sacrifice à la population. Comment cette immense conscription allait-elle s'opérer? Il était à craindre que les appels de conscrits des classes anciennes qui se croyaient définitivement libérées ne soulevassent de vifs mécontentements et on pouvait redouter que de nombreux conscrits de la classe 1815 qui allaient être levés ne devinssent des réfractaires. Il fallait donc non seulement convaincre les populations de la nécessité de nombreux sacrifices et préparer l'opinion, mais aussi réunir les conscrits, les éduquer et former rapidement les armées destinées à refouler la coalition au delà des frontières.

Mais les circonstances étaient pressantes; sur le Rhin, 50.000 à 60.000 hommes épuisés de fatigue, suivis d'un nombre aussi grand de malades et d'éclopés avaient à combattre 300.000 soldats des puissances alliées, en Espagne 75.000 hommes luttaient péniblement contre 170.000 soldats anglais, espagnols et siciliens, en Italie 36.000 combattants se heurtaient à 60.000 Autrichiens.

Napoléon, pour réchauffer le zèle de la Nation, pensa alors à prendre parmi les personnages les plus éminents de chaque province des Commissaires extraordinaires ayant des pouvoirs sans limite et spécialement chargés de faciliter la levée de la conscription, de l'organisation de la Garde nationale, de la rentrée des impôts et des prestations en nature. Ces envoyés furent choisis à peu près exclusivement parmi les sénateurs dont plusieurs étaient déjà chargés de l'organisation et du commandement de la Garde nationale dans les différentes divisions militaires.

Ces Commissaires extraordinaires, renouvelés de la Convention, avaient déjà existé sous le Consulat et sous l'Empire sans porter de titres spéciaux. Le Premier Consul envoya en effet des conseillers d'État chargés d'une mission dans chacune des divisions militaires où il y avait une Cour d'appel. Les instructions qu'ils reçurent étaient très vastes : ils devaient, en effet, non seulement examiner toutes les branches de l'Administration, mais encore s'entendre avec les généraux et les inspecteurs aux revues pour le service militaire et faire des rapports au Premier Consul pour tout ce qui touchait l'opinion publique, l'état de l'administration et des finances (1).

Les sénateurs pourvus de sénatoreries reçurent sous l'Empire (2) des missions analogues dont le cadre avait été encore agrandi et qui les rendaient parfaitement aptes au rôle dont l'Empereur voulait les charger dans les circonstances pénibles où se trouvait alors la France.

Le décret du 27 décembre 1813 définit ainsi les pouvoirs des Commissaires extraordinaires (3) :

Napoléon décrète :

ART. 1. — Il sera envoyé des sénateurs ou conseillers d'État dans les divisions militaires en qualité de nos Commissaires extraordinaires. Ils seront accompagnés de maîtres des requêtes ou d'auditeurs.

(1) BOURRIENNE, *Mémoires*, tome III, p. 59.

(2) Voir l'Introduction.

(3) *Moniteur* du 28 décembre 1813.

ART. 2. — Nos Commissaires extraordinaires sont chargés d'accélérer :

- 1^o Les levées de la conscription;
- 2^o L'habillement, l'équipement et l'armement des troupes;
- 3^o Le complément de l'approvisionnement des places;
- 4^o La rentrée des chevaux requis pour le service de l'armée;
- 5^o La levée et l'organisation des gardes nationales conformément à nos décrets.

Nos dits Commissaires extraordinaires pourront étendre les dispositions desdits décrets aux villes et places qui n'y sont pas comprises.

ART. 3. — Ceux de nos dits Commissaires extraordinaires qui seront envoyés dans des pays que menacerait l'ennemi, ordonneront des levées en masse et toutes autres mesures quelconques nécessaires à la défense du territoire et commandées par le devoir de s'opposer aux progrès de l'ennemi.

Au surplus, il leur sera donné des instructions spéciales à raison de la situation particulière des départements où ils seront en mission.

ART. 4. — Nos Commissaires extraordinaires sont autorisés à ordonner toutes les mesures de haute police qu'exigeraient les circonstances et le maintien de l'ordre public.

ART. 5. — Ils sont pareillement autorisés à former des Commissions militaires et à traduire devant elles ou devant les Cours spéciales toute personne prévenue de favoriser l'ennemi, d'être d'intelligence avec lui ou d'attenter à la tranquillité publique.

ART. 6. — Ils pourront faire des proclamations et prendre des arrêtés. Lesdits arrêtés seront obligatoires pour tous les citoyens. Les autorités judiciaires, civiles, militaires seront tenues de s'y conformer et de les faire exécuter.

ART. 7. — Nos Commissaires extraordinaires correspondront avec nos Ministres pour les objets relatifs à chaque Ministère.

ART. 8. — Ils jouiront dans leurs qualités respectives des honneurs qui leur sont attribués par nos règlements.

ART. 9. — Nos Ministres sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des Lois*.

A la minute du décret est annexé un tableau désignant les Commissaires extraordinaires :

1^{re} division (Paris) : comte Chasseloup.

2^e division (Mézières) : le comte Boulay, conseiller d'État, remplacé par Beurnonville, sénateur et général de division.

3^e division (Metz) : le sénateur comte Chasset.

4^e division (Nancy) : le sénateur comte Colchen.

5^e division (Strasbourg) : le sénateur comte Rœderer.

6^e division (Besançon) : le sénateur comte Valence.

7^e division (Grenoble) : le sénateur comte de Saint-Vallier.

8^e division (Toulon) : le sénateur comte Cornudet, remplacé par le vice-amiral Ganteaume, conseiller d'État.

9^e division (Montpellier) : le comte Pelet de la Lozère, conseiller d'État.

10^e division (Toulouse) : le comte Caffarelli, conseiller d'État.

11^e division (Bordeaux) : le sénateur comte Garnier, remplacé le 28 décembre par le sénateur Cornudet (1).

12^e division (La Rochelle) : le sénateur comte Boissy d'Anglas.

13^e division (Rennes) : le sénateur comte Canclaux.

14^e division (Caen) : le sénateur comte de Latour-Maubourg.

15^e division (Rouen) : le sénateur comte de Lapparent, remplacé par le comte de Montesquiou, sénateur.

16^e division (Lille) : le sénateur comte de Villemazy.

17^e division (Amsterdam) : occupée par l'ennemi.

18^e division (Dijon) : le sénateur comte de Beurnonville, remplacé par le comte de Ségur.

19^e division (Lyon) : le sénateur comte Chaptal.

20^e division (Périgueux) : le sénateur comte Lemerrier, remplacé par le sénateur de Lapparent.

21^e division (Bourges) : le sénateur comte de Sémonville.

22^e division (Tours) : le sénateur comte Le Cousteulx de Canteleu.

23^e division (Bastia) : pas de Commissaire désigné.

24^e division (Bruxelles) : le sénateur comte de Pontécoulant.

(1) Archives Nationales, A. F. IV, 841.

25^e division (Liège) : le sénateur comte de Péluse (Monge).

26^e division (Mayence) : le maréchal duc de Dantzig.

Montalivet s'était efforcé de placer les Commissaires extraordinaires dans les régions qu'ils connaissaient le mieux soit parce qu'ils en étaient originaires soit parce qu'ils y avaient été pourvus de sénatoreries; le Ministre pensait ainsi augmenter leur influence sur les populations soumises à leur administration.

Les personnages choisis comme Commissaires extraordinaires reçurent des lettres closes de l'Empereur (1) :

Monsieur le Sénateur, disaient-elles, dans les circonstances où se trouve l'État, nous avons jugé nécessaire d'envoyer avec des pouvoirs extraordinaires, dans chacune de nos divisions militaires des personnages d'un rang éminent et investis de la considération publique. Nous vous avons désigné à cet effet pour vous rendre sans délai, en qualité de notre Commissaire extraordinaire dans la division.

Nous désirons que vous voyiez dans le choix que nous avons fait de vous pour une mission où vous êtes appelé à rendre d'importants services, un nouveau témoignage de notre confiance en votre attachement à notre personne et votre dévouement au bien de l'État.

NAPOLÉON.

Le ministre de la Guerre adressait le 8 janvier 1814 (2) à plusieurs Commissaires extraordinaires la circulaire suivante :

MONSIEUR LE COMTE,

J'ai l'honneur de vous informer que d'après l'intention de l'Empereur, je viens d'écrire aux préfets des départements, que Sa Majesté attend d'eux qu'ils aident de tous les moyens qui sont en leur pouvoir les Conseils d'administration des divers dépôts de toutes

(1) CHAPTAL, *Mes Souvenirs*, p. 136.

(2) Archives de la Guerre : Correspondance de la Grande Armée, 1814. Circulaire envoyée à Beurnonville, Chasset, Colchen, Saint-Vallier, Ganteaume, Boissy d'Anglas, Canclaux, Latour-Maubourg, de Montesquiou, Villemazy, Pontécoulant, Ségur, Chaptal, Sémonville, Le Coulteulx, Péluse.

armes qui s'y trouvent stationner, à se procurer les parties d'habillement, équipement et harnachement qui pourraient leur manquer, afin qu'ils fassent partir dans le plus bref délai tout ce qu'ils ont à mettre en marche, en exécution des ordres qu'ils ont reçus jusqu'à ce jour.

Je vous prie, Monsieur le Comte, d'employer auprès des préfets de la Division militaire pour exciter leur zèle à cet égard, chacun en ce qui le concerne, toute l'influence d'autorité que vous donne la mission dont Sa Majesté vous a chargé dans cette Division.

Afin que les préfets ne soient point mécontents de cette nouvelle hiérarchie de fonctionnaires qui venaient se superposer à eux, Montalivet, ministre de l'Intérieur, dans une circulaire qu'il leur adressait au même moment, commentait ainsi la mesure décidée par l'Empereur (1) :

Aucun mécontentement de l'Administration des préfets n'a engagé l'Empereur à envoyer des Commissaires extraordinaires. Sa Majesté sait qu'elle est servie avec zèle et loyauté, mais elle a pensé que dans des circonstances aussi graves des hommes d'un rang éminent, revêtus d'une grande autorité, admis fréquemment auprès du Souverain, ayant reçu des instructions immédiates, pourraient rendre d'importants services. Ces Commissaires n'ont pas à s'occuper des détails de l'administration, mais seulement à s'assurer que les résultats s'obtiennent et si des obstacles se présentent à les lever.

Les Commissaires extraordinaires étant sur le point de partir dans les différentes divisions militaires, Napoléon les réunit et leur adressa les paroles suivantes (2) :

Je ne crains pas de l'avouer, j'ai trop fait la guerre, j'avais formé d'immenses projets, je voulais assurer à la France l'empire du monde : Je me trompais, ces projets n'étaient pas proportionnés à la force numérique de notre population. Il aurait fallu l'appeler tout entière aux armes, et, je le reconnais, les progrès de l'état social, l'adoucissement même des mœurs ne permettent pas de convertir toute une nation en un peuple de soldats. Je dois expier le tort d'avoir trop compté sur ma fortune et je l'expierai. Je ferai la paix, je la ferai

(1) Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, 26, M. 18, cité par Louis Benaerts, *Les Commissaires extraordinaires de Napoléon I^{er}*.

(2) THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, tome 17; *L'invasion*, p. 182.

telle que la commandent les circonstances et cette paix ne sera mortifiante que pour moi. C'est à moi, qui me suis trompé, c'est à moi à souffrir, ce n'est point à la France. Elle n'a pas commis d'erreur, elle m'a prodigué son sang, elle ne m'a refusé aucun sacrifice... Qu'elle ait donc la gloire de mes entreprises, qu'elle l'ait tout entière, je la lui laisse... Quant à moi, je ne me réserve que l'honneur de montrer un courage bien difficile, celui de renoncer à la plus grande ambition qui fût jamais, et de sacrifier au bonheur de mon peuple, des vues de grandeur qui ne pourraient s'accomplir que par des efforts que je ne veux plus demander. Partez donc, Messieurs, annoncez à vos départements que je vais conclure la paix, que je ne réclame plus le sang des Français pour mes projets, pour moi, comme on se plaît à le dire, mais pour la France et pour l'intégrité de ses frontières, que je leur demande uniquement le moyen de rejeter l'ennemi hors du territoire, que l'Alsace, la Franche-Comté, la Navarre, le Béarn sont envahis; que j'appelle les Français au secours des Français; que je veux traiter, mais sur la frontière, et non au sein de vos provinces désolées par un essaim de barbares. Je serai avec eux général et soldat. Partez, et portez à la France l'expression vraie des sentiments qui m'animent.

Les sénateurs furent alors saisis d'une sorte d'enthousiasme, ils entourèrent Napoléon, pressèrent ses mains dans les leurs en lui exprimant la profonde émotion dont ils étaient saisis (1) et la plupart se mirent immédiatement en route pour remplir la haute mission dont ils étaient chargés (2).

(1) THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, tome 17, p. 184.

(2) Les documents les plus intéressants pour connaître la façon dont les Commissaires extraordinaires s'acquittèrent de leur tâche sont les suivants :

1^o Correspondance de ces Commissaires avec le ministre de la Guerre, duc de Feltre. Elle se trouve mêlée dans les archives du ministère de la Guerre à celle de la Grande Armée. J'ai consulté la correspondance de décembre 1813, janvier, février, mars, avril et mai 1814. On trouvera dans les pages suivantes, non seulement une analyse de ces documents, mais aussi *in extenso* les lettres les plus intéressantes et qui sont restées jusqu'à ce jour inédites.

2^o Correspondance de Montalivet, ministre de l'Intérieur, avec les Commissaires extraordinaires aux Archives Nationales, séries F. 7020 à 7026 et série A. F. IV 1669-1670. Cette correspondance a été publiée par M. Louis Bénéarts : *Les Commissaires extraordinaires de 1814*.

3^o Le *Moniteur* de mars 1814 contient le compte rendu de visites de sénateurs envoyés comme Commissaires extraordinaires dans les circonscriptions militaires : Saint-Vallier dans la 7^e division militaire (Chambéry) (*Journal du Mont-Blanc*); Boissy d'Anglas dans la 12^e division; Latour-Maubourg à Caen, et Monge à Aix-la-Chapelle.

II

Régions du Nord et de l'Est.

Les régions du Nord et de l'Est de l'Empire comprenaient les divisions militaires suivantes : 1^{re} division (Paris), 2^e division (Mézières), 3^e division (Metz), 4^e division (Nancy), 5^e division (Strasbourg), 6^e division (Besançon), 16^e division (Lille), 17^e division (Amsterdam), 24^e division (Bruxelles), 25^e division (Liège), 26^e division (Mayence).

A Paris, aucun Commissaire extraordinaire ne fut nommé et il en fut de même à Amsterdam déjà occupé par l'ennemi. Le comte Otto, ministre d'État, fut nommé à la 26^e division militaire, à Mayence, mais au moment de sa nomination la division tout entière était occupée par l'ennemi et il ne put y pénétrer (1).

Dans les régions non envahies, les Commissaires extraordinaires s'employèrent activement dès le début du mois de janvier 1814 et leur correspondance montre que leur action fut souvent très heureuse. Malheureusement le temps leur manqua pour organiser la défense nationale et le territoire fut tout entier occupé avant qu'ils aient pu mettre complètement sur pied les compagnies franches que l'Empereur leur avait ordonné de former.

24^e DIVISION MILITAIRE (Bruxelles) (2)

Le sénateur comte de Pontécoulant pénétra le 3 janvier en Belgique et il arriva le 4 à Bruxelles. Il sentit dès le

(1) La 26^e division militaire comprenait les trois départements du Mont-Tonnerre, Rhin et Moselle-et-Sarre.

L'auditeur Cuvier, maître des requêtes en service extraordinaire, conseiller de l'Université impériale, fut nommé pour accompagner le comte Otto.

(2) La 24^e division militaire comprenait les départements des Bouches

début l'impossibilité d'organiser les gardes nationales rem-placées à Bruxelles par la garde bourgeoise. Dans une lettre du 4 janvier à Montalivet (1), le Commissaire extra-ordinaire dit que les dispositions de gens influents du pays étaient bonnes, qu'ils ne feraient rien contre la France et qu'ils feraient même beaucoup passivement. Les contri-butions seraient payées, les fournitures pour les places et les approvisionnements effectuées, les chevaux fournis, enfin tout ce qu'on demanderait excepté des hommes, et il n'en fallait pas demander, car ils auraient été contre nous si on avait voulu les mettre en mouvement par grandes masses. L'esprit du département de Jemmapes paraissait bon au sénateur et la tranquillité y régnait, il était d'ailleurs presque français et ce devait être le der-nier à recevoir de mauvaises impressions, mais celui de l'Escaut lui semblait le moins rassurant des quatre qui constituaient sa division.

Après une tournée d'inspection à Malines, Gand et Anvers où il reçut le 5 janvier les honneurs dus à son rang (2), le comte de Pontécoulant rentra à Bruxelles d'où il manda à Montalivet qu'il avait trouvé partout d'assez bonnes dispositions et il n'avait qu'à se louer des habi-tants et surtout des premiers citoyens de Bruxelles (3). Mais il écrivait en même temps au ministre de la Guerre (4) en lui disant que l'ennemi menaçait le pays de tous les côtés et qu'il espérait que la retraite se ferait sans être inquiétée par les gens du pays et qu'il n'en donnerait le

de l'Escaut, Dyle, Escaut, Jemmapes et Deux-Nèthes. Les auditeurs étaient : Cochelet, auditeur de 1^{re} classe, pour la section des Finances et Constant de Moras, auditeur de 2^e classe en service extraordinaire, ancien comptable spécial à Delfzyl.

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Lettre du général de division commandant la place d'Anvers à Lebrun. Anvers, 5 janvier.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet.

(4) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée, 11 jan-vier.

signal qu'à la dernière extrémité. La levée en masse était toujours impossible, on ne pouvait même pas organiser de cohortes régulières, seuls les gardes bourgeois ou urbains de certaines villes et de quelques villages étaient bons tout au plus à maintenir l'ordre (1).

Le 16, un mouvement du général Maison dégagea Anvers et l'ennemi marcha sur Diest suivi du corps français qui cherchait à se réunir au duc de Tarente qui avait passé la Meuse le 15. Durant ces événements l'esprit à Bruxelles demeurait excellent comme l'écrivait le sénateur au ministre de la Guerre (2) :

L'attitude de Bruxelles et en général de toute la Belgique est digne des plus grands éloges. L'ordre le plus parfait y règne; on nous aide de toutes *choses*, on nous montre même des regrets; il est vrai qu'il a été fort maladroit aux ennemis de mettre en avant pour les destinées futures de ce pays, la réunion à la Hollande. Je me suis servi avec quelque succès de ce moyen vis-à-vis des prêtres qui ne peuvent que redouter le joug d'une puissance protestante, et avec la noblesse dont l'orgueil s'irrite à l'idée d'être asservie à des négociants.

Avant-hier et hier encore, au bruit du canon, au milieu de toutes les nouvelles les plus alarmantes, à 4 à 5 lieues de l'armée, sans garnison pour ainsi dire, à Bruxelles, on payait les contributions et on livrait des chevaux de remonte pour le contingent demandé. Il serait permis de regretter un tel pays, qu'il faudrait si peu d'effort pour rendre et à jamais tout à fait français.

Le 17, le Commissaire extraordinaire se rendit à Louvain pour converser avec le général Maison sur la défense du pays. La retraite de l'ennemi allait être mise à profit pour achever l'approvisionnement d'Anvers et fortifier les travaux de défense (3).

Mais le 18, Pontécoulant reçut une lettre qui lui exprimait le mécontentement de l'Empereur pour son attitude jugée trop timide et il était accusé d'avoir contribué pen-

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée, 12 janvier.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée, 16 janvier.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet.

dant un voyage à Anvers à accréditer les mauvaises nouvelles qui circulaient dans le pays. Pour se défendre, le Commissaire extraordinaire répondit le 20 de Bruxelles où il était revenu qu'il avait en effet conçu des craintes sur la situation d'Anvers, mais qu'il n'avait communiqué à personne son opinion. D'ailleurs les succès du général Maison avaient complètement changé la situation (1).

Mais le 21 janvier, la marche du duc de Tarente vers la haute Meuse avait découvert le corps du général Maison qui prépara sa retraite sur Lille (2) et le 22 janvier le maréchal Macdonald prévint Pontécoulant qu'il avait évacué Liège, qu'il évacuerait Huy le 23, Namur le 24, Dinant le 25; la situation était de nouveau très précaire (3).

Le 25, Pontécoulant prévint le ministre de la Guerre que l'opération du général Castex sur Liège avait été manquée parce que l'ennemi avait été renforcé. Celui-ci était entré à Namur le 24. La population agitée par les circonstances, fatiguée de la misère et surtout du manque absolu de travail, aigrie par la rigueur de la saison, manifestait tous les jours davantage des dispositions inquiétantes. Les gardes bourgeoises pouvaient la contenir et elles le faisaient avec autant de zèle que de dévouement (4).

Mais le 27, l'état de Bruxelles commençait à devenir inquiétant. La garnison était absente depuis douze jours et la populace était très remuante (5). Louvain fut évacué par le général Maison le 30, Bruxelles le fut par le général Chambarlhac, commandant la 24^e division militaire, le 31 et Pontécoulant suivit la retraite du général Maison; le 2 février, il se trouva au village de Tubize d'où il décrivit

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée, 20 janvier.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet, 21 janvier.

(3) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée, 22 janvier.

(4) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée, 25 janvier.

(5) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet.

la retraite à Montalivet (1); le 6 février, il était à Ath où il apprit que de nouvelles attaques avaient lieu contre Anvers (2); le 9 février, de Tournai, le sénateur écrit que la conduite des bourgs traversés était fort bonne; les maires et autres fonctionnaires publics montraient beaucoup de zèle et de respect pour leurs devoirs, mais en général les communes rurales étaient extrêmement récalcitrantes pour toute espèce de paiement de contribution et l'on ne pouvait rien obtenir que par force (3).

Le 11 février enfin, le comte de Pontécoulant arriva à Lille où il reconnut le dénuement de troupes de ligne où se trouvait cette place ainsi que toutes celles de la frontière du Nord, l'état d'apathie et d'inorganisation militaire des gardes nationales, les mouvements séditieux, les rassemblements armés dans plusieurs arrondissements qui réclamaient pour les contenir l'emploi d'une force active et nombreuse. Le général en chef ne pouvant penser à prendre l'offensive, ni même à tenir longtemps à Tournai, Pontécoulant considéra sa mission comme suspendue et il annonçait son intention de revenir dans peu de jours à Paris où ses auditeurs devaient le précéder (4).

25^e DIVISION MILITAIRE (Liège) (5)

Le sénateur Monge, comte de Péluse, Commissaire extraordinaire, arriva le 31 décembre à Liège où il chercha à retremper les âmes et où il fit une proclamation pour

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet.

(4) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Lille, 11 février 1814.

(5) La 25^e division militaire comprenait les départements des Bouches du Rhin, de la Lippe, de la Meuse inférieure, de l'Ourthe, de la Roër et de Sambre-et-Meuse.

Les auditeurs désignés étaient : Delamelle, auditeur, et Digneffe, législateur pour le département de l'Ourthe.

inviter les habitants à la résistance (1). Le 4, il était à Maëstricht où il constata la mauvaise volonté des habitants pour les réquisitions dont était frappé le département de Sambre-et-Meuse (2). Il s'occupa très activement de l'approvisionnement des places fortes de la division et, en dépit de nombreuses difficultés, il parvint à fournir les places de Wesel, de Juliers, de Venloo et de Maëstricht; Grave était déjà cernée par l'ennemi le 9 janvier (3).

Mais les armées coalisées avaient franchi le Rhin à l'embouchure du Neckar, à Mayence, à Coblenz et sur la gauche du maréchal duc de Tarente les corps de Bülow, de Wintzingerode, les Anglais et les Hollandais se rassemblaient. Ces mouvements avaient amené le repli du maréchal sur la Roër et on ne pouvait compter sur une longue résistance des garnisons de Wesel, de Grave, de Juliers, de Wenloo et de Maëstricht parce qu'elles n'étaient pas assez bien armées, que les troupes étaient mal composées et que beaucoup d'objets, pour une bonne défense, y manquaient. Ces résultats présumables n'échappaient pas aux habitants de la 25^e division, décourageaient les amis de la France et donnaient beaucoup d'espérance à ceux qui lui étaient opposés. Monge se plaignait de la marche de l'administration qui devenait de plus en plus difficile; tous les ressorts de l'autorité se relâchaient, quelque vigueur qu'on puisse déployer.

La levée en masse était impossible, car les événements de Hollande et ceux de Genève avaient prouvé qu'avant d'armer les peuples il fallait être sûr de leur dévouement; or la partie liégeoise du département de l'Ourthe aurait pu fournir quelques ressources sous ce rapport, mais tout ce qui l'entourait n'étant pas animé du même esprit, elle

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Liège, 1^{er} janvier.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Maëstricht, 4 janvier.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Maëstricht, 9 janvier.

craignait que son penchant connu pour la France n'attirât sur elle les fureurs de l'ennemi.

Monge se borna donc à calmer les esprits et à faire renaître l'espérance, à tirer parti des ressources matérielles qui existaient dans sa division, à empêcher les désordres et les mouvements de la multitude en pressant l'organisation des gardes urbaines, quoiqu'il éprouvât la plus grande difficulté à leur faire prendre l'uniforme, à poursuivre avec vigueur la rentrée des contributions, à rappeler les conscrits réfractaires à l'obéissance et à prévenir les frotements, à lever les obstacles imprévus et à concilier les prétentions opposées.

Lorsqu'on est en l'air comme je le suis, ajoutait Monge dans une lettre à Montalivet, lorsqu'on est sans cesse sur le qui-vive, lorsque les partis ennemis pénètrent et jettent partout l'alarme, lorsqu'on opère sur un corps malade et énérvé, en un mot, lorsqu'on vit au jour le jour, je crois qu'il n'y avait rien de mieux à faire (1).

Si l'invasion ennemie n'avait été aussi rapide, Monge eût sans doute obtenu de bons résultats ; mais dès le 21 janvier, le sénateur se trouva à Namur et songea à quitter la 25^e division militaire (2). Arrivé le 24 janvier à Laon, il demanda à rentrer à Paris (3).

16^e DIVISION MILITAIRE (Lille) (4)

Le sénateur comte de Villemanzy, Commissaire extraordinaire, arriva à Lille le 1^{er} janvier 1814 (5), il entra

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Aix-la-Chapelle, 11 janvier.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Namur, 21 janvier.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Laon, 24 janvier.

(4) La 16^e division militaire comprenait les départements de la Lys, du Nord et du Pas-de-Calais.

Les auditeurs furent : Perrier (Joseph), auditeur de 2^e classe en service extraordinaire et Joli de Fleuri, auditeur de 1^{re} classe pour la section de l'Intérieur.

(5) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet, 2 janvier, Lille.

en contact avec les autorités civiles et militaires et dès le 3 faisait afficher la proclamation suivante (1) :

FRANÇAIS,

L'ennemi vient d'envahir notre frontière et veut pénétrer jusqu'au centre de nos provinces.

Cependant des négociations ont été entamées avec les puissances coalisées, et l'Empereur a adhéré aux bases préliminaires qu'elles ont présentées.

Quels sont les motifs qui s'opposent à la conclusion de la paix. Ils ne peuvent être attribués à la France.

Français, il ne s'agit plus de recouvrer vos conquêtes, l'Empereur vient de nous le déclarer.

Il s'agit de maintenir l'intégrité et l'indépendance de notre territoire et de préserver nos belles contrées de tous les fléaux que la guerre entraîne nécessairement après elle, tels que le pillage, l'incendie, la destruction des propriétés.

Hâtez-vous donc, vous qui êtes appelés à concourir à ce noble et généreux but, de rejoindre vos bataillons; que votre élan soit prompt, spontané; que l'ennemi en soit déconcerté; c'est le moyen le plus sûr d'atteindre à cette paix si désirée qui est le vœu le plus cher de Sa Majesté parce qu'elle lui permettra d'assurer à jamais le bonheur de son peuple.

S'il pouvait se trouver parmi vous d'infâmes séditeux qui cherchassent à vous égarer en vous empêchant d'obéir à la voix de vos magistrats, gardez-vous d'écouter leurs perfides conseils. Ces monstres (car ils ne peuvent être Français) qui ne respirent que le crime et les forfaits seraient bientôt eux-mêmes vos assassins, ceux de vos femmes, de vos enfants... S'il en existait, empressez-vous de les chasser de votre sein, ou plutôt dénoncez-les sans délai, et qu'ils soient livrés immédiatement au glaive de la Justice.

Français des départements du Nord, du Pas-de-Calais et de la Lys, je me rendrai incessamment dans vos contrées, j'y réunirai vos maires; je me flatte qu'ils n'auront à m'entretenir que de votre patriotisme, de votre zèle et de votre dévouement pour notre auguste souverain; qu'ils m'apprendront que la plus parfaite tranquillité règne dans vos communes; que tous ceux désignés et appelés pour la défense de notre chère patrie en sont partis pour rejoindre leurs aigles, et que je ne serai jamais forcé de faire usage, contre aucun de vous, des pouvoirs dont Sa Majesté a daigné m'investir.

Français, n'oubliez jamais ces paroles que Sa Majesté vient de prononcer dans sa réponse du 30 décembre à l'adresse que le Sénat a eu

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée

l'honneur de lui présenter : « LES SACRIFICES QUE COMPORTENT LES BASES PRÉLIMINAIRES QUE M'ONT PROPOSÉES LES ENNEMIS ET QUE J'AI ACCEPTÉES, JE LES FERAI SANS REGRET : MA VIE N'A QU'UN BUT, LE BONHEUR DES FRANÇAIS. PAIX ET DÉLIVRANCE DE NOTRE TERRITOIRE DOIT ÊTRE NOTRE CRI DE RALLIEMENT. A L'ASPECT DE TOUT CE PEUPLE EN ARMES, L'ÉTRANGER FUIRA OU SIGNERA LA PAIX SUR LES BASES QUE LUI-MÊME A PROPOSÉES.

« IL N'EST PLUS QUESTION DE RECOUVRER LES CONQUÊTES QUE NOUS AVIONS FAITES. »

Villemanzy chercha immédiatement à réprimer l'insoumission des conscrits qui avaient formé des attroupements dans le département du Nord. Une colonne mobile avait même été nécessaire pour les disperser. Le préfet du département qui était Beugnot aida activement le Commissaire extraordinaire dans cette tâche (1). Cependant il ne paraît pas qu'ils aient tous deux collaboré avec beaucoup d'enthousiasme. Beugnot dans ses Mémoires (2) nous dit en effet :

Le comte de Villemanzy était assez fatigué de corps et d'esprit. Il employait ce qui lui restait de forces à des détails faciles auxquels il attachait une grande importance, et de la meilleure foi du monde s'admirait dans ses œuvres. Je savais qu'il avait reçu la recommandation de ne pas me contrarier; il croyait que je l'ignorais et il m'approuvait d'un ton de protection dont je riaais intérieurement. Il avait ou affectait une entière confiance dans l'étoile de l'Empereur, et nous promettait de ne pas quitter la division que Sa Majesté n'eût balayé tous les ennemis du territoire de la France.

Cependant le Commissaire extraordinaire paraît s'être employé de son mieux à rétablir la tranquillité dans le département du Nord. Celle-ci revint bientôt ainsi que dans le département du Pas-de-Calais où seules quelques bandes de séditieux continuèrent à circuler dans les cantons de Béthune et de Saint-Pol. L'organisation de la Garde nationale demeurait toutefois très difficile et les préfets écrivirent même au sénateur pour demander que

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Lille, 6 janvier.

(2) *Mémoires de Beugnot*. Les derniers temps de l'Empire.

le départ de leur contingent fût suspendu (1). Le général Boyer dissipa les rassemblements, mais des brigands de l'arrondissement de Furnes, dans le département de la Lys, pillèrent un convoi de 3.000 francs et la Commission militaire chargée de juger les séditeux en condamna 4 à mort et 13 aux travaux forcés (2).

La situation en Belgique devenait à ce moment critique, car le général Maison, en avant d'Anvers, avait été attaqué par des forces considérables. Le comte de Pontécoulant, par une lettre écrite de Bruxelles le 12 janvier (3), prévenait son collègue que l'ennemi s'avancait en forces du côté de Liège et qu'il menaçait Bruxelles avec sa cavalerie qui progressait vers Louvain et il lui annonçait l'arrivée de canons venant d'Anvers.

Ces nouvelles alarmantes donnèrent à Villemanzuy l'occasion de presser le départ du premier détachement de la Garde nationale du département du Nord (4) et ayant eu l'idée de réunir à Béthune tous les maires de l'arrondissement avec tous les conscrits qui n'avaient pas rejoint, il eut la satisfaction d'annoncer au ministre que pas un maire et pas un conscrit insoumis n'avaient manqué à l'appel. Mais des bandes de 40 à 50 hommes continuaient à circuler dans le département du Pas-de-Calais, corrompant l'esprit public, pillant les caisses et les propriétés, s'opposant même dans l'arrondissement d'Hazebrouck à ce que ces derniers versassent dans les places les denrées qui avaient été requises (5).

L'arrondissement de Dunkerque au contraire fournissait le contingent de gardes nationales en activité qu'il

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Lille, 9 janvier.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Lille, 11 janvier.

(3) Archives Nationales, carton F 7, 7024.

(4) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Lille, 15 janvier.

(5) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Lille, 22 janvier.

devait donner à l'armée, les cohortes urbaines étaient formées dès le 26 janvier, tous les maires réunis à l'Hôtel de Ville parurent à Villemanzy animés du meilleur esprit; seules quelques communes voisines du département de la Lys et de l'arrondissement de Cassel, gagnées par le mauvais exemple, étaient en retard quant à la conscription, les impôts directs et le versement des denrées de siège (1).

Dans l'arrondissement d'Hazebrouck, le Commissaire extraordinaire trouva une évidente mauvaise volonté. Les conscrits réfractaires qui devaient accompagner les maires convoqués par le sénateur ne vinrent pas et des bandes de séditieux continuaient à parcourir les arrondissements d'Hazebrouck, de Merville, de Saint-Pol et de Steenvoorde (2).

L'approche de l'ennemi qui suivait le général Maison en pleine retraite améliora alors l'esprit public; les maires de l'arrondissement de Tournai envoyèrent à Lille, le 4 février, des chevaux de réquisition. Le versement des fournitures pour compléter les approvisionnements de siège était en pleine activité le 4 février dans les arrondissements de Saint-Pol et de Cassel (3), le sénateur passant le 6 en revue à Lille les cohortes de grenadiers et de canoniers de la Garde nationale constatait qu'elles étaient animées du meilleur esprit (4); le 13, à la lecture du bulletin télégraphique, à l'ouverture du théâtre, les spectateurs crièrent : « Vive l'Empereur ! » et un acteur chanta des couplets improvisés (5).

Mais le 18 février, le général Maison ayant été obligé de quitter Tournai et de se retirer sur Lille, cette dernière

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Dunkerque, 26 janvier.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec le duc de Feltre, ministre de la Guerre. Cassel, 27 janvier.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Lille, 4 février.

(4) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Lille, 6 février.

(5) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Lille, 13 février.

place menaçant d'ailleurs d'être investie, Villemanz y se retira sur Douai, puis sur Arras (1). Il prit alors diverses mesures avec les autorités pour que les places fussent bien défendues, que la route de Lille à Paris fût éclairée et que des compagnies franches fussent organisées (2).

La ville de Doullens fut occupée le 20 février par 700 cavaliers, compagnies saxonnes, lanciers, hussards, partisans et cosaques ; mais le 25, une contre-attaque du général Henrion permit de reprendre la citadelle (3). Villemanz y conta ce fait d'armes au ministre de la Guerre qui lui répondit le 2 mars d'employer toute son autorité pour empêcher que de pareilles incursions se renouvelassent impunément sur aucun point occupé par les troupes de Sa Majesté (4).

Mais le 5 mars, les troupes de la Garde nationale se révoltèrent. Le sénateur décrivit ainsi cette affaire au ministre de la Guerre (5) :

MONSIEUR LE DUC,

Monsieur le colonel d'artillerie Baudreville, directeur à Douai, m'informe par sa lettre du 26 février que les compagnies d'artillerie de la Garde nationale de ladite place, ainsi que celles des places d'Arras et de Cambrai, ont déclaré ne point vouloir faire le service des bouches à feu dans la citadelle.

Je prie Votre Excellence de me faire connaître si un pareil refus doit être admis, ou si au contraire, les devoirs imposés aux compagnies d'artillerie de gardes nationales par le décret de création ne s'étendent pas également aux citadelles et notamment lorsqu'il y a insuffisance de garnison comme dans celle d'Arras.

J'attendrai la décision de Votre Excellence avant de prendre des mesures à cet égard.

Comte DE VILLEMANZY.

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Lille, 18 février.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Arras, 20 février.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Arras, 25 février et Rapport du préfet du Pas-de-Calais au ministère de l'Intérieur. Doullens, 26 février.

(4) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Le duc de Feltre à Villemanz y, deux lettres. Paris, 2 mars.

(5) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Comte de Villemanz y au ministre de la Guerre, Arras, 5 mars.

Le ministre de la Guerre lui répondit par deux lettres des 8 et 12 mars de la façon suivante (1) :

Ministre de la Guerre au comte Villemanzky.

MONSIEUR LE COMTE,

J'ai reçu les deux lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 3 de ce mois, relativement au service des places de la 16^e division militaire.

J'ai l'honneur de vous prévenir, Monsieur le Comte, que les troupes de ligne qui sont dans ces places, sont susceptibles d'être mises en mouvement, pour tomber sur l'ennemi, l'inquiéter, le harceler et enlever ses convois, tandis que les gardes nationaux doivent faire le service des places.

Je vous invite en conséquence, Monsieur le Comte, à vous faire rendre compte par les préfets si les compagnies des légions de la Garde nationale et les cohortes urbaines sont partout entièrement organisées et si ces troupes sont armées, il doit être pourvu sur-le-champ à leur armement, sauf à leur fournir des armes de tous calibres et même des lances à défaut de fusils.

Je vous prie, Monsieur le Comte, de me donner à cet égard des renseignements positifs afin de me mettre à la portée d'en rendre compte à l'Empereur.

MONSIEUR LE COMTE,

Je réponds à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 5 de ce mois, par laquelle vous m'annoncez que le colonel d'artillerie Baudreville, directeur à Douai, vous a mandé que les compagnies des gardes nationales des places de Douai, d'Arras et de Cambrai ont déclaré ne pas vouloir faire le service des bouches à feu dans les citadelles.

Les citadelles faisant partie intégrante des places fortes, les compagnies de canonniers de gardes nationales doivent indistinctement faire le service des bouches à feu partout où cela deviendrait nécessaire en cas d'attaque. C'est à vous, Monsieur le Comte, à faire sentir à ces canonniers qu'il est de leur devoir et de la conservation des places qu'ils ne refusent point à faire ce service, et notamment celui des citadelles, si elles étaient attaquées, attendu que si l'ennemi s'en emparait, il pourrait de là foudroyer les villes qu'il leur importe de

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée au Comte de Villemanzky. Paris, 8 mars et 12 mars 1814.

conserver pour leur intérêt particulier. Opposer d'ailleurs à leur conduite celle des pères de famille de la compagnie sédentaire de la place du Quesnoy.

Je joins ici, à cet effet, copie de l'adresse qu'ils ont présentée au commandant de cette place dans laquelle ils exposent l'expression de leurs sentiments envers le Prince et la Patrie.

Par une dernière lettre datée du 12 mars, le ministre de la Guerre invitait le Commissaire extraordinaire à prendre des mesures afin d'empêcher l'exportation des grains qui continuait à se faire du département du Nord dans les pays occupés par l'ennemi dans la Belgique et qui servait à alimenter les armées ennemies (1). Puis les événements qui se déroulaient à Paris vinrent interrompre la mission du comte de Villemanzy.

2^e DIVISION MILITAIRE (Mézières) (2)

Beurnonville partit pour la 2^e division militaire dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier. Après s'être arrêté à Reims, où il constata l'excellent esprit de la population champenoise et à Rethel pour y voir le sous-préfet, le Commissaire extraordinaire arriva à Mézières le 3 janvier. Il rassembla, dès le 4, le général commandant la division, le préfet Fain et toutes les autorités civiles et militaires (3). Il leur communiqua les nouvelles relatives à l'ajournement du Corps législatif, tint des conseils avec les différents chefs de service pour bien connaître l'état des places, et partit en tournée dans les départements de la Meuse et

(1) Archives du ministère de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Lettre du Ministre au comte de Villemanzy, Paris le 12 mars 1814.

(2) La 2^e division comprenait les départements des Ardennes, de la Marne et de la Meuse.

Les auditeurs qui accompagnaient le Commissaire extraordinaire étaient : Hein, auditeur de 2^e classe en service extraordinaire, ancien secrétaire général des provinces illyniennes et Delage, auditeur de 1^{re} classe, section des Finances.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet.

de la Marne « afin de donner à l'opinion publique l'impulsion qu'elle devait avoir et que les circonstances commandaient si impérieusement ».

Le patriotisme des populations de l'Est avait déjà contribué à accélérer les mesures de défense. Dès le 6, Beurnonville écrit au ministre de la Guerre (1) que la cohorte devait être formée à Mézières et à Charleville et qu'elle serait organisée avant le 15. Au cours de sa tournée d'inspection, il put constater l'excellent esprit des habitants. Hommes, chevaux, argent, tout était fourni par les habitants avec empressement et quoique dans un pays pauvre, tous les sacrifices que les circonstances exigeraient seraient obtenus sans murmures (2); mais cependant, à Sedan, le corps polonais avait beaucoup de dettes. Or il lui était dû 600.000 francs et 300.000 francs lui avaient seulement été payés. Il avait mauvais esprit et craignait d'être amalgamé (3).

Les conscriptions étaient levées dans le département de la Meuse, mais le contingent de celle des 300.000 hommes était loin d'être complet; car, malgré tous les appels, on n'atteindrait pas 1.000 hommes. La grande quantité d'enrôlements volontaires et les nombreux mariages étaient cause de ce déficit. Beurnonville, le 14 janvier, écrivait que le département de la Meuse comme ceux de la Marne et des Ardennes était disposé aux sacrifices et à la plus entière soumission, mais il ne fallait pas compter sur l'élan de la part de ses habitants. S'il y avait eu des noyaux d'armée sur quelque point voisin, on aurait pu espérer y faire diriger une partie de la population; mais, tant qu'elle ne verrait pas de forces régulières autour d'elle, on ne pourrait que difficilement la déterminer à prendre les armes (4).

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet.

(3) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée, 11 janvier 1814.

(4) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet.

Le même jour cependant le ministre de la Guerre dans une note confidentielle de sa main écrivait à Beurnonville :

L'essentiel, mon cher général, est de pourvoir de garnisons et d'approvisionnements les places de première ligne et de les faire palissader. Le général Maison sera forcé de laisser Anvers à ses propres forces et de se retirer sur Lille. L'ennemi se montre dans les environs de Maëstricht. Le duc de Tarente se retire derrière la Roër après avoir fait tout ce qu'il pouvait. Bref, nous revenons à notre ancienne frontière qu'il faut défendre (1).

Partout, à Commercy, à Verdun, à Montmédy, Beurnonville ordonna la levée en masse et la formation de compagnies franches. Les cohortes urbaines, les bataillons de Garde nationale mobile étaient sur pied ; mais déjà des portions du département de la Meuse étaient envahies. Beurnonville sentit très rapidement l'inutilité de ses efforts et il écrivait découragé, le 22 janvier, à Montalivet (2) :

Comment espérer quelque résultat d'une levée en masse, lorsque après avoir fourni le contingent de 120.000 hommes, celui des 300.000 hommes, les gardes nationales enrégimentées, les compagnies franches, les cohortes urbaines, il faut que tout le reste de la population valide soit employé aux immenses transports qu'on requiert et qui sont hors de toute proportion avec les moyens du département (3).

Le duc de Tarente étant arrivé devant Mézières le 24 janvier, Beurnonville l'accompagna dans sa retraite après avoir organisé et mis en mouvement deux bataillons de Garde nationale mobile composés chacun de six compagnies qui occupèrent les places de Charlemont, Philippeville, Rocroi et Mézières (4).

A la fin du mois de janvier, Beurnonville pour compléter l'approvisionnement des places dans l'arrondissement de Reims où il s'était retiré, opéra des réquisitions

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée, 14 janvier 1814.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet.

(4) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet.

dans les départements de l'Aisne, de la Somme et de l'Oise, mais le duc de Tarente l'ayant prévenu qu'il était forcé d'évacuer Châlons et que l'ennemi allait occuper Reims et Laon, Beurnonville, voyant toute la 2^e division militaire sur le point d'être envahie, revint à Paris.

3^e DIVISION MILITAIRE (Metz) (1)

Le sénateur comte Chasset, Commissaire extraordinaire, arriva à Metz le 1^{er} janvier. Le lendemain il rendit visite au maréchal duc de Valmy et il assista à un conseil de guerre au cours duquel on décida de mettre en état de siège la ville de Metz et toutes les places fortes de la 3^e division et d'organiser la levée en masse (2).

Le 3, Chasset fit afficher en conséquence la proclamation suivante (3) :

Le comte Chasset aux habitants du département de la Moselle :

Nous avons été envoyé par Sa Majesté principalement pour accélérer tous les moyens de défense de la 3^e division militaire. L'ennemi est presque à nos portes, il n'y a pas un moment à perdre.

Il est annoncé dans des proclamations comme venant s'occuper du bonheur de la France, comme pacificateur. A l'en croire, c'est S. M. l'Empereur et Roi qui refuse la paix, tandis que c'est Sa Majesté qui l'a proposée, et qu'elle a *adopté sans restriction, toutes les conditions que les puissances coalisées ont souhaitées.*

Pour vous en convaincre, lisez l'adresse du Sénat et la réponse de Sa Majesté, vous y verrez ces paroles précises :

« Vous avez vu par les pièces que je vous ai fait communiquer, ce que j'ai fait pour la paix. Les sacrifices que comportent les bases préliminaires que m'ont proposées les ennemis, et que j'ai acceptées,

(1) La 3^e division militaire comprenait les départements de la Moselle et des Forêts. Les deux auditeurs qui accompagnaient le comte Chasset étaient : Arnault, auditeur de 1^{re} classe en service extraordinaire, sous-préfet de La Châtre et Lefebvre de Courchamp, auditeur de 1^{re} classe chargé de mission.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet.

(3) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée.

je les ferai sans regrets, ma vie n'a qu'un but : le bonheur des Français.

« Cependant le Béarn, l'Alsace, la Franche-Comté, le Brabant sont entamés. Les cris de cette partie de ma famille me déchirent l'âme. J'appelle les Français au secours des Français. J'appelle les Français de Paris, de la Bretagne, de la Normandie, de la Champagne, de la Bourgogne et des autres départements au secours de leurs frères : les abandonneront-ils dans leur malheur ? Paix et délivrance de notre territoire doit être notre cri de ralliement. A l'aspect de tout ce peuple en armes, l'étranger fuira ou SIGNERA la paix sur les bases qu'il a lui-même proposées. IL N'EST PLUS QUESTION DE RECOMMENCER LES CONQUÊTES QUE NOUS AVIONS FAITES. »

Ce langage est-il celui d'un monarque qui refuse la Paix ? Vous le voyez d'avance, l'esprit de perfidie qui a dicté cette imputation. L'ennemi a voulu séparer le Prince de son Peuple, c'est-à-dire vous priver d'un chef, afin de vous replonger dans l'affreuse anarchie dont ce chef lui-même a tiré la France ; l'ennemi a voulu faire cette tentative pour partager la France, partage médité plus d'une fois, et manifesté il y a déjà quelque temps par le traité de Pilnitz.

Mais vous n'êtes pas seulement appelés à défendre vos frères des départements envahis ; votre propre territoire est menacé, il est en grand danger ; vos foyers peuvent être bientôt en proie aux dévastations, aux pillages, aux incendies déjà pratiqués sur le territoire français.

Vous connaissez la férocité de ces cosaques irréguliers, indisciplinés, livrés à eux-mêmes, auxquels on ne fournit aucun moyen de subsistance, pour mieux les exciter à tous les genres de déprédations. Ce sont ces hommes indignes du noble nom de soldat qui, n'osant pas résister à la moindre défense, peuvent fondre d'un instant à l'autre sur vos paisibles demeures et y commettre toutes les horreurs de la dévastation : elles leur répugnent si peu, qu'ils les pratiquent même dans leur propre pays.

Vous avez des troupes régulières pour vous défendre ; déjà plusieurs cohortes de gardes nationales en partagent la gloire ; mais après avoir fourni votre contingent dans ces deux genres d'armement, votre propre intérêt vous commande de vous armer aussi, de vous lever tous, s'il le faut, non tumultueusement, mais d'après une organisation régulière qui vous fera connaître les conditions, la nature, la durée et l'objet du service auquel vous serez destinés, sous des chefs pris parmi vous et à votre choix. Ces combattants ne seront que le complément des gardes nationales armées contre les incendies et contre le pillage.

Le ministre de la Guerre nous a intimé, au nom de Sa Majesté, l'ordre de provoquer cette mesure, et vous serez avertis du moment où il faudra agir. Auparavant vous serez appelés par votre organisation, et vous le serez incessamment, d'abord dans vos communes, ensuite au chef-lieu de vos cantons.

Sa Majesté n'a jamais douté un seul instant de votre constante fidélité. Tous les Français sont animés du même esprit; la gloire, la générosité les a toujours conduits. Aujourd'hui que l'ennemi refuse la paix acceptée sous les conditions qu'il désirait lui-même, il est évident qu'on veut faire au peuple français une guerre d'extermination; qu'on a dessein au moins de le réduire à une nullité qui tiendrait de l'esclavage; qui le priverait de son industrie, de son commerce, des arts et de toutes les facultés libérales qui font le bonheur et la gloire des nations.

Sous ce point de vue qui n'est point une illusion, vous ne balancerez pas à faire tous les efforts, tous les sacrifices que votre propre intérêt réclame, et que les grandes âmes n'ont jamais refusés à leur Prince et à la Patrie.

Fait à Metz.

Et le 5 janvier la proclamation fut suivie de cet arrêté (1) :

Nous Charles-Antoine Chasset, Comte de l'Empire, Membre du Sénat Conservateur, titulaire de la Sénatorerie de Metz, Commandant de la Légion d'Honneur, Commissaire extraordinaire envoyé par Sa Majesté Empereur et Roi dans la 3^e division militaire; en conséquence de notre proclamation du 3 de ce mois, nous avons arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1

Il y aura sans délai, dans le département de la Moselle, outre les levées de la conscription et des cohortes de la Garde nationale, une levée en masse ainsi qu'il suit :

ARTICLE 2

Elle sera commandée, dans chaque arrondissement, par un chef de légion et par un chef de légion en second; dans chaque canton, par le chef de bataillon de canton et par un chef de bataillon de canton adjoint; dans chaque mairie par un capitaine de mairie, et par un lieutenant de mairie.

ARTICLE 3

Le capitaine de mairie assisté de son lieutenant nommera, pour chaque 20 hommes qui formeront sa compagnie, un sergent et un caporal.

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée.

ARTICLE 4

La compagnie sera formée de tous les hommes résidant dans la mairie, mariés ou non, âgés de 18 ans à 50 ans, sans infirmité.

(Articles 5 à 11 contiennent les règles sur commandement de ces compagnies.)

ARTICLE 12

Chaque homme s'armera lui-même de toutes les armes et de tous les instruments offensifs qu'il pourra se procurer.

ARTICLE 13

La levée en masse sera mise en activité en tout ou partie, lorsque M. le Préfet l'ordonnera d'après les ordres de Son Excellence le Commandant supérieur de la Division : alors le service sera indiqué par M. le Préfet d'après les ordres à nous déjà envoyés par Son Excellence le Ministre de la Guerre, lesquels seront remis à M. le Préfet en même temps que le présent arrêté.

Fait à Metz le 5 janvier 1814.

CHASSET.

Mais la marche de l'ennemi devenait rapidement alarmante. Le 5 janvier, il avait son quartier général à Kaiserslautern, le 6, il pénétrait dans Trèves et des partisans se montraient à Echternach, à Grévenmarchen, près de Luxembourg, pénétrait ainsi dans le département des Forêts, dépendant de la 3^e division (1).

Ce département était d'ailleurs suspecté d'avoir un mauvais esprit et d'après les conseils du maréchal et de plusieurs généraux, Chasset n'avait pas essayé d'y organiser la levée en masse. Par contre, dans la Moselle, le patriotisme était ardent; mais aucune place n'avait ni les hommes, ni les armes nécessaires à sa défense (2). Le fourrage manquait et on craignait de ne pouvoir compléter

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet, 11 janvier 1814.

l'approvisionnement de Metz avant l'arrivée de l'ennemi qui se précipitait. Le duc de Raguse, qui était à Hombourg, puis à Sarrebrück, d'où il couvrait Sarrelouis, avait le 8 janvier son quartier général à Forbach, le 9 à Saint-Avold, le 10 à Courcelles et le 11 à Metz. Le 12, Chasset était bloqué dans cette ville où se trouvaient plus de 1.500 conscrits presque en haillons. Le lycée de Metz et le grand séminaire du diocèse furent évacués et changés en hôpitaux et c'est avec un froid intense de — 15° que l'ennemi termina l'investissement de la place et l'occupation de la 3^e division.

4^e DIVISION MILITAIRE (Nancy) (1)

Le sénateur comte Colchen arrivé à Nancy au début de janvier, décrivait ainsi au ministre de la Guerre la situation dans la 4^e division militaire (2) :

Nancy, 4 janvier 1814.

MONSIEUR LE DUC,

Je m'empresse de rendre compte des rapports qui me sont parvenus sur les progrès de l'ennemi dans les départements des Vosges.

A mon arrivée à Nancy, le 2 au soir, le général commandant la division m'apprit que l'ennemi s'était montré à Bussang. On ne connaissait pas encore sa force ni ses desseins. Le général fit partir sur-le-champ 360 hommes d'infanterie et 100 chevaux qui étaient à sa disposition.

Hier M. le général me communiqua de nouveaux rapports d'après lesquels il paraissait que l'ennemi allait occuper Remiremont, il était important de rassembler le plus tôt possible sur ce point une masse de troupes régulières assez considérable pour inspirer de la

(1) Les départements de la Meurthe et des Vosges formaient la 4^e division militaire. Les deux auditeurs qui accompagnaient le comte Colchen étaient : Pellenc, auditeur de 2^e classe près le Directeur de l'Imprimerie et de la Librairie, et Desmazis, auditeur de 2^e classe, près l'Administration des Forêts.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée.

confiance aux habitants. J'invitai le général Defrance à faire partir encore 200 chevaux pour être mis à la disposition du général Cassagne jusqu'à l'arrivée du maréchal duc de Valmy annoncée pour le 5.

La plupart de ces troupes manquaient de cartouches. Le commissaire des poudres vient de m'informer qu'il avait dans son magasin 1.200 kilos de poudre raffinée, mais les balles de calibre manquent absolument. Je viens de donner l'ordre de faire des moules propres à en confectionner.

En ce moment on me communique une lettre du général Cassagne qui annonce que ses troupes ont eu une affaire extrêmement vive avec l'ennemi et qu'elles ont été poursuivies jusqu'à Arches, à deux lieues en avant d'Épinal. Il annonce également que les ennemis ont le projet de se porter sur les derrières de l'armée par Épinal et le Bonhomme sur Colmar. Ce général, qui a une jambe de bois, a remis le commandement des troupes au général Vignot et s'est retiré sur Charmes ainsi que le Préfet.

Votre Excellence verra par ces détails combien il est nécessaire que des renforts soient promptement dirigés sur la 4^e division. Cependant l'esprit des habitants se montre d'une manière si avantageuse et les fonctionnaires qui les dirigent montrent tant de zèle que j'ai tout lieu d'espérer que l'ennemi sera arrêté dans ses projets, sur ce point, jusqu'au moment annoncé comme très prochain où M. le duc de Valmy doit arriver avec des forces suffisantes.

Je prie, etc...

COLCHEN.

Au moment où j'allais faire partir cette dépêche je reçois la communication d'une lettre du général Duvigneau qui annonce que l'ennemi a montré des forces supérieures et qu'il n'a pas pu l'arrêter plus longtemps. Il porte la force de l'ennemi à 4.000 hommes d'infanterie et 1.500 cosaques. Les troupes du général Duvigneau se retirent sur Charmes.

Je viens de donner l'ordre à l'Ingénieur du département de se rendre à Flavigny sur la Meurthe (à trois lieues de Nancy) (1) pour se préparer à détruire le pont aussitôt que le général Duvigneau aura effectué sa retraite. Cette mesure donnera peut-être le temps d'arrêter l'ennemi jusqu'au moment de l'arrivée des renforts annoncés par M. le duc de Valmy.

Si toutefois l'évacuation devenait nécessaire, il est convenu avec le général commandant la division que tout ce qui est du ressort militaire serait dirigé sur Metz. Les fonctionnaires civils recevraient l'ordre de se retirer dans l'intérieur en emmenant leurs caisses et leurs papiers et je me rendrais à Bar-sur-Ornain.

(1) Colchen commet ici une erreur car Flavigny n'a jamais été sur la Meurthe mais bien sur la Moselle.

En général, Votre Excellence peut-être assurée que je me conformerai à toutes les dispositions prescrites par Sa Majesté dans le cas de l'occupation de l'ennemi.

Le 5 janvier, le comte Colchen prescrivit des mesures de défense contre les incursions de l'ennemi, telles la formation des compagnies franches de la Meurthe et des Vosges tout à fait semblables à celles que Chasset avait prescrites dans la 3^e division militaire. Le même jour, dans une proclamation aux habitants de Nancy, le Commissaire extraordinaire les exhorta au courage et à la résistance en leur disant :

Réunissez-vous, formez un faisceau de défense qui présente partout à l'ennemi des difficultés à vaincre, des obstacles à surmonter. Une force imposante de la Garde impériale vient d'entrer dans cette division pour se porter sur les points menacés; que des corps de partisans se forment, viennent se rallier aux troupes régulières et seconder leurs opérations; que non seulement les réserves de la Garde nationale, mais aussi la masse des habitants, s'il le faut, accourent se ranger parmi nos braves; qu'enfin l'ennemi ne puisse faire un pas sans se convaincre que partout on est disposé à le repousser et qu'il ne saurait avancer impunément dans un pays où toute la population est armée contre lui (1).

Mais en même temps, dans une lettre aux sous-préfets, le sénateur leur rappelait que Sa Majesté voulait qu'à l'approche de l'ennemi tous les fonctionnaires se retirassent dans l'intérieur avec leurs caisses, registres, papiers et généralement toutes les pièces qui, entre les mains de l'ennemi, auraient pu être des moyens de recouvrement ou de levées de deniers. Les propriétaires aisés et les cultivateurs devaient suivre l'exemple des fonctionnaires et enlever du territoire qui devait être occupé par l'ennemi leurs objets les plus précieux, leurs chevaux et leurs denrées. A l'approche de l'ennemi, il fallait d'abord prévenir confidentiellement les fonctionnaires, puis quand l'ennemi

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée.

serait si rapproché qu'on ne pouvait plus douter de ses projets d'invasion, la population elle-même et les sous-préfets devaient alors prendre toutes les mesures nécessaires pour que les objets les plus précieux fussent évacués dans la mesure du possible (1).

Mais l'ennemi entra « dans les Vosges comme dans un salon » avec la certitude qu'il ne rencontrerait aucun obstacle (2) alors que 200 hommes, d'après Colchen, auraient suffi pour l'arrêter aux gorges de Bussang. L'alarme causée aux deux départements avait été surtout imputable au préfet des Vosges qui, après le premier engagement du général Duvigneau avec l'ennemi à Arches au delà d'Épinal, avait quitté brusquement cette ville pour se rendre à Charmes, puis était arrivé deux jours après à Nancy, sa voiture escortée de gendarmes, comme si l'ennemi le suivait immédiatement (3).

L'organisation des compagnies franches échoua en dépit des exhortations du sénateur Commissaire extraordinaire aux maires pour les engager à grouper les habitants destinés à repousser les cosaques et les pillards ennemis (4) et l'invasion se poursuivant dans toute la 4^e division militaire, Colchen dut quitter Nancy; le 13, il était à Barsur-Ornain où il apprit que les cosaques avaient enlevé au moment de la retraite d'Épinal sur Flavigny, le baron de Flegny, préfet des Vosges, le directeur des Contributions et d'autres fonctionnaires publics (5) et le 17 il se trouvait à Châlons-sur-Marne en dehors du territoire de la 4^e division (6).

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet, 8 janvier 1814.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet.

(4) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Lettre au ministre de la Guerre, Nancy, 11 janvier 1814.

(5) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet.

(6) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Lettre au ministre de la Guerre, 18 janvier 1814.

5^e DIVISION MILITAIRE (Strasbourg)

L'ennemi passa le Rhin dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier mais cependant le comte Roederer, sénateur Commissaire extraordinaire, prit le parti de rester à Strasbourg pour contribuer à la bonne intelligence du commandement supérieur avec les autorités civiles (2).

Mais la ville fut rapidement investie et le sénateur ne put correspondre avec les ministres. En mai 1814, alors que l'abbé de Montesquiou, ministre de Louis XVIII, remplaçait Montalivet au ministère de l'Intérieur, Roederer lui réclama une somme de 35.000 francs qu'il avait dépensée à Strasbourg pendant l'investissement de la place qui avait duré trois mois et demi (3). Montesquiou lui répondit alors avec beaucoup de sécheresse que l'intention du Gouvernement de Napoléon n'avait pas été de rembourser aux Commissaires extraordinaires tous leurs frais et qu'il paraissait même qu'on avait entendu que leur mission serait purement honorifique et que Napoléon avait compté sur le dévouement des Commissaires et sur les sacrifices qu'ils feraient dans l'intérêt de sa cause (4).

6^e DIVISION MILITAIRE (Besançon) (5)

Le sénateur comte Valence, Commissaire extraordinaire, arriva à Auxonne le 4 janvier où il apprit que l'ennemi

(1) La 5^e division militaire comprenait les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin.

Les auditeurs qui accompagnèrent le Commissaire extraordinaire furent le vicomte Riquetti de Mirabeau et Boula du Colombier, auditeur de 1^{re} classe en service extraordinaire, commissaire spécial de police à Wesel.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Strasbourg, 5 janvier 1814.

(3) Archives Nationales. Roederer au ministre de l'Intérieur, abbé de Montesquiou. Paris, 11 mai 1814.

(4) Archives nationales. Montesquiou à Roederer, Paris, 12 mai 1814.

(5) La 6^e division militaire comprenait les départements de l'Ain, du Doubs, du Jura et de la Haute-Saône.

Les auditeurs étaient : Aubernon, auditeur de 1^{re} classe en service extra-

était entré à Lons-le-Saunier et à Vesoul. Le parc était complètement dépourvu d'armes, fait regrettable, car si on avait eu 6.000 hommes de troupes régulières prêtes à appuyer l'organisation de la population en cohortes et en compagnies franches et si on avait pu donner des armes, la levée en masse eût été faite avec rapidité (1). Au lieu de cela il se trouvait 70 dragons à pied à Dôle, point important pour la défense du Doubs et des communications avec les départements de la Haute-Saône et du Jura et ils étaient armés avec des fusils de réquisition dont 20 tout au plus pouvaient être considérés comme bons. A Auxonne il restait 1.500 hommes dont 300 n'étaient pas armés (2).

Le comte Valence fit le 6 janvier un voyage à Besançon, quoiqu'il redoutât fort de s'y faire surprendre par l'ennemi. Il trouva l'esprit public très abattu quoiqu'il y ait eu à ce moment 4.925 hommes d'infanterie et 336 de cavalerie en garnison dans la ville (3).

Le 10 janvier, le sénateur, s'étant porté sur Gray, trouva la ville sur le point d'être envahie; l'ennemi avait porté d'assez grandes forces à Pont-sur-Saône et il menaçait déjà Langres (4). La ville de Gray se rendit sans résistance bien que le comte Valence eût donné des ordres pour le rassemblement de la Garde nationale; la caisse battit en vain dans toute la ville, mais personne ne se présenta (5). Il dut donc l'abandonner, non sans avoir résisté avec une

ordinaire, et Harel, auditeur de 2^e classe près l'Administration des Ponts et Chaussées.

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Auxonne, 4 janvier.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Auxonne, 4 janvier.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Besançon, 6 janvier.

(4) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Gray, 10 janvier.

(5) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Gray, 10 janvier.

poignée d'hommes résolus dans l'espoir de voir arriver une colonne de secours envoyée de la place de Langres (1).

L'ennemi poursuivant méthodiquement son avance, le Commissaire extraordinaire dut abandonner la 6^e division militaire et faire retraite sur Dijon (2).

III

Région du Sud-Est.

La région du Sud-Est comprenait la 7^e division militaire (Grenoble) et la 8^e division militaire (Toulouse). D'après la correspondance des Commissaires extraordinaires, elles offrirent toutes deux un contraste frappant : alors que dans les départements montagnards qui composaient la 7^e division les habitants montrèrent un excellent esprit et aidèrent de tout leur pouvoir les armées qui les défendaient, dans la 8^e division, les cohortes s'organisèrent très mal et surtout des bandes de déserteurs circulèrent dans toute la région, dévastant tout, terrorisant les habitants et demeurant hors de toute atteinte dans les montagnes.

7^e DIVISION MILITAIRE (Grenoble) (3)

Le comte de Saint-Vallier, Commissaire extraordinaire, arriva à Grenoble le 6 janvier et il apprit la prise de Genève d'où l'ennemi menaçait à la fois Grenoble et Lyon (4). Une

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Essertenne, 11 janvier.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Dijon, 14 janvier.

(3) La 7^e division militaire comprenait les départements des Hautes-Alpes, de la Drôme, de l'Isère, du Léman, du Mont-Blanc et du Simplon.

Les auditeurs étaient : de Beyle, auditeur de 1^{re} classe à la section de la Guerre, inspecteur du mobilier et des bâtiments de la couronne, et Delamarre, auditeur de 2^e classe en mission.

(4) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Grenoble, 6 janvier.

proclamation fut immédiatement affichée dans laquelle le sénateur encourageait les habitants à prendre les armes et à s'organiser en corps et en compagnies franches (1). Le 7 janvier, un arrêté de Saint-Vallier nomma le général de division comte Marchand, commandant en chef des gardes nationales, corps francs et levées en masse des départements du Mont-Blanc et de l'Isère (2). Mais le manque d'armes rendait très difficile l'organisation des cohortes, l'esprit des habitants du Dauphiné était excellent et ils voulaient faire tous leurs efforts pour prévenir l'invasion du territoire (3), la Savoie par contre n'était pas en d'aussi bonnes dispositions (4).

Au milieu du mois de janvier, le Dauphiné se trouva environné d'ennemis. Pour les combattre, les moyens dont disposait le Commissaire extraordinaire étaient faibles. L'argent manquait, mais la levée en masse s'organisait bien sous la conduite du général Marchand. Toutes les classes de citoyens se réunissaient et étaient animées du meilleur esprit (5). Le département était bien pourvu en poudre et en plomb, il y avait 200 pièces de canon; mais, par une fatalité déplorable, il n'y avait qu'un millier de fusils. Saint-Vallier se trouvait donc dans le plus grand embarras pour armer 12.000 à 15.000 hommes de la Garde nationale qui allaient se trouver réunis (6).

Les communications se trouvèrent rapidement coupées avec Lyon où s'était porté le duc de Castiglione qui avait

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée, 6 janvier.

(2) Archives de la Guerre. Grenoble, 7 janvier.

(3) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Grenoble, 7 janvier.

(4) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Grenoble 7 janvier. — Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Grenoble, 11 janvier.

(5) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Grenoble, 13 janvier.

(6) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Grenoble 15 janvier.

paru à Valence et qui était reparti emmenant avec lui le peu de troupes qu'il avait trouvées. Les premières escarmouches avec l'ennemi ne tournèrent pas à notre avantage et le général Delaroche abandonna le 20 janvier toutes les positions en avant de Chambéry après quelques légers combats d'avant-postes car il craignait d'être coupé. Le sénateur furieux de la conduite de ce général écrivit au ministre de la Guerre pour demander une enquête (1).

Grenoble se trouvait ainsi menacée. Le département de l'Isère était à ce moment dans le plus grand désordre ; les troupes du général Marchand composées surtout de jeunes conscrits étaient très fatiguées et ne voulaient plus se battre. Les généraux estimaient les ennemis à 5.000 ou 6.000 qui se dirigeaient sur Grenoble hors d'état d'offrir aucune résistance. Le sénateur écrivait le 21 janvier à Montalivet :

Nous avons un matériel d'artillerie immense, des approvisionnements assez considérables : nous nous occupons jour et nuit à tout évacuer sur Valence et les Hautes-Alpes, mais nous avons bien peu de temps et de moyens. Je suis au désespoir de notre affreuse position. Notre malheureuse patrie n'a jamais été conquise et elle va l'être par une poignée d'ennemis. J'ai lieu de croire qu'un grand nombre de Savoyards sont avec les ennemis et les dirigent. L'esprit du Mont-Blanc a toujours été mauvais, les circonstances nous le prouvent bien. C'est cette augmentation de Savoyards et de déserteurs qui fait la force de l'ennemi... En vérité, Monseigneur, je ne sais plus où j'en suis, ni à qui entendre (2).

Et il écrivait au ministre de la Guerre le même jour après lui avoir dépeint la fâcheuse situation de Grenoble :

Je ne quitterai cette ville qu'à l'extrémité et je me rendrai à Valence pour y attendre les ordres de Sa Majesté. Tout est ici dans la confusion et l'inquiétude (3).

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Grenoble, 20 janvier.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Grenoble, 21 janvier.

(3) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Grenoble, 21 janvier 1814.

Mais la confiance renaissait cependant dès le lendemain, grâce aux généraux Dessaix et Marchand. Le général Delarochette se disant malade restait à Grenoble. En ce qui concernait les gardes nationales, les hommes ne manquaient pas, car l'esprit public était bon; mais on n'avait pas d'armes à leur donner, ni d'habits pour les vêtir et la prestation en argent ne rentrait pas (1). Napoléon tenait à garder Grenoble à cause des grands établissements militaires qui s'y trouvaient et le duc de Feltre ordonna à Saint-Vallier de prendre toutes les mesures nécessaires à la défense de la place et à l'exécution des travaux de fortification (2). Le sénateur s'employa alors de son mieux à cette tâche; l'esprit public continuait à être très bon et chaque jour en apportait une nouvelle preuve. Il attendait avec impatience l'arrivée de fusils annoncés du Piémont pour pouvoir armer les gardes nationales et les conscrits (3).

L'ennemi s'était avancé cependant et avait conquis Les Échelles; mais il s'était arrêté alors en se contentant de faire de fortes réquisitions au Pont-de-Beauvoisin et dans les communes environnantes (4). Ce répit facilita la réorganisation des troupes et leur armement, car les fusils arrivaient du Piémont; mais l'argent manquait totalement. Le sénateur pressait les contributions et y employait tous les moyens mis à sa disposition; mais les rentrées étaient d'une lenteur alarmante (5).

Dans la nuit du 12 au 13 février, nos compagnies franches placées dans les montagnes de la Chartreuse surprirent un

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Grenoble, 22 janvier.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Paris, 29 janvier et 13 février.

(3) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Grenoble, 9 février.

(4) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Grenoble, 6 février.

(5) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Grenoble, 13 février.

poste autrichien d'environ 25 hommes à Saint-Pierre-d'Entremont, village situé au pied des montagnes de la Chartreuse dont il est l'entrée. 13 prisonniers furent faits et les Autrichiens qui s'échappèrent ne durent leur salut qu'à l'avertissement que leur donna le curé du lieu, Savoyard de naissance, qui s'échappa avec les fuyards (1).

Le 15 et le 16 février nos troupes réoccupèrent Les Échelles et Montmélian, et Saint-Vallier écrivit au ministre de la Guerre (2) :

Je dois observer cependant que nos chefs militaires se louent beaucoup du bon esprit des habitants qui leur ont donné tous les secours qui dépendaient d'eux, qui appelaient nos troupes leurs libérateurs, et criaient « Vive l'Empereur ». Je distingue les vieux Français du Dauphinois, dont la conduite est digne d'éloges, d'avec les Savoyards, dont la conduite est bien répréhensible. Espérons que ces hommes égarés reviendront aux sentiments qu'ils doivent à leur Souverain.

La progression des troupes françaises continua et le mouvement opéré en liaison avec celui du duc de Castiglione sur Bourg et Mâcon amena la prise de Chambéry (3). Nos troupes pleines d'ardeur poursuivirent l'ennemi en pleine retraite dans la direction de Genève et en peu de temps tout le département du Mont-Blanc fut délivré de sa présence. Tout le monde se conduisait bien et rivalisait de zèle. Le service des subsistances marchait avec célérité et régularité; les autorités témoignaient infiniment de zèle et de dévouement (4). Les troupes dirigées par le général Marchand étaient pleines d'ardeur et le 29 février, le Com-

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Grenoble, 15 février.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Grenoble, 16 février.

(3) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Grenoble, 18 février.

(4) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Grenoble, 23 février.

missaire extraordinaire pouvait écrire au ministre de la Guerre (1) :

Monsieur le Maréchal duc de Castiglione vient de me faire part de ses intentions pour la reprise de Genève, il envoie par Saint-Claude la division du général Bardet, forte d'environ trois mille huit cents hommes; la nôtre de 4 à 5 mille hommes marche rapidement sur cette ville. J'espère donc qu'elle ne tardera pas à rentrer dans l'obéissance de l'Empereur. Je me rendrai moi-même à Genève aussitôt que ce sera possible.

Ainsi, Monsieur le Duc, j'espère qu'avant peu la 7^e division militaire que j'ai trouvée à mon arrivée à moitié envahie, rentrera en entier sous les lois de son Souverain légitime.

Le sénateur commença alors à inspecter les environs de Chambéry et à propos du fort Barreau, il écrivait le 1^{er} mars au duc de Feltre (2) :

MONSEIGNEUR,

J'ai visité hier le fort Barreau dans toutes ses parties. L'armement est dans le meilleur état; quant aux travaux du génie, il manque quelques palissades au front qui est du côté de l'Isère. La garnison a une très bonne tenue. Tout va bien dans ce fort important. J'en ai témoigné ma satisfaction au colonel Rivereau, homme très fermé, que j'y plaçai au moment du danger et qui m'a témoigné le désir d'aller faire le siège de Genève. Le maire de Barreau, le sieur Bravet, qui s'est très bien montré le jour de l'attaque, et que les habitants ont secondé avec un zèle vraiment français, continue à seconder les dispositions militaires. Le service de l'artillerie va bien. J'ai fait faire devant moi l'essai des grenades. Les parties essentielles du fort sont blindées en très bon bois. On a commencé un réduit blindé sur un des remparts.

Ainsi, Monseigneur, je n'ai qu'à me louer de tout ce que j'ai vu au fort Barreau.

Ayant reçu la nouvelle des succès français autour de

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Grenoble, 29 février.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Chambéry, 1^{er} mars.

Chambéry, le ministre de la Guerre répondit au Commissaire extraordinaire la lettre suivante (1) :

MONSIEUR LE COMTE,

J'ai reçu les lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire les 20, 21, 23 et 25 février, et j'ai eu soin de mettre sous les yeux de l'Empereur celles dont le contenu pouvait l'intéresser. Je ne doute point que Sa Majesté n'ait appris avec satisfaction les avantages successivement remportés par nos troupes dans le département du Mont-Blanc, et la manière dont les militaires, les fonctionnaires civils et les habitants se sont comportés dans ces circonstances. Il me tarde beaucoup d'apprendre le résultat des dernières opérations combinées avec celles que M. le duc de Castiglione a eu l'ordre d'entreprendre de son côté. Le succès en paraît assuré, et ne pourra que se consolider par l'arrivée des troupes que l'Empereur fait venir sur Chambéry. Le prince Borghèse a eu l'ordre d'y envoyer une division de 7 à 8.000 hommes, et cet ordre doit avoir son exécution très incessamment. On peut donc regarder les départements de la 7^e division comme à l'abri des entreprises de l'ennemi qui doit en ce moment avoir à peu près évacué notre territoire dans cette partie. J'en attends la nouvelle avec impatience et il me sera bien agréable d'avoir à la transmettre à l'Empereur.

Le sénateur faisait alors rassembler à Briançon, avec l'autorisation du maréchal Augereau, le bataillon de Garde nationale mobilisée du département des Hautes-Alpes et il donna l'ordre aux deux bataillons de la Drôme qui, avec celui des Hautes-Alpes ne devait former qu'un seul régiment, de se rassembler également à Briançon. Ce régiment du 3^e bataillon de Garde nationale servit provisoirement de garnison aux places fortes des Hautes-Alpes (2).

L'ardeur des troupes et leur dévouement ne se démentaient pas, les compagnies franches se battaient fort bien et le sénateur ne savait quel éloge faire des militaires, des fonctionnaires et des habitants. Au combat de Saint-Julien, les jeunes conscrits montrèrent un grand courage. L'en-

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Paris, 3 mars.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Chambéry, 3 mars.

nemi furieux de sa retraite forcée cōmmettait de grands désordres. Le général Marchand parvint à Carouge, faubourg de Genève, où il fit sommer la place de se rendre. Celle-ci était d'ailleurs cernée en partie et ne pouvait se défendre (1). Le sénateur rendit aussitôt compte au ministre de la Guerre des événements qui s'y passaient (2) :

MONSEIGNEUR,

Nos troupes sont à Carouge depuis trois jours; hier nous craignions que le comte de Bubna ne voulût se défendre à Genève.

Le 3 courant les magnifiques seigneurs ont donné leur démission entre les mains du général Bubna et remis l'autorité au maire. Le même jour le général Dessaix fit sommer Genève.

Hier, M. Fabry, conseiller de préfecture du département du Léman, a été envoyé au général Dessaix. Il paraît que les Genevois sentent toute l'étendue de leur faute. Ils sont très embarrassés et mettent beaucoup d'adresse dans leur conduite.

M. Fabry a prétendu que sa mission n'était que tolérée par le général Bubna. Il paraissait venir plutôt pour écouter que pour faire des propositions; on lui a dit que les Genevois n'avaient qu'un moyen de témoigner de leur repentir qui était de chasser les Autrichiens avec leurs gardes nationales; les choses en étaient à ce point quand M. le préfet du Mont-Blanc, qui m'a apporté ce détail, a quitté Carouge.

Je suis heureux de voir que nous n'aurons pas le siège de Genève à faire et que bientôt je serai rentré dans toute l'étendue de la division militaire que Sa Majesté a daigné me confier.

Agréé, etc...

SAINT-VALLIER.

P.-S. — Depuis deux jours j'envoie des cartouches et gargousses en poste à Carouge.

Je suis très content du capitaine Massot qui commande le dépôt du Mont-Blanc, c'est un homme très actif et qui a su se faire bien venir de tout le monde ici.

Le zèle du Commissaire extraordinaire devait trouver sa récompense, car le 5 mars le Conseil général du départ-

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Chambéry, 4 mars.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Chambéry, 5 mars, 11 heures du soir.

tement du Mont-Blanc réuni extraordinairement à la demande générale de ses membres accourus spontanément des divers points du département prit la décision suivante (1) :

Considérant que le département doit sa délivrance à l'heureuse mission de M. le sénateur comte de Saint-Vallier, au choix qu'il a fait de M. le général comte Marchand,

Prend à l'unanimité la délibération suivante :

Le Conseil général se rendra en corps auprès de M. le sénateur comte Saint-Vallier, Commissaire extraordinaire de Sa Majesté pour lui porter l'hommage du respect et de la profonde gratitude que le département partage avec toute la division pour tous les secours, tous les bienfaits dont sa mission a été et continue d'être la source.

Le maréchal Augereau retira à ce moment les troupes qu'il avait envoyées de Lyon pour aider à la prise de Genève, mesure qui eut le plus fâcheux effet (2) dans la 7^e division. Saint-Vallier écrivait à ce propos le 8 mars au ministre de la Guerre la lettre suivante (3) :

MONSIEUR LE DUC,

Depuis quelques jours je n'ai pas eu l'honneur de rendre compte à Votre Excellence des événements qui ont pu se passer dans la 7^e division, parce que d'abord il ne s'y est rien passé de nouveau, et qu'ensuite j'ai présumé que M. le général Marchand lui rend des comptes directs.

J'ai espéré pendant quelques jours, Monsieur le Duc, qu'il était dans les intentions de M. le maréchal duc de Castiglione de reprendre Genève avant de se porter en avant. Il avait en effet dirigé différents corps de troupes sur cette place importante, qui en agissant de concert avec la division du général Marchand auraient nécessairement fait tomber cette ville en notre pouvoir. Mais sans doute M. le maréchal duc de Castiglione a changé de projet. Il a retiré ses troupes et n'a laissé devant Genève que notre faible division, bien

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée, 5 mars.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Chambéry, 8 mars.

(3) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Chambéry, 8 mars.

moins nombreuse que le corps autrichien qui est dans la ville. MM. les généraux Marchand et Dessaix seront donc probablement obligés de se retirer sur Frangi, de s'y tenir sur la défensive, et de quitter la brillante offensive qu'ils avaient prise depuis quelque temps.

Je respecte beaucoup les motifs de M. le maréchal duc de Castiglione, qui tiennent sans doute à de grandes combinaisons, mais je ne puis cacher à Votre Excellence que je suis profondément affligé de voir qu'on ait abandonné le projet de reprendre Genève, ce qui eût été bien facile à faire en peu de jours avec les troupes qui étaient destinées à cette opération.

Genève restée aux mains de l'ennemi qui y rassemble des troupes de tous les côtés met les départements de la 7^e division et même Lyon dans une position bien précaire et bien incertaine.

Je me suis vu forcé de suspendre dans le département du Mont-Blanc la conscription parce qu'il m'a été démontré que, tant que l'ennemi serait à Genève, on ne pourrait réussir à la rassembler et que les conscriptions des arrondissements qui avoisinent la ville de Genève déserteraient du côté de l'ennemi; toute levée d'hommes est donc jusqu'à ce moment difficile et dangereuse. La levée des contributions est aussi bien entravée, de sorte que nous sommes dans le département du Mont-Blanc dans une position précaire et très embarrassante. J'ai rendu compte avec détail, Monsieur le Duc, à M. le général de division baron d'Hattrel, directeur de la conscription des motifs qui m'avaient déterminé à suspendre momentanément la levée de 1815. J'espère que Votre Excellence en approuvera les motifs.

En général, Monsieur le Duc, l'esprit de ce département n'est pas très bon et l'on est obligé d'y user de beaucoup de ménagements pour tout faire rentrer dans l'ordre, ce qui sera peut-être un peu long. La reprise seule de Genève rendrait au Gouvernement son action et toutes ses ressources qui seront paralysées jusque-là.

Il y a près de 10 jours que je suis à Chambéry. Je comptais pouvoir entrer à Genève beaucoup plus tôt, mais il paraît que ce moment est ajourné. Je ne tarderai donc pas à retourner à Grenoble centre de la 7^e division militaire où ma présence est nécessaire pour tout y activer et fournir tant à M. le maréchal duc de Castiglione qu'à la division de M. le général Marchand, tout ce dont je pourrai disposer.

J'ai fait diriger sur Chambéry 4 pièces de canon de 12, leurs caissons et attirail de train, pour être envoyés à M. le général Marchand qui devait en cas de reprise de Genève les faire conduire à M. le maréchal duc de Castiglione; mais dans sa position, je crois qu'il en aura bien besoin. Au fur et à mesure qu'il y aura des troupes un peu instruites, habillées et armées, je les lui enverrai de Grenoble pour augmenter sa division, et empêcher s'il se peut qu'il ne fasse un mouvement rétrograde très fâcheux dans la circonstance.

En général, Monsieur le Duc, soyez bien convaincu que je ne négligerai rien de ce qui pourra être utile au service de Sa Majesté.

Le 10 mars, le sénateur écrivait au général Marchand la lettre suivante (1) :

Je reçois à l'instant, mon Général, votre lettre du 8 de ce mois, et quoique déjà prévenu du départ des généraux Bardet et Ponchelon, j'en suis aussi affecté que vous. Je sens que notre division étant ainsi très affaiblie, a besoin de tout votre talent pour être dirigée. Mais j'espère beaucoup des deux braves généraux qui la commandent et votre sagesse m'empêche de présager aucun événement fâcheux. Je vous envoie une lettre que nous avons reçue du maire de la ville d'Annecy. Elle sonnerait l'alarme, mais j'y ajoute peu de croyance; au reste, mon général, vous devez bien être informé des mouvements de l'ennemi. Je vous transmets cette lettre pour que vous sachiez les bruits qui se répandent.

Pour vos chevaux, nous nous en occupons beaucoup. M. Finot a fait partir 4 chevaux qui vous sont arrivés ou doivent l'être à cet instant. Il en a reçu 8 aujourd'hui.

Mes auditeurs sont auprès de vous, je ne sais s'ils reviendront ce soir ou si je ne les aurai que demain. Je les ai envoyés prendre de vos nouvelles et je les attends avec impatience. D'après ce qu'ils me diront, je pourrai bien me décider à retourner passer quelques jours à Grenoble.

La situation du général Marchand à Carouge était certainement difficile depuis que le maréchal duc de Castiglione avait retiré ses divisions. Saint-Vallier envoya au général tous les renforts dont il pouvait disposer, soit plus de 300 hommes du 5^e régiment qu'il avait armés comme il avait pu de fusils trouvés à Chambéry. Les fusils que le Ministre avait annoncés depuis longtemps n'étaient pas arrivés le 10 mars, ils étaient restés enterrés dans les neiges du Briançonnais. Ce manque de fusils paralysait les efforts de Saint-Vallier qui ne pouvait armer les conscrits dont un grand nombre étaient prêts à entrer en campagne (2).

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Chambéry, 9 mars.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Chambéry, 10 mars.

Des renforts venant d'Italie arrivaient cependant au secours du général Marchand comme en témoigne cette lettre qu'adressait à celui-ci le Commissaire extraordinaire le 11 mars (1) :

Je vous envoie, mon Général, une note qui m'a été adressée par un aide de camp du ministre de la Guerre et qui a passé lui-même ce matin par Chambéry et qui vous instruira de la marche des troupes qui vous viennent d'Italie. La première colonne est composée, comme vous le verrez de 3.500 hommes (il y aura une suite à cette colonne) et arrivera très prochainement à Chambéry. Ces troupes bientôt vont grossir votre armée et j'espère que vous serez assez en force pour prendre Genève et que vous pourrez en attendant vous maintenir dans votre position; votre lettre de ce matin augmente mon espoir.

Recevez...

SAINT-VALLIER.

Je réponds, mon Général, à votre lettre de ce matin, je vous engage à tenir à Carouge tant que vous pourrez. Il vous arrive des secours d'Italie. Je vais dans trois jours à Grenoble presser tout ce qui sera disponible et je vous l'enverrai. Je ne cesse de vous répéter : prenons Genève.

Cette amélioration de la situation permettait de recommencer l'attaque de Genève que désiraient vivement tous les défenseurs du Dauphiné. Saint-Vallier écrivait le 11 mars au ministre de la Guerre (2) :

MONSEIGNEUR,

J'ai envoyé aux avant-postes à Carouge MM. de Beyle et de La Marre, mes deux auditeurs afin de connaître avec exactitude l'état de notre petite armée.

Elle est forte de 5.500 hommes qui se sont conduits avec la plus haute valeur au combat de Saint-Julien le 1^{er} mars. Les généraux Marchand et Dessaix la conduisaient. Suivant tous les rapports, M. de

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Chambéry, 11 mars.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Chambéry, 11 mars.

Bubna qui est dans Genève, malade, n'a que 5 à 6.000 hommes. Cette place est extrêmement forte vis-à-vis de Carouge. Mais elle n'a qu'un simple mur du côté de la route qui conduit à Lyon et vers la porte de Suisse.

Aussitôt que nos généraux auront reçu des renforts, ils pourront attaquer Genève par la rive droite du Rhône à la porte de France, et par la route qui conduit de Genève au Simplon, par la rive méridionale du lac. On regarde comme extrêmement probable que Genève pourra être occupée avec assez de facilité.

Votre Excellence jugera par cet exposé du plaisir que m'a fait le retour de M. le colonel Bottarar. Son aide de camp, qui devançait les courriers m'a annoncé ce matin que 3.483 hommes passeraient le Mont-Cenis vers le 14 de ce mois. J'ai aussitôt communiqué cette excellente nouvelle aux généraux Marchand et Dessaix.

Je ne puis dissimuler à Votre Excellence qu'avant la prise de Genève, les départements de l'Isère et du Mont-Blanc ne se croiront pas à l'abri des invasions de l'ennemi, et par conséquent ne paieront les impositions qu'avec la plus grande lenteur. Votre Excellence sait que les ministres de Sa Majesté ne peuvent m'envoyer de fonds en nature. Je n'ai pour faire face à la solde et à tous les services qui manquent à la fois que la rentrée des impôts.

Je laisse aux militaires à faire connaître à Votre Excellence l'importance militaire de la place de Genève, mais d'après les vives instances de M. le baron Finot, préfet du Mont-Blanc, j'ai été obligé de suspendre la levée de la conscription de 1815 dans ce département. L'ennemi fort de Genève est venu ramasser les contributions jusqu'à Annecy.

Sa Majesté n'aura donc la jouissance de ces départements du Mont-Blanc et de l'Isère qu'autant que Genève sera occupée. Il n'y a pas de doute que 9.000 hommes ne prennent Genève en 24 heures, et cette ville pourra être contenue avec une garnison de 2.000 hommes. Je supplie Votre Excellence, au nom de la tranquillité de la 7^e division, de faire occuper Genève. Rien de moins douteux et rien de plus facile que cette opération. Il serait bien à désirer que quand M. le duc de Castiglione ressortira de Lyon, il commençât ses opérations de la droite par la prise de Genève, et qu'il donne des ordres sur Genève à nos braves généraux Marchand et Dessaix. Tout le monde fera bien. Je recommande particulièrement MM. de Beyle et de La Marre, mes deux auditeurs qui sont jour et nuit en course.

La chute de Genève paraissait probable et Saint-Vallier ayant écrit le 6 mars au ministre de la Guerre pour lui demander si dans le cas de l'occupation de cette ville la Garde nationale de Genève qui avait 4.000 fusils et 4.000 uniformes et qui était responsable de la perte de la place

devrait être désarmée (1), le Ministre répondit la lettre suivante (2) :

MONSIEUR LE COMTE,

Je réponds à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 6 de ce mois, par laquelle vous demandez, si, lorsqu'on parviendra à réoccuper Genève, on doit désarmer la Garde nationale de cette ville.

J'ai l'honneur de vous prévenir que l'intention de l'Empereur est qu'aussitôt qu'on sera rentré à Genève, on désarme la Garde nationale et que l'on emploie ses armes; que l'on prenne en otage tous ceux qui ont formé le gouvernement provisoire et qu'on les envoie en France; enfin, que l'on s'occupe immédiatement d'armer et d'approvisionner la ville, et que l'on forme sa garnison de quelques milliers d'hommes sous le commandement d'un général de division.

Je vous invite, Monsieur le Comte, à faire exécuter les ordres de Sa Majesté à cet égard, aussitôt que nos troupes auront pris possession de la place de Genève.

Quant aux otages, vous pourrez les faire diriger sur Clermont-Ferrand, où ils seront gardés jusqu'à nouvel ordre.

J'ai eu l'honneur de vous faire connaître, Monsieur le Comte, par ma lettre du 8 de ce mois, que les gardes nationales du département de l'Isère faisaient partie de la garnison de Genève avec des gardes nationales de Lyon. Dès que l'on réoccupera cette ville, les habitants seront tenus de pourvoir à l'habillement et à l'équipement de ces gardes nationales conformément au décret impérial du 6 de ce mois dont copie était jointe à ma lettre.

Le même jour la lettre suivante mettait le sénateur au courant de la situation du maréchal Augereau (3) :

MONSIEUR LE COMTE,

J'ai reçu les lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire les 1^{er}, 3, 4, 5, 6 et 8 courant et j'ai eu soin de transmettre à l'Empereur tout ce qui était de nature à fixer son attention. Votre dernière m'est

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Chambéry, 6 mars.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Paris, 12 mars.

(3) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Ministre de la Guerre à Saint-Vallier, 12 mars.

parvenue en même temps qu'une dépêche du maréchal duc de Castiglione, écrite de Lyon le 9 courant, où il annonce qu'un corps autrichien, détaché de leur principale armée s'est porté à grandes journées sur Châlons où il s'est renforcé du corps du prince de Hesse-Hamburg, et menace de marcher sur Lyon dont il va couper la communication avec le duc de Castiglione. Dans la nuit du 4 au 5 des troupes légères passèrent la Saône à Tournus et vinrent inquiéter la gauche du Maréchal. Celui-ci a pris à l'instant le parti de revenir droit à Lyon pour marcher de là sur Mâcon, et prendre l'ennemi à revers, tandis que la division qui avait repris le fort de l'Écluse, est revenue de Genève à Bourg, d'où elle marchera également sur Mâcon. Cette opération nécessitée par les circonstances, a forcé le duc de Castiglione à ajourner l'attaque de Genève jusqu'à ce que la division qui vient de Turin, ait rejoint le général Marchand. Ce renfort nous rendra dans cette partie la supériorité sur l'ennemi, tandis que le maréchal de son côté sera rejoint par un nouveau corps de 10.000 hommes venant de la Catalogne dont les derniers régiments seront rendus à Lyon le 20 courant. Cette succession de renforts va mettre hors de danger les départements de la 7^e division militaire. On pourra bientôt juger ce que l'état des choses permettra de faire quant à Genève. Il est difficile de croire que l'ennemi veuille s'y maintenir s'il voit des forces de nature à l'attaquer un peu vigoureusement, à moins qu'il ne puisse de son côté recevoir des renforts dans cette partie ce qui n'est nullement vraisemblable au moment où il est obligé de faire face au duc de Castiglione, et de garder ses derrières et sa gauche. Quoi qu'il en soit, il est nécessaire d'attendre quelques jours encore avant qu'on puisse prendre un parti bien décidé, et dans cette attente, je vous invite, Monsieur le Comte, à continuer avec le même zèle et la même activité toutes les mesures convenables afin d'assurer à nos troupes les moyens d'approvisionnement ou tout genre dont elles pourront avoir besoin. L'Empereur apprendra sûrement avec satisfaction les dispositions que vous avez déjà prises pour procurer à nos généraux de l'artillerie, des munitions et des renforts.

Mais le maréchal Augereau reculait devant les troupes ennemies qui étaient venues sur la Saône. Le général Marchand découvert et n'ayant pas reçu les troupes d'Italie crut devoir garder les débouchés du Rhône par lesquels l'ennemi pouvait tourner sa gauche. Saint-Vallier se préparait à envoyer au général 1.200 à 1.500 hommes de renforts (1).

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Grenoble, 18 mars. Saint-Vallier au ministre de la Guerre.

Les nouvelles de Lyon étaient mauvaises et le 21 mars le Commissaire extraordinaire écrivait au général Marchand (1) :

Les nouvelles deviennent bien alarmantes, mon Général, je vous ai fait passer ce matin mon bulletin de Lyon et M. le préfet du Mont-Blanc me mande vous avoir fait passer le même. Depuis lors notre cher préfet de l'Isère vient de recevoir un express de Vienne par lequel le sous-préfet lui mande que M. le maréchal a renoncé à défendre Lyon et que son armée est en pleine retraite sur Vienne, où M. le maréchal est déjà arrivé ainsi que M. le cardinal Fesch, M. Chaptal, le préfet de Lyon, plusieurs autres préfets et personnes marquantes. Notre préfet m'ayant dit, mon Général, qu'il vous enverrait par ce même courrier la lettre originale du sous-préfet de Vienne, je n'entre pas dans de plus grands détails. Mais, je vous le répète, notre position est très alarmante.

Qu'allez-vous faire dans ces circonstances, mon Général? Je ne me permettrai pas de vous indiquer la conduite que vous avez à tenir; vous êtes trop sage et trop habile pour ne pas prendre le meilleur parti. S'il m'était permis cependant de vous faire part de mon opinion particulière, il me semblerait que votre présence au chef-lieu de votre division serait bien utile, et on vous y désire beaucoup. En cas que ce parti vous parût praticable et convenable et que vous voulussiez ramener quelques troupes pour couvrir Grenoble du côté de Lyon, ne pourriez-vous pas passer par Saint-Genis et Les Échelles pour toucher sur Bourgoin, pendant que M. le général Dessaix, si vous le jugez aussi à propos de lui faire faire sa retraite, se retirerait par Chambéry? Je vous soumets ces idées, mon Général, et vous verrez ce qu'elles ont de praticable.

M. le préfet du Mont-Blanc me mande que M. le général Vesel a reçu l'ordre de se porter de sa personne à l'armée de Lyon avec son artillerie et de laisser à votre disposition cette troupe avec le général Lafasse. Je ne conçois pas trop cette mesure avec le besoin qu'a M. le maréchal Augereau de troupes pour pouvoir se soutenir à Vienne. Mais quoi qu'il en soit, vous prendriez sûrement, mon Général, le même parti pour ces troupes que pour les vôtres. Je vous soumets mon opinion qui sera toujours subordonnée à la vôtre. Je vous prie seulement de me donner souvent de vos nouvelles et de me mander la direction qu'on doit prendre à Grenoble dans ces circonstances critiques et surtout de vous bien rappeler, mon Général, combien votre présence nous serait nécessaire. Tout est ici, comme vous le jugerez bien, dans la consternation et nous aurions besoin d'un bon pilote comme vous pour conduire notre vaisseau menacé par un grand orage.

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Grenoble, 21 mars.

La nouvelle de la prise de Lyon par les Autrichiens arriva le 22 mars à Grenoble. « Voilà donc le Dauphiné qui va devenir le théâtre de la guerre, écrivait Saint-Vallier à Montalivet, et après trois mois de peines et de soins pour l'en préserver ! Ce malheur nous arrive du côté où nous devions le moins l'attendre (1). »

Le Commissaire extraordinaire se retira alors à Valence auprès du maréchal Augereau (2).

8^e DIVISION MILITAIRE (Toulon) (3)

Le vice-amiral Ganteaume, conseiller d'État, Commissaire extraordinaire dans la 8^e division militaire, arriva le 6 janvier à Toulon. En passant par le département de la Vaucluse qui avait été si agité durant la Révolution, il avait constaté une grande tranquillité, la désertion n'avait fait aucun progrès lors des dernières levées, mais elle s'était multipliée dès qu'on avait appris la marche des ennemis sur Genève et sur Lyon (4).

Le dénuement de la place de Toulon était très grand. La position de la place, d'après Ganteaume, était devenue très alarmante surtout depuis que les Anglais préparaient à Mahon une expédition contre elle. Le Commissaire général de Police de l'État, Romani, était arrivé à Nice où il avait répandu la nouvelle que le Roi de Naples s'était emparé de Rome et de la Toscane, qu'il s'y était réuni à

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Grenoble, 22 mars.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Valence, 10 avril.

(3) La 8^e division comprenait les départements des Basses-Alpes, des Alpes-Maritimes, du Var, des Bouches-du-Rhône et de la Vaucluse.

Les auditeurs étaient : Jordan Duplessis, auditeur de 1^{re} classe en service extraordinaire, secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, et Maury, auditeur de 2^e classe en service extraordinaire.

(4) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Lyon, 13 janvier.

une armée anglaise de 6.000 hommes et que le duc d'Aoste marchait avec lui sur le Piémont, ce qui mettait en mouvement toutes les têtes dans le département des Alpes-Maritimes. Ganteaume craignait que les contributions et la conscription de 1815 ne puissent pas être levées dans ce département et écrivant au duc de Feltre, le 4 février, il ajoutait (1) :

Des soulèvements partiels composés de conscrits réfractaires cherchent à s'organiser; les ordres de Votre Excellence nous enlèvent chaque jour le peu d'hommes armés qui nous restaient dans les dépôts de la division, nous manquons de fusils pour armer au besoin les marins de l'escadre; les fortifications sont dans le plus mauvais état; enfin il n'a été fait aucune espèce d'approvisionnement de vivres..

Le 15, le conseiller d'État insistait encore sur la mauvaise position de Toulon; le dénuement où l'on se trouvait était très grand et l'on ne pouvait armer les troupes de la nouvelle levée et les cohortes urbaines organisées. Les fortifications étaient dans un état affreux, car on n'y avait fait depuis 1793 le moindre travail d'entretien; il n'y avait aucun approvisionnement de siège. Le Commissaire extraordinaire réclamait des armes en signalant que les vaisseaux avaient déjà donné toutes celles qu'ils possédaient (2) et il ajoutait, le 21 février (3), que si les expéditions anglaises annoncées se dirigeaient sur Toulon, on ne serait plus capable d'y envoyer des secours avant la chute de la place. « Flessingue, disait-il, fut pris en 1809 parce qu'on ne prit d'avance aucune mesure et Anvers l'eût été également sans l'incapacité du général anglais. Toulon court aujourd'hui les mêmes dangers et l'on y a de nombreux ennemis qu'on augmente encore en y envoyant des prisonniers de guerre. »

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Toulon, 4 février.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Toulon, 15 février.

(3) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Toulon, 21 février.

L'Empereur excédé de ces lamentations fit écrire par le duc de Feltre qu'il trouvait les inquiétudes du vice-amiral entièrement déplacées et sans fondement, et le Ministre ajoutait (1) :

Le Gouvernement a assez de soins à prendre pour les choses réelles, dont on est obligé de s'occuper, sans y joindre encore des craintes qui ne portent que sur des suppositions et sur des projets que l'Empereur regarde comme imaginaires...

Toulon, d'après le duc de Feltre, n'était pas si facile à prendre qu'on voulait bien le dire et les Anglais feraient une folie en pensant à l'attaque.

Cette vigoureuse réponse mit fin à la correspondance échangée entre le vice-amiral et les ministres de la Guerre et de l'Intérieur.

23^e DIVISION MILITAIRE (Bastia)

Aucun Commissaire extraordinaire ne fut désigné dans cette division.

IV

Régions du Midi.

Les régions du Midi comprenaient la 9^e division (Montpellier), la 10^e division (Toulouse) et la 11^e division (Bordeaux). Sauf dans les départements montagneux des Pyrénées où les défilés furent défendus par les habitants eux-mêmes, l'esprit des populations n'était pas bon. Les réfractaires étaient très nombreux sans que les autorités aient rien pu faire pour les contraindre à l'obéissance. Le parti royaliste dont les attaches étaient demeurées solides

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Paris, 25 février.

dans les villes comme Toulouse et Bordeaux préparait l'opinion à un changement de régime que beaucoup souhaitaient. L'Angleterre, par ses proclamations, aidait cette campagne et la résistance aux armées ennemies ne fut pas sérieusement organisée.

9^e DIVISION MILITAIRE (Montpellier) (1)

Le comte Pelet de la Lozère, conseiller d'État, Commissaire extraordinaire dans la 9^e division militaire, publia le 12 janvier une proclamation pour exalter le patriotisme des habitants des départements méridionaux (2). Mais l'abattement de l'esprit public était très grand (3); néanmoins les contributions se payaient exactement et depuis l'arrivée du Commissaire extraordinaire à Montpellier les « clabaudeurs » gardaient le silence (4).

Mais au mois de mars, la nouvelle de la prise de Lyon porta une forte atteinte à l'esprit public. Dans l'Ardèche, la résistance à l'autorité se manifesta, des conscrits réfractaires furent enlevés de force à la gendarmerie de Nîmes et de Saint-Gilles et on signala des réunions de déserteurs dans la Camargue, dans le Lubéron, dans les montagnes de l'Aveyron (5).

Le 5 avril, Pelet de la Lozère écrivait à Montalivet (6)

(1) La 9^e division militaire comprenait les départements de l'Ardèche, de l'Aveyron, du Gard, de l'Hérault, de la Lozère, du Tarn. Les deux auditeurs étaient : de Fourment, auditeur de 1^{re} classe en service extraordinaire, et Le Blanc de Vastillon.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Montpellier, 12 janvier.

(3) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Montpellier, 13 janvier.

(4) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Montpellier, 22 janvier.

(5) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Montpellier, 25 mars.

(6) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Montpellier, 5 avril.

pour l'avertir que, sur la demande du maréchal duc de Dalmatie, il avait mis le département du Tarn en état de siège.

L'Aveyron jouissait d'un calme apparent quoiqu'il y existât des éléments dangereux de trouble et d'intrigues. Les montagnes étaient remplies de déserteurs que quelques troupes de ligne eussent fait rentrer dans le devoir, mais on en manquait.

Il n'y avait pas de machinations politiques dans la Lozère et la tranquillité publique n'y était point troublée quoiqu'il y eût beaucoup de déserteurs dans la partie nord.

Le Gard était plus agité. A Nîmes, le Commissaire extraordinaire signalait qu'on avait refusé de procéder au tirage et que le maire avait été menacé et effrayé des clameurs. L'affaire n'avait pas eu de suite parce que le maréchal duc d'Albuféra avait sursis dans l'intervalle au départ des 1.500 gardes nationaux qu'il avait demandés.

Le département de l'Ardèche était plongé dans un profond abattement produit par la prise de Lyon et la présence de l'ennemi sur la rive gauche du Rhône.

Le département de l'Hérault était le moins mauvais et Pelet de la Lozère pensait trouver chez les habitants de Montpellier et quelques autres villes suffisamment de résolution pour essayer de défendre leurs foyers, mais pas assez pour se porter au loin.

La rentrée des contributions s'était énormément ralentie; les impôts indirects, tels que les droits réunis, les douanes produisaient beaucoup moins que l'année antérieure.

Mais la 9^e division recevait surtout beaucoup de condamnés, de prisonniers de guerre, de réfugiés espagnols que les départements menacés d'une invasion faisaient refluer, de malades, de blessés des dépôts des armées de Lyon, de Catalogne et de Toulouse.

Le 13 avril, Pelet de la Lozère écrivait à Montalivet cette dernière lettre :

La situation de la 9^e division militaire devient chaque jour plus critique. Une multitude de prisonniers de guerre y arrivent de toutes parts. Les moyens de garder ces prisonniers sont insuffisants. Les habitants sont très alarmés de voir le pays se remplir d'étrangers. Les contributions se payent fort mal, de telle sorte que les caisses sont vides (1).

10^e DIVISION MILITAIRE (Toulouse) (2)

Le comte Caffarelli, conseiller d'État et Commissaire extraordinaire dans la 10^e division militaire, arriva à Toulouse le 3 janvier (3). Il trouva l'esprit public aigri par les réquisitions extraordinaires et par les levées de gardes nationales envoyées à l'armée et sur les frontières. Le Gouvernement anglais avait tellement insinué dans les esprits que son intention était de respecter les propriétés, d'alléger le fardeau de la guerre que beaucoup s'étaient laissé persuader qu'ils seraient plus heureux sous leur domination (4). Comme dans tout le Midi, les réfractaires étaient nombreux et leur recherche par les gendarmes n'en faisait rentrer qu'un très petit nombre. Les cantons de Saint-Gaudens et de Cadours étaient très difficiles à gouverner et dans ce dernier un conscrit réfractaire venu à résipiscence fut assassiné par six de ses camarades (5).

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Montpellier, 13 avril.

(2) La 10^e division militaire comprenait les départements de l'Ariège, de l'Aude, de la Haute-Garonne, du Gers, des Hautes-Pyrénées, des Pyrénées-Orientales et de Tarn-et-Garonne.

Les auditeurs étaient : Chapt de Rastignac, auditeur de 1^{re} classe en service extraordinaire, et de Parmas.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Toulouse, 4 janvier.

(4) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Toulouse 6 janvier.

(5) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Toulouse, 8 janvier.

Dès le milieu du mois de février, Caffarelli signala l'agitation des royalistes. A Toulouse, les esprits étaient « agités par tous les événements comme les eaux de la mer par tous les vents et aussi mobiles qu'elles » (1). Les habitants craignaient d'être obligés de sortir de la ville et d'aller aux armées et on désirait un autre gouvernement; les yeux étaient fixés sur le duc d'Angoulême, mais personne ne se prononçait ouvertement. Le Commissaire extraordinaire se sentait sur un foyer prêt à devenir un incendie; aussi temporisait-il sans prendre aucune mesure de rigueur pour ne pas faire éclater la désobéissance (2).

Au mois de mars la retraite du duc de Dalmatie entraînant l'évacuation des départements des Hautes-Pyrénées et du Gers arrêta complètement les levées de la conscription et la rentrée des impôts (3).

Les ennemis arrivèrent, au mois d'avril, devant Toulouse qu'ils attaquèrent le 10. Le 11, l'armée française commença sa retraite et se dirigea sur Castelnau-dary. Le Commissaire extraordinaire la suivit dans cette ville, mais il y demeura à peine (4). La 10^e division militaire commençait à être occupée tout entière; l'Ariège était exposée sur de nombreux points à l'envahissement et les Pyrénées-Orientales formaient un cul-de-sac où les armées françaises étaient pressées de tous côtés. Les habitants étaient las de la guerre et beaucoup désiraient un changement de Gouvernement (5).

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Toulouse, 1^{er} février.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Toulouse, 15 février.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Toulouse, 3, 8 et 14 mars.

(4) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Carcassonne, 13 avril.

(5) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Carcassonne, 13 avril, lettre adressée à Blois.

11^e DIVISION MILITAIRE (Bordeaux) (1)

Le sénateur Cornudet, commissaire extraordinaire, fit publier le 11 janvier une proclamation aux habitants de la 11^e division pour les encourager à concourir à la défense de la patrie et il la terminait ainsi :

Habitants de la 11^e division militaire, vous avez fait de nombreux sacrifices et dans la personne de vos enfants et dans vos facultés. Votre Empereur qui se confond avec la Patrie, parce que sa gloire réelle ne peut être que l'intérêt de la Patrie, en en appréciant la gravité, vous en demande de nouveaux : ils seront les derniers.

Il attend de vous, de tous les Français, ce patriotisme, cette énergie qui honorèrent la nation au commencement du siècle dernier, à la fin de ce règne que l'histoire marque de son burin, et qui n'est en rien comparable à celui de Napoléon.

Les cœurs si sensibles des Français n'oublieront pas qu'il délivra la nation de l'anarchie qui la dévorait.

Habitants de la 11^e division, il faut l'union des Français autour du trône impérial et une constante énergie. La victoire couvrira bientôt notre territoire de son impénétrable bouclier et proclamera la paix. La fortune ne reste pas longtemps infidèle aux nations courageuses.

Malgré cette proclamation et les efforts des autorités, les réfractaires demeuraient nombreux. Sur 16.000 conscrits appelés, 6.252 seulement étaient partis et le sénateur hésitait à cause des circonstances à faire enfermer les pères et mères des réfractaires (2).

Lors de l'avance de l'ennemi dans le département des Basses-Pyrénées, au début du mois de mars, les bataillons de la levée générale ne tinrent nulle part devant lui. Cepen-

(1) La 11^e division militaire comprenait les départements de la Gironde, des Landes et des Basses-Pyrénées.

Les auditeurs étaient : Portal, maître des requêtes de la section de l'Intérieur, et Cornudet fils.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Bordeaux, 23 janvier.

dant l'esprit des habitants des départements des Basses-Pyrénées et des Landes était excellent. Tous se montraient attachés au Gouvernement impérial et repoussaient toute nouvelle commotion politique et la domination étrangère.

Le département de la Gironde montrait moins d'empressement. Le haut commerce de Bordeaux avait le cœur français et il sentait que pour exercer ses spéculations avec considération, sans avanie, il fallait appartenir à une nation dont le Gouvernement fût puissant. Les gens de loi regrettaient la tribune du Corps législatif qu'ils croyaient fermée à la suite de la dissolution; quelques fonctionnaires de l'ordre judiciaire espéraient que, si l'Angleterre provoquait un changement de régime, la cour remplacerait l'ancien Parlement. Le surplus des habitants était fatigué de porter les armes jusqu'à l'âge de soixante ans et le disait assez hautement. Le sénateur concluait que l'armée ne trouvait qu'une faible coopération dans la Garde nationale de la Gironde (1).

Mais l'avance des armées anglaises dans les Landes se poursuivait rapidement; le 2 mars, des patrouilles avaient poussé jusqu'à Roquefort à 24 kilomètres au nord-est de Mont-de-Marsan (2) et Cornudet prit différentes mesures pour la défense de Bordeaux. De Libourne où il se trouvait le 5 mars, il décrivait ainsi la situation au duc de Feltre (3) :

MONSEIGNEUR,

J'ai l'honneur de transmettre à votre Excellence la copie de la dépêche de M. le Maréchal duc de Dalmatie du 28 février, que je n'ai reçue que le 2 mars à 9 heures du matin.

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Bordeaux, 1^{er} mars.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Libourne, 5 mars.

(3) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Libourne, 5 mars.

Je réunis le lendemain à 9 heures du matin en conseil M. le général commandant la division, M. le préfet et M. le commissaire général de police.

Il fut convenu, en conformité de la dépêche de M. le Maréchal, que je donnerais l'ordre d'évacuation des armes, poudres, effets militaires et objets d'approvisionnement, hôpitaux, archives et caisses publiques.

Depuis le 28 février les nouvelles les plus fâcheuses se colportent dans la ville sur les mouvements de l'ennemi et sur les succès obtenus contre notre armée.

N'ayant reçu aucun avis du quartier général le 1^{er} mars, et n'en ayant pas reçu le 2, à 4 heures du soir, je me décidai à écrire à M. le comte d'Angusse, préfet de Mont-de-Marsan, par une estafette et l'invitai à me répondre par la même voie que j'autorisai.

M. d'Angusse était parti le 1^{er} mars de Mont-de-Marsan vers lequel l'ennemi s'était porté et qu'il occupait depuis ce jour.

Au moment de la tenue du Conseil, M. le directeur des postes de Bordeaux me fit parvenir un billet daté du 3 à 15 minutes de son confrère de Rochefort, qui lui marquait que dans la soirée du 2, des patrouilles anglaises avaient poussé jusqu'à lui, y avaient séjourné à 3 heures et étaient ensuite retournées à Mont-de-Marsan d'où elles s'étaient portées à Villeneuve-de-Marsan.

J'invitai au Conseil M. le général à donner l'état des forces que l'on pourrait réunir pour défendre Bordeaux et y maintenir la tranquillité intérieure.

Voici, Monseigneur, le détail précis qu'il nous donna :

- 350 conscrits habillés et armés,
- 152 gendarmes,
- 180 douaniers,
- 100 hommes du dépôt du 21^e régiment de chasseurs à cheval
qui est à Libourne,
- 100 hommes composant la garde municipale,
- 200 hommes composant la garde départementale,
- 1.125 hommes formant la garde urbaine.

J'ai donné à l'issue du Conseil les ordres d'évacuation des objets indiqués par M. le Maréchal dans cet ordre; je n'ai pas perdu de vue le dépôt du Moulin de Saint-Médard.

Je me suis rendu hier soir à Libourne.

C'est le lieu de la retraite désigné dans le Conseil aux fonctionnaires et employés des administrations civiles et financières, retraite qui d'après l'ordre que j'ai donné ne doit être autorisée par M. le Préfet qu'à la distance d'une journée de marche de l'ennemi sur Bordeaux.

M. le Maréchal a prescrit les mesures de police qui lui ont paru le plus convenables pour la rive gauche de la Garonne.

Mais il n'est pas impossible que l'ennemi fasse passer à quelques pelotons cette rivière vers Langon. J'ai cru important et très urgent

de faire éclairer ce qu'il pourrait entreprendre à cet égard. Dès mon arrivée j'ai invité le Major du 21^e régiment de chasseurs à cheval dont le dépôt composé de quelques conscrits est ici à organiser des moyens de prompt communication entre Libourne et Langon. Ce service qui consiste en peu d'hommes a été réglé de suite.

Demain je vais à Blaye pour voir en quel état est la citadelle et ce qui se fait relativement à la flottille.

Bordeaux fut donc évacué rapidement, ce qui mécontenta d'ailleurs le Gouvernement. En marge de la lettre écrite le 5 mars par Cornudet à Montalivet, celui-ci nota :

Marquer de l'étonnement d'une détermination si prompte : L'évacuation du matériel était convenable, mais que tous les fonctionnaires partent sans essayer d'organiser la résistance, c'est ce que je ne conçois pas. Citer l'exemple de Lyon qui est arrivé à empêcher l'occupation. Il fallait tenter une levée en masse, stimuler la population, faire quelques retranchements, occuper avec la force existante quelques portes. Le faire encore, si Bordeaux n'est pas occupé. Il est honteux de penser qu'une avant-garde de 3 à 4.000 hommes peut entrer sans coup férir dans une ville de 100.000 habitants.

Cornudet, sensible aux reproches du Ministre, lui répondit le 22 mars (1) que la levée en masse des habitants avait été impossible à exciter. La force régulière sur laquelle elle aurait été appuyée ne consistait qu'en 600 hommes de troupes régulières sans aucune artillerie. D'ailleurs il n'y avait aucune arme pour les conscrits. La levée, si elle se fût opérée, eût tourné en agression contre le Gouvernement. Cornudet avait appris depuis qu'il avait quitté Bordeaux que le maire avait excité le peuple contre lui comme voulant exposer la ville à être pillée en tentant une défense impossible : « Non, Monseigneur, ajoutait-il, je n'ai manqué ni d'activité, ni de résolution et j'ai conscience que nul n'eût fait plus que je n'ai fait (2). »

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Cavignac, 22 mars.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Cavignac, 22 mars.

V

Régions de l'Ouest.

Les régions de l'Ouest comprenaient la 12^e division (La Rochelle), la 13^e division (Rennes), la 14^e division (Caen) et la 15^e division (Rouen).

D'une façon générale, l'esprit public des départements était assez bon, surtout dans la 15^e division et dans certaines parties de la 13^e et de la 14^e division. Par contre, la 12^e division qui englobait la Vendée vit renaître une chouannerie qui fut encouragée par la présence de frégates anglaises qui croisaient au large. Des bandes de réfractaires circulaient dans le département et elles s'organisaient peu à peu. Dans le Morbihan, les réfractaires étaient aussi très nombreux alors que le Finistère et les Côtes-du-Nord montraient un bien meilleur esprit. La Normandie était assez calme bien qu'à Caen et dans l'Orne des agents royalistes eussent travaillé l'opinion publique facilement ébranlée.

12^e DIVISION MILITAIRE (La Rochelle) (1)

Le sénateur comte Boissy d'Anglas, commissaire extraordinaire dans la 12^e division militaire, arriva le 4 janvier à Poitiers (2). L'esprit public du département était bon; il n'y avait presque plus de jacobins, il y avait bien quelques anciens nobles dont l'opinion était un peu opposée

(1) La 12^e division militaire comprenait les départements de la Charente-Inférieure, des Deux-Sèvres, de la Vendée, de la Vienne et de la Loire-Inférieure.

Les auditeurs étaient : Saur, conseiller d'État en service extraordinaire, et Boissy d'Anglas fils, inspecteur aux revues.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Poitiers, 4 janvier .

au Gouvernement, mais ils se bornaient à se réunir en société pour débiter de fausses nouvelles; les prêtres avaient un caractère plus marqué d'opposition, car les uns ne pardonnaient pas au Pape d'avoir couronné l'Empereur et les autres ne pardonnaient pas à l'Empereur de n'être pas d'accord avec le Pape. On désirait généralement la paix, mais on sentait la nécessité de se réunir au chef du Gouvernement pour repousser l'ennemi; les blés, les vins et les eaux-de-vie étaient à vil prix, ce qui rendait tout le monde pauvre et paralysait tous les moyens d'industrie. Malgré cela les impôts se payaient avec exactitude, mais le plus pénible à lever était la réquisition des chevaux (1).

Le mal dont souffrait le plus gravement la 12^e division était les réfractaires qui, surtout dans les arrondissements de Bressuire, de Parthenay et dans les portions du département de la Vendée qui les avoisinaient, se livraient à toutes sortes de brigandages (2). Boissy d'Anglas fit alors paraître deux proclamations, l'une adressée aux conscrits réfractaires et aux insoumis dans laquelle il les menaçait de l'arrivée d'une colonne mobile et des pires châtimens tout en leur promettant le pardon de l'Empereur s'ils rentraient dans le devoir (3); l'autre adressée aux bons habitants des départements des Deux-Sèvres, de la Vendée et de la Loire-Inférieure dans laquelle il leur demandait de ne plus favoriser les brigands qui retardaient la paix. Il leur faisait remarquer le danger que ferait courir à la région la propagation du brigandage et il les mettait en garde contre les fausses nouvelles propagées par les réfractaires. Il interdisait enfin à tous les particuliers, sous les peines portées par les lois, de s'opposer aux départs des

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Poitiers, 5 janvier.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Niort, 8 janvier; La Rochelle, 15 janvier.

(3) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. La Rochelle, 17 janvier.

conserits, à celui des gardes nationales et au recouvrement des impôts (1).

Cette espèce de chouannerie renaissante avait moins le caractère d'une insurrection générale que d'une sorte de brigandage organisé. Les brigands avaient un caractère spécial et une marche uniforme et calculée qui ne pouvait être, d'après Boissy d'Anglas, que le résultat d'une combinaison réfléchie. Ils ne pillaient point, ils ne tuaient pas, si ce n'est quand ils se défendaient. Ils se bornaient à chercher des armes et à enlever toutes celles qu'ils trouvaient. Ils menaçaient presque uniquement les maires et les autres fonctionnaires; ils ne déguisaient point leur haine pour le Gouvernement impérial et le désir qu'ils avaient de concourir à son renversement (2).

Mais la révolte grandissait rapidement. Boissy d'Anglas annonçait 1.500 rebelles en Vendée et en prévoyait 10.000 (3). Le 7 février, le sénateur quitta La Rochelle pour Napoléon menacée par les bandes et qui se trouvait au centre des troubles qui avaient éclaté en Vendée, dans les Deux-Sèvres et dans la Loire-Inférieure (4).

Les Anglais mis au courant des soulèvements vendéens menaçaient les côtes de la 12^e division, mais leurs attaques demeuraient faibles et ils se contentaient de croiser en pleine mer sans essayer le débarquement (5).

Encouragées par le voisinage des corvettes anglaises les bandes devinrent alors plus hardies. L'une d'elles forte de 130 hommes attaqua au milieu de février la petite ville

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. La Rochelle, 17 janvier.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. La Rochelle, 22 janvier.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. La Rochelle, 26 janvier.

(4) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. La Rochelle, 7 février.

(5) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Nantes, 16 février. — Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet-Napoléon, 9 février, Nantes, 12 février et 15 février.

d'Argenton-le-Château, dans les Deux-Sèvres, dont ils voulaient désarmer les habitants, mais ceux-ci ayant tué des agresseurs, les assaillants se retirèrent (1). Le sénateur décrivait ainsi la situation au duc de Feltre (2) :

Les mouvements insurrectionnels ont recommencé dans plusieurs points de la Division et dans quelques lieux d'une manière fâcheuse. J'attribue ce mouvement au bruit qui s'est répandu d'un prochain débarquement des Anglais, bruit qui peut avoir été confirmé aux rebelles par les mesures de défense que nous avons été forcés de prendre avec rapidité, et par les signaux qu'ont faits sur la côte les vaisseaux anglais qui l'ont approchée; d'un autre côté, nos moyens de répression ont diminué dans l'intérieur par l'obligation où nous avons été de porter une partie de nos forces sur le point menacé par l'ennemi et de dégarnir ainsi ceux où agissent plus particulièrement les rebelles. Cependant il y a toujours des bandes plus ou moins fortes et la population du département où elles se montrent se borne à les laisser faire...

Le 2 mars, Boissy d'Anglas envoyait de meilleurs renseignements au Ministère de la Guerre (3) :

MONSIEUR LE DUC,

Je reçois d'assez bonnes nouvelles de l'arrondissement de Bressuire. Il paraît que plusieurs insoumis se rendent et que les bandes sont moins fortes. Le succès d'Argenton en a imposé aux rebelles, comme l'affaire de Chateaubriand les avait exaltés dans cette contrée.

On a arrêté, dans la Vendée, quelques paysans chefs de bandes, quelques déserteurs et quelques insoumis, qui avaient été, disent-ils, forcés de marcher avec les autres; il y a eu 9 déserteurs qui sont revenus des compagnies de canonniers dirigés sur Paris. Il est impossible de songer à les y renvoyer : ils déserteraient encore, mais je les envoie à La Rochelle, ils seront envoyés aux Iles d'Oléron et de Ré d'où ils ne désertent pas.

Je prends cette mesure d'une manière générale à quelques exceptions près, en rigueur ou en faveur. Tous ceux qui ne sont pas assez

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Nantes, 17 février.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Nantes, 20 février.

(3) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Nantes, 2 mars.

criminels pour être retenus en prison, seront dirigés sur La Rochelle et de là dans une des îles voisines, suivant la définition du général, ils finiront par être de bons soldats et le pays en sera débarrassé.

Le général Rivaud m'écrit :

« Je suis bien persuadé, Monsieur le Comte, que si les Anglais ne font pas de descente sur nos îles, nous maintiendrons le pays; mais si une division anglaise était sur le département de la Vendée, je craindrais beaucoup qu'elle n'y suscitât un fort mouvement. Pour prévenir cet événement, il est nécessaire de bien garder la côte, afin d'empêcher toute communication, et de contenir les malveillants de l'intérieur, par la présence de détachements nombreux. »

Je ne puis, d'après cela, Monsieur le Duc, que persister, pour quelques temps encore, dans la disposition que j'ai faite des canonniers gardes-côtes que j'ai retenus, et je supplie Votre Excellence de ne pas s'y opposer. Instruit par le Maire de Saint-Nazaire, près de l'embouchure de la Loire, que des péniches anglaises s'approchaient de la côte et tentaient encore d'y descendre, surtout depuis peu de jours, j'ai demandé au général Bonard d'y faire pousser un détachement de canonniers pris sur les 60 que j'ai mis au Croisic, où le bon esprit des habitants les rend moins nécessaires. Il vient de m'écrire qu'il y en avait fait passer 20. Cela suffira à cause de l'appui qu'ils auront des douaniers, en cas de besoin.

Mais il serait bien nécessaire que la Marine fit mettre à l'embouchure de la Loire une seconde station; ce n'est pas assez d'une seule pour garder cette vaste contrée; je me propose d'en écrire à S. E. le Ministre de la Marine.

Cette accalmie ne dura guère, car le 5 mars le sénateur écrivait la lettre suivante au duc de Feltre (1) :

MONSIEUR LE DUC,

Les bandes recommencent à parcourir le département de la Vendée avec une effrayante activité; elles sont en plusieurs endroits, et sont composées d'environ 40 à 50 individus; elles semblent n'avoir rien de commun ensemble; les unes vont d'un côté, les autres de l'autre; elles ont même un caractère différent. Celles-ci se contentent d'emmener des conscrits pour se recruter, d'enlever des armes, de déchirer les rôles des percepteurs et de défendre de payer l'impôt. Celles-là pillent et volent; une de ces dernières a sa principale retraite dans la forêt de Torvoi, dans le département de la Vendée et de la Loire-In-

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Nantes, 5 mars.

férieure; elle est forte de 50 hommes qui se subdivisent en plusieurs sections.

Les autres agissent vers les Sables dans les cantons de Saint-Orilles, d'Antretin, vers les Herbiers; les paysans favorisent ces dernières, tandis qu'ils craignent les autres, les maires même ne veulent pas indiquer leurs routes et leurs retraites, les habitants les plus paisibles les considèrent avec intérêt, comme devant les dispenser de payer les impôts et d'obéir à la conscription; c'est ce qui rend si difficile la connaissance de leur marche et de leur nombre et des individus qui les composent.

Les autres, dont est celle de Torvoi, inspirent un effroi général parce qu'elles portent leurs violences sur tout le monde; l'une d'elles a pillé dernièrement la commune de Poiré. Précédemment elles avaient volé 30 louis à un curé, à la vérité constitutionnel de 1792, et une forte somme à un particulier. Enfin, avant-hier, une section de cette bande forte de 17 hommes s'était retirée dans une maison pour y passer la nuit; un détachement de gendarmes de Napoléon et de soldats du 152^e a voulu l'arrêter. Elles s'est défendue, a tué le lieutenant de gendarmerie, le maréchal des logis et un soldat, et s'est échappée. Un des rebelles a été blessé et pris. Il se nomme Chenotier, c'est un paysan du voisinage.

Cet événement est d'autant plus malheureux qu'il va donner de l'audace à toutes les bandes et fortifier celles-ci. Il est instant, Monsieur le Duc, d'envoyer des forces dans cette contrée pour empêcher les recrutements que cette bande victorieuse pourrait y faire et de la poursuivre dans sa retraite.

Le général Reynaud à qui vous avez ôté la direction de la Loire-Inférieure avait réclamé tous les gendarmes qu'il y avait et le chef d'escadron qui les commandait. Déjà la moitié de cette troupe étant partie pour le Morbihan et département d'Ille-et-Vilaine, je suis forcé, par les événements dont je viens d'entretenir Votre Excellence, de retenir ce qui reste, c'est-à-dire 150 hommes. Ils se joindront si vous l'approuvez aux troupes qui sont déjà dans la Vendée et ils poursuivront les bandes jusqu'à ce qu'ils les aient dissipées.

Je vous prie, Monsieur le Duc, de nous laisser ce surcroît de forces; il est indispensable pour rassurer les bons citoyens et comprimer les mauvais, seul moyen d'empêcher les bandes et de rendre possible dans ce moment la levée de la conscription de 1815 dont on commence à s'occuper, et les paiements des contributions absolument suspendus.

Je fais un rapport semblable à Son Excellence le Ministre de la Police générale. Hier, j'ai rendu compte à SS. EE. les Ministres des Finances et du Trésor impérial des efforts que je ne cesse de faire pour accélérer le paiement de l'impôt.

Je dois dire à Votre Excellence que cet objet est l'un de ceux dont je m'occupe le plus et qu'il est impossible que j'atteigne au but que je me propose sans avoir des forces suffisantes.

Deux autres lettres du Commissaire extraordinaire au Ministre de la Guerre complètent ces renseignements (1) :

MONSIEUR LE DUC,

J'ai reçu de M. le Préfet du département de la Vendée les mêmes détails sur l'affaire qui a eu lieu le 3 de ce mois que ceux dont j'avais eu l'honneur de vous rendre compte; mais il m'apprend en même temps que le même jour, presque à la même heure, une autre bande de 60 à 80 hommes ayant été rencontrée par 18 gendarmes, et ayant été attaquée par eux avec beaucoup de courage a fait feu et a tué un gendarme et blessé un autre; les rebelles, à ce qu'il paraît, ont laissé 6 des leurs sur la place, et se sont dispersés aussitôt en emmenant leurs blessés; cela s'est passé à une lieue ou deux de l'autre affaire.

Le préfet me marque que les diverses colonnes de gendarmerie après avoir été ainsi maltraitées se sont réunies et se sont lancées à la poursuite des rebelles; ensuite il ajoute qu'il va leur adjoindre d'autres troupes. J'écris au colonel Noireau de se rendre de sa personne et avec des forces suffisantes à Montaigu et j'ai fait envoyer par le chef d'escadron Bachauser 50 hommes au général Reynaud, les seuls qu'il eût de ce côté vers Léger où ils pourront se joindre avec les colonnes de Napoléon.

Hier un gendarme en ordonnance a été tiré presque à bout portant par un individu caché derrière une haie; il a été grièvement blessé et l'assaillant s'est enfui.

Je sais, Monsieur le Duc, qu'on a accusé plus d'une fois la gendarmerie de ces contrées de manquer de dévouement et de courage, et cela pour excuser les maires et les autres fonctionnaires civils d'avoir, comme dans l'affaire de Châteaubriand, manifesté une faiblesse criminelle; ces derniers événements et 3 ou 4 autres de même genre qui se sont produits antérieurement la justifient assez. Il peut y avoir quelquefois de la négligence parmi elle, mais cela est fort rare et c'est pour cela qu'elle est si souvent exposée aux coups de fusils et aux reproches. Il est indispensable, si l'on veut maintenir par la suite la tranquillité dans ces régions, d'y augmenter les brigades de gendarmerie, je soumettrai un projet à cet égard à Votre Excellence.

Et le 7 mars le sénateur écrit encore :

MONSIEUR LE DUC,

J'ai informé Votre Excellence hier et avant-hier des événements malheureux qui se sont passés ces jours derniers dans la Vendée et de l'insubordination de la 58^e compagnie des canonniers.

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Nantes, 6 et 7 mars.

J'ai l'honneur de vous adresser aujourd'hui une copie de la lettre que j'ai reçue du colonel Noireau, laquelle explique d'une manière plus claire et plus précise les événements dont il s'agit et fait mieux connaître l'état des choses.

Je ne sais rien de plus des canonniers.

Les circonstances difficiles m'avaient déterminé à me transporter demain à Napoléon et à en faire pour quelque temps ma résidence, me proposant de me rendre tout de suite, momentanément, aux Sables, soit pour m'assurer par moi-même de l'état de la côte, soit pour agir personnellement sur les canonniers insoumis par la douceur ou par l'autorité.

D'autres circonstances plus impérieuses m'ont déterminé à prendre une détermination différente.

Je vais me rendre à La Rochelle où le service de Sa Majesté me paraît exiger ma présence. Je passerai par Napoléon qui est sur ma route, mais je ne m'y arrêterai que le temps nécessaire avec les officiers qui y commandent et pour déterminer la direction qu'il convient de donner à la poursuite et à la répression des bandes.

Je viens à l'instant même de recevoir de la division une communication de l'avis qui lui a été donné par le Préfet maritime de Rochefort de la marche des Anglais sur Bordeaux et des mesures ordonnées pour l'évacuation de cette ville, dont les fonctionnaires se rendent à Libourne. Je joins une copie de cet avis. Votre Excellence verra bien, d'après cela, que mon devoir m'appelle à La Rochelle, et peut-être me transporterai-je sur un point plus rapproché de la frontière de ma division, si l'ennemi ayant pris Bordeaux se dispose à y pénétrer.

Je n'épargnerai rien, Monsieur le Duc, pour assurer à Sa Majesté la conservation du pays où elle a daigné m'envoyer et je seconderais de toute mon autorité et même de toute ma personne le courage et les talents de la division Rivaud. Je me félicite de toutes les mesures que j'ai prises et dont la plus grande partie a déjà été exécutée pour la défense et l'approvisionnement des diverses parties de la 12^e division.

Voilà, Monsieur le Duc, l'état des choses; il est à craindre que l'ennemi, s'il prend Bordeaux, ne marche sur Rochefort, où il y a des vaisseaux en construction et des magasins généraux, et qu'il ne forme ensuite le projet de prendre ou de tourner La Rochelle pour se rendre dans la Vendée, dont le soulèvement serait certain, d'occuper Nantes et de se porter sur la Bretagne, où il y a aussi des mouvements et où il peut avoir des intelligences.

C'est à Votre Excellence, Monsieur le Duc, à aviser aux moyens de combattre ces projets, vous savez quelles sont nos sources et nos moyens de défense. Je vais m'occuper à les accroître et à en ordonner le meilleur emploi, mais leur insuffisance n'est que trop certaine.

Je terminais cette lettre, lorsque M. le directeur de l'artillerie de Nantes est venu me communiquer celle qu'il a reçue tout à l'heure, où M. le général Evain en date du 3 mars lui ordonne en votre nom de faire partir pour Vincennes les deux compagnies de canonniers

que j'avais retenues et avais placées sur divers points de notre côte; il lui annonce en même temps que Votre Excellence me fait l'honneur de m'écrire à cet égard; je n'ai pas encore reçu sa lettre. Celle-ci, Monsieur le Duc, vous expose les motifs que j'avais pour retenir encore ces compagnies; certes ce n'est pas le moment de dégarnir encore cette division; cependant je n'ai pas le droit de résister à des ordres si répétés et que d'autres motifs plus impérieux doivent avoir inspirés à Votre Excellence. Je recevrai probablement ce soir la lettre que M. Evain annonce; si elle ne me laisse aucune latitude, les deux compagnies partiront demain.

Je prie Votre Excellence de m'adresser les lettres à La Rochelle.

Le duc de Feltre, ministre de la Guerre, répondit de Paris les deux lettres suivantes à Boissy d'Anglas (1) :

Paris, 11 mars.

MONSIEUR LE COMTE,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 2 de ce mois par laquelle vous m'informez que les mouvements d'insurrection commencent à diminuer dans l'arrondissement de Bressuire et que l'ordre se rétablit dans toute l'étendue de la 12^e division militaire.

Vous m'informez également des dispositions qui ont été faites pour la défense des côtes de cette division afin d'empêcher l'ennemi de pouvoir y opérer aucun débarquement.

J'ai l'honneur de vous prévenir, Monsieur le Comte, que j'ai mis votre lettre sous les yeux de l'Empereur.

Vous sentez, Monsieur le Comte, combien il est important d'opposer la plus grande résistance aux entreprises de l'ennemi sur les côtes de la 12^e division militaire. Je compte que vous seconderez de tous vos moyens les opérations des commandants militaires pour défendre vigoureusement ces côtes. Je ne doute pas que vous n'apportiez à cet égard la même vigilance que celle que vous n'avez jamais cessé d'apporter pour tout ce qui concerne le service de Sa Majesté.

Paris, 15 mars.

MONSIEUR LE COMTE,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 11 de ce mois relative à la situation de la place et du port de Rochefort et aux moyens qui pourraient être employés pour en assurer la défense.

J'ai déjà donné depuis longtemps à M. de Sauchat, directeur du génie à Rochefort, les ordres et instructions nécessaires pour compléter

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée.

la défense de cette place importante. Cet officier, qui connaît parfaitement le système de défense qu'il convient d'appliquer à cette place, n'a besoin que d'avoir à sa disposition tous les moyens d'exécution nécessaires pour compléter ses travaux.

Une force de 2.500 hommes doit être mise incessamment à sa disposition pour ces objets; mais en attendant je vous invite, Monsieur le Comte, à faire intervenir votre autorité pour faire procurer à M. le colonel du génie de Sauchat les matériaux par voie de réquisitions et les bras nécessaires à l'exécution des travaux, ainsi que quelques fonds d'avances, acompte sur les ordinaires qui doivent lui être expédiés de ma part.

Quant à l'armement de Rochefort, j'ai prévenu le général Rivaud de s'entendre avec la Marine, afin que toutes les mesures soient prises de concert pour qu'une artillerie nombreuse et bien approvisionnée soit mise en batterie sur les principaux points de manière à assurer la défense du port ou de la place contre toute espèce d'entreprise de la part de l'ennemi.

Boissy d'Anglas était revenu à Rochefort pour s'occuper de l'organisation de la défense des ports menacés par les escadres anglaises. Le 15 mars, il écrivit à ce sujet au Ministre de la Guerre (1) :

MONSIEUR LE DUC,

J'ai eu l'honneur d'informer Votre Excellence du désir qu'avait eu le Ministre de la Marine de former un conseil de défense qui pût s'occuper des moyens de conserver les ports et l'escadre de Sa Majesté. J'ai déferé avec empressement à une proposition qui devait me donner la facilité de régulariser nos efforts pour repousser l'ennemi, et je me suis hâté de convoquer les personnes que désignait le Ministre de la Marine, et celles que je croyais les plus propres à nous éclairer de leurs lumières.

Le contre-amiral Jacob m'ayant représenté qu'il ne pouvait se rendre à Rochefort, point trop éloigné de son escadre, à moins que je ne lui en donnasse l'ordre exprès, j'ai préféré assembler le conseil de défense à son bord même et je m'y suis transporté hier, étant bien aise de vérifier par mes propres yeux la situation de l'île d'Aix et d'y transporter le conseil qui devait s'occuper de la défense.

Les mesures les plus propres à la défense de l'escadre ainsi que l'île d'Aix ont été l'objet de la première séance de ce conseil qui a eu lieu sur le vaisseau l'*Océan*; la deuxième s'est tenue aujourd'hui à Rochefort où nous sommes venus pour cela. Je ne puis dans ce moment transmettre à Votre Excellence tous les détails de ces divers

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée.

objets. Je lui enverrai, lorsqu'il sera rédigé, le procès-verbal de ces deux séances, en attendant, j'aurai l'honneur de dire à Votre Excellence qu'il a été reconnu :

1^o que l'île d'Aix devait recevoir une garnison de 3.000 hommes pour être suffisamment défendue tandis qu'elle n'était que de 1.700, et il a été arrêté, pour se rapprocher d'autant plus du nombre que le contre-amiral Jacob y placerait tout de suite 1.000 canonniers de ses vaisseaux et y enverrait 200 de plus au premier mouvement d'attaque;

2^o que les trois vaisseaux de l'escadre seraient placés de la manière la plus propre à la défense de l'île, et qu'une frégate serait embossée d'un autre côté pour le même objet;

3^o on s'est aussi occupé des mesures de défense des petits forts qui sont à l'entrée de la Charente et sur la côte; enfin on a trouvé convenable aussi d'ajouter quelques fortifications à l'île d'Aix et de maintenir au point d'environ 2.000 hommes les deux garnisons des îles d'Oléron et de Ré.

L'occupation de Bordeaux a redoublé le danger de notre position; nous craignons que l'ennemi ne pénètre dans la rivière (Gironde) et ne se porte ici avec de nouvelles forces. J'ai écrit au général Lhuillier qui a été forcé d'évacuer Bordeaux, pour l'inviter à nous couvrir en se repliant, s'il est dans le cas de le faire; et je lui recommande expressément de songer dans ses positions à l'importance et à la richesse des magasins de Rochefort.

J'ai fait travailler avec le plus grand zèle à la réparation des fortifications de La Rochelle; j'ai organisé la Garde nationale; enfin, j'ai pris toutes les mesures pour défendre cette place. Mais la défense de Rochefort est le premier point qui m'occupe.

Parmi les objets que nous avons discutés dans le Conseil de défense, l'un des plus importants a été de savoir s'il serait convenable de désarmer les vaisseaux de l'escadre, de les faire rentrer ainsi dans la Charente, et d'employer les équipages à la défense de Rochefort ou d'autres points menacés... Il avait d'abord été reconnu, soit à cause de l'importance de l'escadre, soit à cause de ce qu'elle ajoute à la défense de l'île d'Aix, que cette mesure devait être rejetée; cependant le contre-amiral Jacob est revenu sur ce point.

La paix de Bordeaux est un grand malheur : il paraît sûr qu'on y a proclamé Louis XVIII, que le duc d'Angoulême y est entré, et que les habitants ont arboré la cocarde blanche : cet exemple est funeste pour la Vendée; il ne sera pas suivi dans la Charente-Inférieure, ni dans la moitié des Deux-Sèvres et de la Vienne, à moins que l'ennemi ne s'en empare aussi. Je ne sais pas de détails sur ce qui s'est passé à Bordeaux et sur ce qui s'y passe dans ce moment, ni sur les mouvements de l'ennemi.

Il paraît que la 58^e compagnie de canonniers s'est un peu calmée depuis qu'elle a touché sa solde qui, effectivement, n'était pas payée. C'était bien impolitique de ne pas payer la solde.

Mais la marche de l'ennemi sur Bordeaux commençait à être connue dans la 12^e division dès le milieu du mois de mars. Le sénateur Boissy d'Anglas voulut organiser des compagnies franches, sans oser toutefois ordonner la levée en masse, craignant le tumulte qui serait résulté d'une pareille mesure (1). Le 29 mars, les événements se précipitant, le Commissaire extraordinaire envoie la lettre suivante au duc de Feltre (2) :

Je reçois à l'instant la dépêche ci-jointe du poste maritime de Rochefort. Votre Excellence y verra le danger immense qui nous menace. Nous lutterons tant que nous pourrons. Je vais me rendre à Rochefort pour être plus à portée de voir les opérations de l'ennemi et aviser aux mesures à prendre dans cette circonstance délicate. Je ne sais pourquoi, l'amiral Jacob a retiré les 400 canonnières que le général La Martillière lui a demandés et qu'il avait paru nécessaire au général Rivaud d'envoyer en avant de Rochefort et jusques au bord de la Gironde.

Si *Mina* est entré dans Bordeaux avec 20.000 hommes et si les Anglais descendent dans la Gironde, *tout est perdu*. Je tâcherai, pour ce qui me concerne, de pouvoir ajouter : *excepté l'honneur* ; et Sa Majesté peut compter jusqu'à la fin sur ma fidélité comme sur mon zèle.

Veuillez...

BOISSY D'ANGLAS.

On m'annonce que l'insurrection se forme dans le département de la Charente.

La Vendée est toujours dans le même état ; il n'y a encore que des bandes et des points d'insurrection.

De Blois, le duc de Feltre répondit avec brusquerie à Boissy d'Anglas (3) :

Blois, 6 avril 1814.

MONSIEUR LE COMTE,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 29 du mois dernier, ainsi que les pièces qui y étaient jointes.

Je ne puis croire, Monsieur le Comte, que vous trouviez la situation

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Poitiers, 21 mars.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée.

(3) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée.

de cette division militaire désespérée, parce que 1.300 ou 2.000 hommes ennemis ont passé la Dordogne, et que quelques bâtiments anglais sont à l'entrée de la Gironde.

Je ne doute pas que vous n'employiez tous les moyens qui sont à votre disposition pour seconder les commandants militaires afin de repousser l'ennemi sur tous les points. Je ne puis d'ailleurs qu'approuver le parti que vous avez pris de convoquer un nouveau conseil de défense pour aviser aux moyens d'opposer la plus vigoureuse résistance aux entreprises de l'ennemi.

Recevez...

Mais, dès le 9 avril, Boissy d'Anglas sent bien que la résistance est vaine et, désabusé, il écrit à Montalivet (1) :

Les généraux s'accordent à penser qu'il est impossible d'attendre rien des habitants du pays menacé par l'ennemi et je pense de même. Ils iront au-devant de lui. C'est bien assez, qu'ils ne s'arment pas en sa faveur.

13^e DIVISION MILITAIRE (Rennes) (2)

Le général comte Canclaux, sénateur et Commissaire extraordinaire dans la 13^e division militaire, arriva à Rennes le 4 janvier dans l'après-midi (3). Il prit contact avec les autorités et se rendit compte que si le Finistère était animé du meilleur esprit, le Morbihan était un peu suspect (4). Le département d'Ille-et-Vilaine laissait au sénateur la meilleure impression : l'Administration était pleine de zèle; la levée des gardes nationales ne laissait personne en arrière; les effets d'habillement et d'équipe-

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. La Rochelle, 9 avril.

(2) La 13^e division militaire comprenait les départements de l'Ille-et-Vilaine, des Côtes-du-Nord, du Finistère et du Morbihan.

Les auditeurs étaient : de Lacuée, maître des requêtes en service extraordinaire, ancien intendant général en Aragon, et Hippolyte Janzé, auditeur de 1^{re} classe, section de la Guerre.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Rennes, 5 janvier.

(4) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Rennes, 12 janvier.

ment s'exécutaient avec activité, mais les armes manquaient et l'approvisionnement de l'arsenal était défectueux (1).

Le Commissaire extraordinaire se rendit au début de février dans le département du Morbihan en tournée d'inspection. Il donna l'ordre d'accueillir les réfractaires au nombre de 800 à 900 et de les incorporer sans leur faire subir de peine. Le clergé et l'ordre judiciaire étaient animés d'excellents sentiments. L'armement de Lorient et de Port-Louis laissait à désirer, car on avait enlevé à ces deux places beaucoup de canons et de boulets. Heureusement l'arsenal de la marine était abondamment pourvu (2).

Le comte de Canclaux parcourut ensuite le département du Finistère qu'il trouva en excellent état. A Brest, la marine avait encore assez de ressources en hommes, en fusils, en munitions de toutes espèces et en vivres. Il y avait dans la rade cinq vaisseaux de haut bord, bien armés, bien exercés par l'amiral Hamelin. Il y avait un vaisseau en construction ainsi qu'une frégate et plusieurs en réparation. Dans toutes les villes, à Brest et à Morlaix particulièrement, on s'occupait de la formation des cohortes urbaines (3).

Dans le département des Côtes-du-Nord, visité ensuite, le sénateur constata un bon esprit, mais un manque de fusils et de munitions. Les levées de la conscription, des chevaux et des impôts s'effectuaient avec une assez grande régularité (4).

Saint-Malo était prêt à se défendre contre les Anglais. L'enceinte était bonne et bien armée. Il y avait à ce mo-

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Rennes, 18 janvier.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Quimper, 4 février.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Saint-Brieuc, 21 février.

(4) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Rennes, 7 mars.

ment peu de corsaires en mer. Le besoin d'armes se faisait sentir comme ailleurs, et aussi celui de troupes régulières. On pouvait compter cependant sur le zèle de la cohorte urbaine levée tant à Saint-Malo qu'à Saint-Servan par les soins actifs et utiles du sous-préfet, M. Dupetit-Thouars, homme d'esprit, de caractère et d'exécution (1).

14^e DIVISION MILITAIRE (Caen) (2)

En arrivant à Caen, le sénateur comte Latour-Maubourg, Commissaire extraordinaire dans la 14^e division militaire, trouva l'esprit de la ville assez mauvais; la multitude inquiète, remuante et audacieuse (3). Cependant, la conscription se poursuivait avec succès, la levée des chevaux s'exécutait et les contributions se payaient avec empressement. Les préfets de l'Orne et de la Manche disaient que la plus grande tranquillité régnait dans leurs départements. Cependant, écrivait le sénateur, « l'espoir de la paix est le seul lien qui réunisse les esprits, et si cet espoir ne se réalisait pas promptement, il serait à craindre que les bonnes dispositions de la population entière ne fissent place au découragement » (4).

Dès la fin du mois de janvier les revers des armées françaises amenèrent un revirement de l'opinion dans la 14^e division. Le 23 janvier, Latour-Maubourg écrivait à Montalivet (5) que l'esprit public était devenu très mauvais. Les premières classes de la société ne manifestaient aucun

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Rennes, 8 mars.

(2) La 14^e division militaire comprenait les départements du Calvados, de l'Orne et de la Manche.

Les auditeurs étaient : de Barante, auditeur de 2^e classe en service extraordinaire, et Dumont de La Charnaye.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Caen, 4 janvier.

(4) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Caen, 10 janvier.

(5) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet.

sentiment fâcheux ; mais on leur en supposait, à raison de leurs pertes, de leurs préjugés, de leurs anciens attachements. La classe intermédiaire ne donnait aucune prise sur elle, mais le peuple était fort mauvais et le préfet se voyait forcé de ne pas achever l'œuvre de l'organisation de la Garde nationale à Caen, à cause des mauvais conseils qu'on donnait aux habitants des campagnes dont l'esprit n'était pas non plus fort bon. On parlait hautement des Bourbons et la police n'arrivait pas à découvrir d'où partait ce foyer d'intrigues qui agissait principalement sur Caen et qui menaçait de se répandre dans tout le reste de la division. Le département de la Manche était tranquille, celui de l'Orne donnait quelques inquiétudes et le préfet faisait surveiller avec soin d'anciens chefs de chouans accusés de vouloir rassembler des armes et rallier au parti des Bourbons.

A la fin de février, Latour-Maubourg demandait au duc de Feltre des instructions pour les malades et les prisonniers au cas où l'ennemi passerait la Seine et il ajoutait (1) :

Je suppose que les ennemis qui ont paru à Doullens chercheront à se rapprocher de la mer. Un vaisseau signalé par le ministre de la Police générale portant pavillon blanc a paru devant Dieppe il y a quelques jours. Je suppose que c'est à Celui qu'il porte qu'on veut tendre la main. La présence d'un tel personnage ferait grand mal en Normandie et on ne peut prendre trop de moyens pour prévenir l'exécution du projet que semblent avoir les ennemis.

Je vous prie avec instance, Monsieur le Duc, de m'honorer d'une prompte réponse.

Le duc de Feltre répondit le 3 mars (2) :

MONSIEUR LE COMTE,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 25 février relativement aux craintes que vous fait éprouver pour la

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Caen, 25 février.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Paris, 3 mars.

sûreté de la 14^e division militaire l'avis que vous avez reçu de l'entrée d'un parti ennemi dans la ville de Doullens.

Je vous préviens, Monsieur le Comte, qu'il n'est entré à Doullens qu'un corps de 6 à 800 hommes de cavalerie ennemie, qui a été forcé d'évacuer cette ville le 24 février et qui s'est dirigé par Albert et Noyon vers la Champagne. La garnison que l'ennemi avait laissée dans la citadelle de Doullens forte environ de 150 hommes a été forcée de se rendre à discrétion. Il n'existe aucun autre parti ennemi dans le département de la Somme.

Vous voyez, Monsieur le Comte, que vous ne devez avoir aucune inquiétude de ce côté pour la 14^e division militaire.

Mais à mesure que les événements se déroulaient, l'état d'esprit dans la 14^e division devenait moins bon et, le 30 mars, Latour-Maubourg écrivait une dernière lettre au ministre de la Guerre (1) :

M. le général comte Laurency, aura rendu compte à Votre Excellence de l'alerte donnée à Cherbourg dans la nuit du 26 au 27 de ce mois par le combat de deux bâtiments qui a eu lieu sur la côte ouest de cette place. On ne sait pas encore au juste le sujet de cette vive canonnade car au jour les combattants n'étaient plus en vue. Cette alerte, Monsieur le Duc, a fait voir au général Laurency l'insuffisance de ses moyens en hommes, mais surtout en armes et en munitions.

Cependant, Monsieur le Duc, la 14^e division militaire peut devenir d'un moment à l'autre le théâtre de la guerre, soit qu'elle soit menacée sur ses propres côtes, soit que des partis ennemis débarqués en Bretagne s'y portent; soit qu'elle soit menacée par la 15^e division, soit enfin que des réunions de Français égarés cherchent à organiser la guerre civile. Dans cet état de choses, Monsieur le Duc, on s'occupe de réorganiser les légions d'élite, ce qui formera dans les trois départements 1.500 hommes sans armes. Les recherches d'armes de calibre ou de chasse n'ont rien ou presque rien produit. Les arsenaux de Cherbourg, de terre et de mer, sont dépourvus. Il y a quelques armes en réparations à Granville. Il y en a 3.000 à Caen, mais Votre Excellence n'a pas encore prononcé sur leur destination,

Il se forme à Cherbourg un grand dépôt de réfractaires que l'on pourrait instruire et utiliser au besoin; mais on manque d'armes, les munitions manquent aussi.

Il résulte de cet état de choses, Monsieur le Duc, que, s'il n'est pas

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Caen, 30 mars.

promptement pourvu à la réparation de tous les objets d'artillerie, à l'envoi d'armes et de munitions, une population nombreuse et en général bien disposée sera envahie sans résistance.

Si Votre Excellence peut procurer à la 14^e division des armes et des munitions en suffisante quantité, j'espère qu'il s'y organisera une bonne défense par la marine, les réfractaires, les gardes nationales et les régiments de la garde du Roi Joseph que je mets au rang de ce que nous avons de meilleur par leur discipline et leur volonté.

15^e DIVISION MILITAIRE (Rouen) (1)

Le sénateur comte de Montesquiou, grand chambellan, arriva le 8 janvier à Rouen (2) où il constata que la levée de la conscription marchait avec la célérité et l'exactitude désirables, mais l'opinion lui paraissait avoir besoin d'être remontée (3). Le département de la Somme se trouvait placé dans des circonstances plus difficiles et plus délicates que celui de la Seine-Inférieure à cause de son voisinage avec le département du Pas-de-Calais. Le sénateur s'employa pour arrêter la contagion du mauvais exemple que donnait ce département (4). Dans l'Eure, les gardes nationales mises en activité de service s'armaient et partaient avec rapidité. Cette levée était superbe (5) et les troupes se mettaient en route aux cris répétés de : « Vive l'Empereur » (6).

(1) La 15^e division militaire comprenait les départements de l'Eure, de la Seine-Inférieure et de la Somme.

Les auditeurs étaient : Desprez-Craissier, auditeur de 2^e classe en service extraordinaire, et de Brévannes.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Rouen, 8 janvier.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Rouen, 13 janvier.

(4) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Rouen, 13 janvier.

(5) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Évreux, 16 janvier.

(6) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Rouen, 19 janvier.

VI

Régions du Centre.

Le centre de la France comprenait la 18^e division militaire (Dijon), la 19^e division (Lyon), la 20^e (Périgueux), la 21^e (Bourges) et la 22^e (Tours).

N'étant pas exposés directement aux invasions, les habitants de ces régions ne mirent généralement aucun empressement pour concourir à la défense nationale. A Dijon, l'état des esprits était assez mauvais; à Lyon, les ouvriers étaient hostiles à toute tentative de résistance; dans l'ouest, l'influence anglaise se fit rapidement sentir et la population sourdement travaillée se préparait à accepter un changement de gouvernement. La levée de la conscription, les réquisitions et les tentatives d'organisation de corps francs et de la Garde nationale achevèrent de lasser les esprits; bientôt, surtout dans les 20^e, 21^e et 22^e divisions, la révolte ouverte s'organisa. La présence de nombreux prisonniers anglais et espagnols encourageait d'ailleurs les réfractaires qui se groupèrent dans le Lot, en Vendée, dans le Poitou et dans la Touraine pour arrêter les diligences, commettre toutes sortes de brigandages et tenir en échec les gendarmes chargés de la répression. La défaite rapide de l'Empereur empêcha cette chouannerie renaissante de se développer et de s'organiser comme elle l'eût fait si le temps n'avait pas manqué.

18^e DIVISION MILITAIRE (Dijon) (1)

Le sénateur comte de Ségur, Commissaire extraordinaire à la 18^e division militaire, arriva à Troyes le 31 décembre

(1) La 18^e division militaire comprenait les départements de Saône-et-Loire, de la Haute-Marne, de la Côte-d'Or, de l'Aube et de l'Yonne.

Les auditeurs étaient : Le Chapelier, auditeur de 1^{re} classe pour la section de l'Intérieur, et A. de Pastoret, auditeur de 1^{re} classe en service extraordinaire, sous-préfet de Corbeil.

1813. Il trouva l'esprit public généralement bon dans le département, la nouvelle de l'entrée des ennemis en France avait un peu inquiété et abattu les habitants, la stagnation du commerce, le peu de moyens de travail pour les pauvres avaient répandu la tristesse, mais l'espérance de la paix avait tout ranimé (1).

En arrivant à Chaumont le 3 janvier 1814, le sénateur trouva les autorités inquiètes et le peuple demandant la paix à grands cris (2).

A Dijon, la population était un peu troublée des nouvelles et de l'approche de l'ennemi. Il n'y avait que 300 hommes de troupes dans la ville dont 100 armés. A son arrivée le sénateur s'appliqua à calmer les esprits; mais la Garde nationale tout entière était décidée à ne point se battre pour éviter d'attirer le pillage (3).

Le 7 janvier, Ségur écrit au duc de Feltre pour lui apprendre la prise de Dôle. Le corps qui avait attaqué Belfort et qui occupait les départements du Jura et du Doubs n'était pas de plus de 20.000 hommes et il n'y avait nulle part de colonne de plus de 1.500 hommes. L'ennemi tournait Besançon, mais ne l'attaquerait probablement pas. Le sénateur ajoutait :

La garde urbaine refuse absolument de se battre dans la crainte d'attirer le pillage.

J'ai ordonné la levée des cohortes qui n'était pas commencée.

Je fais ce que je puis pour réchauffer les esprits, mais je ne suis que depuis vingt-quatre heures ici. Il est bien fâcheux que le chef-lieu de la division n'ait pas eu seulement 1.200 hommes. Il serait en ce moment à l'abri des insultes.

Dès que nos avant-gardes sortiront de Langres et se dirigeront sur Vesoul, tous ces pillards disparaîtront et hâteront leur marche vers le Midi.

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Troyes, 2 janvier.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Chaumont, 4 janvier.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Dijon, 6 janvier.

Je crois qu'il est important que Votre Excellence prévienne le commandant des troupes qui se dirigent sur Langres de cantonner les soldats dans les villages et de ne point les cantonner dans les villes : les malades qui y étaient établis chez les particuliers y ont répandu une funeste contagion qui gagnerait l'armée... (1).

Le 10 janvier, Ségur écrit au ministre de la Guerre qu'Auxonne était débloquée et que les ennemis s'étaient retirés un peu en arrière, mais qu'il se portait en même temps sur Chalon-sur-Saône (2).

Le 17 janvier, le sénateur écrit de Chaumont à Montalivet (3) :

Il est impossible d'exprimer à Votre Excellence l'effet qu'a produit ici la nouvelle de l'évacuation de Langres et de Nancy. La consternation est générale. La mauvaise volonté du peuple est au comble. Les Français ne sont pas reconnaissables. Il y en a même qui poussent l'infamie et la folie jusqu'au point de désirer l'entrée des ennemis. M. le préfet a fait battre ce matin la générale et pas un individu n'a voulu l'entendre.

Le 20, arrivé à Auxonne, Ségur écrit la lettre suivante au duc de Feltre, ministre de la Guerre, pour lui décrire la situation qu'empirait d'heure en heure l'invasion triomphante (4) :

MONSIEUR LE DUC,

J'ai eu l'honneur de mander souvent à Votre Excellence que Dijon serait au pouvoir des ennemis quand ils le voudraient, puisqu'il n'y avait dans cette ville ni armes, ni volonté de se défendre.

Les généraux Bellaire et Veaux avaient la même opinion, puisqu'ils n'avaient dans cette grande ville ouverte que quatre cents hommes armés qui étaient sans canons. Cependant nous avons retardé la prise

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Dijon, 7 janvier.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Dijon, 10 janvier.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Clermont, 17 janvier.

(4) Archives Nationales. A. F. IV. 1041. Lettre au duc de Feltre. Auxonne, 20 janvier 1814, 10 heures du soir.

de la ville de 12 jours, tant qu'elle n'a été menacée que par des partis; nous les avons harcelés continuellement; nous avons fait couper les ponts sur la Saône, qu'ils ont, depuis, fait refaire, et même encore le 15, quelques hommes de la garnison d'Auxonne et quelques habitants de Saint-Jean ont surpris un détachement ennemi, lui ont tué 5 hommes et ont pris 11 et 16 chevaux.

Lorsque la Garde impériale est arrivée à Langres, j'ai espéré que ce corps avançant sur Gray allait nous délivrer, mais le maréchal duc de Trévise m'a fait dire qu'il n'avait que 6.000 hommes et qu'il ne pouvait ni pousser jusqu'à Gray, ni nous envoyer des secours, qu'il avait à combattre une armée de 12 à 15.000 hommes qui étaient arrivés de Belfort et de Vesoul et qu'il lui en tombait 10 autres mille venant de Dôle et de Gray : ce qui l'obligeait à se borner à défendre Langres.

Cependant l'arrivée de la Garde impériale avait d'abord ralenti les mouvements de l'ennemi vers Dijon, la connaissance du petit nombre de ces troupes les a bientôt fait reprendre leur projet. En effet, comme je parlais pour Auxerre, pour aller presser la formation des gardes nationaux et l'arrivée des renforts, le général de division baron de Bellaire est venu m'annoncer que les ennemis avaient fait refaire le pont sur la Saône à Pontailler, que 500 hommes d'infanterie et 400 chevaux venaient de s'emparer de la poudrerie de Vosges à 3 lieues de nous; que 600 hommes couchaient le soir même à Saint-Seine sur notre gauche, à 3 lieues; que le chemin de Langres à Dijon était coupé par leurs coureurs; qu'un petit poste que nous avions à 2 lieues à Varrois avait été reconnu par l'ennemi; qu'une forte colonne se portait sur Seuvre pour tourner notre droite; que ces mouvements étaient appuyés par des forces considérables à Gray; et qu'ainsi n'ayant que 400 hommes dans une ville populeuse, étant cerné de tous côtés, la Garde nationale n'ayant que 140 hommes armés qui avaient déclaré ne pas vouloir se battre, il avait à peine le temps suffisant pour faire évacuer les caisses publiques, les administrations et pour faire lui-même sa retraite, retraite à laquelle il était forcé, puisqu'il n'avait aucun moyen à opposer aux ennemis qui nous cernaient et qui nous menaçaient de tant de côtés : c'est dans cette position que le général, voulant se conformer aux instructions relatives au départ des autorités avant l'invasion, que j'avais aussi communiquées au préfet, lui a remis un arrêté.

D'après cette réquisition, l'évacuation des caisses et des autorités publiques s'est faite pendant vingt-quatre heures, ainsi que nous l'avions arrêté de concert, le préfet, le général de division et moi. Le préfet s'est transporté à Semur et j'ai reçu à Avallon une lettre de lui, dans laquelle il me mande que le général Bellaire se retire avec 200 hommes sur Somberneau près de Vitteaux et le général Veaux, au Val-Suzon, sur la route de Châtillon; que tous les villages à une lieue autour de Dijon étaient remplis de troupes, et que les alliés devaient entrer dans la ville le 19 au soir.

Vous sentez, Monsieur le Duc, combien cet événement que je ne prévoyais que trop, me cause de regret. J'avais espéré que les ennemis porteraient leur attention sur Langres et leurs attaques contre le duc de Trévise. Mais nous étions sur leur chemin, nous servions de communication entre Auxonne et Langres; ils se trouvaient en forces considérables; ils savaient que nous étions sans troupes, sans canons et sans secours; ils en ont profité. Ma seule consolation est de penser qu'il n'y avait pas autre chose à faire que ce qu'on a fait et que avec 400 hommes mal armés nous avons fait perdre 12 jours à l'ennemi, en coupant les ponts, le harcelant continuellement et lui faisant croire qu'il nous arrivait des secours.

La ville de Dijon a un esprit détestable; une partie de ses habitants désirait l'ennemi; et quand même ils auraient eu de meilleures intentions, étant sans fusils, que pouvaient-ils faire?

L'esprit des communes riveraines de la Saône était beaucoup meilleur et nous a beaucoup servi à retarder l'ennemi. Mais elles ne faisaient que commencer leur organisation quand les forces de l'ennemi sont venues rompre leurs efforts généreux.

En arrivant dans le département de l'Yonne, je trouve une tout autre volonté qu'à Dijon et de vrais Français. Ils voudraient tous courir aux armes. On y aurait 20.000 hommes facilement, si on avait des fusils. Mais il n'y a pas plus de 100 fusils de munition à Auxerre et pas plus de 500 fusils de chasse dans tout le département. D'ici à deux jours, j'aurai l'honneur de vous rendre compte du point où en est l'exécution des ordres de Sa Majesté dans l'Yonne, mais je sais déjà qu'ils sont au courant pour toutes les contributions, que les deux conscriptions s'y sont bien faites, que celle de 1815 s'y prépare sans difficulté, et que la levée des chevaux s'y fait avec exactitude.

J'avais espéré pouvoir faire avancer bientôt deux bataillons de gardes nationales de ce département vers celui de la Côte-d'Or; mais leur réunion ne peut pas avoir lieu avant 15 jours et puis, je le répète, à quoi cela servira-t-il puisqu'il n'y a que 500 fusils de chasse dans le département de l'Yonne et 100 fusils de munition. On doit réunir dimanche 400 gardes forestiers qui sont prêts à marcher, quelques partikuliers et entre autres M. Quatrivaux d'Avallon, désirent former des compagnies franches, mais avant tout ils demandent des armes et sans cela rien ne peut s'exécuter.

Il y a je l'espère d'autres départements où on trouve plus d'armes de chasse, mais dans le département de la Côte-d'Or et dans celui de l'Yonne, elles sont d'une excessive rareté.

Auxonne est en bon état de défense. Le major Rublin qui y commande est un homme vigoureux et qui a fait déjà plusieurs sorties avec succès. Chalon continue à se mettre en état de défense, les habitants des montagnes se relayent et lui portent des secours; le préfet de Mâcon me mande qu'il leur envoie ce qu'il avait d'hommes armés à Charolles.

Le 22 janvier, le sénateur Commissaire extraordinaire est à Auxerre où des rapports émanés de la gendarmerie et des particuliers lui apprennent l'entrée des ennemis dans Dijon. Ces troupes, commandées par le prince de Liechtenstein s'avançaient même sur Avallon et sur Auxerre; aussi le sénateur sans moyens de défense se préparait-il à en ordonner l'évacuation (1).

Le 30 janvier, le comte de Ségur écrivait de Melun que les partis alliés parcouraient le département de l'Yonne et il ajoutait :

Comme je suis très fatigué et un peu souffrant, je m'arrêterai vingt-quatre heures ici et j'irai à Nogent-sur-Seine pour continuer le travail de ma commission à Troyes, si je le puis et dans les autres villes de ma division que les mouvements de nos troupes laisseront libres.

Si ce mouvement en avant (2) qui j'espère sera prochain, dégage la Bourgogne, j'y retournerai aussi pour y rétablir l'ordre et y rappeler les autorités jusqu'à ce que j'y apprenne le terme de ma mission (3).

Le comte de Ségur se trouvait donc désormais en dehors de sa division, hors d'état de continuer la mission qui lui avait été confiée.

19^e DIVISION MILITAIRE (Lyon) (1)

Le sénateur Chaptal, comte de Chanteloup, Commissaire extraordinaire dans la 19^e division militaire, arriva à Lyon le 3 janvier, et il décrivait ainsi le 4 janvier au duc

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Auxerre, 22 janvier 1814.

(2) Consécutif à la victoire de Saint-Dizier remportée par l'Empereur.

(3) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Melun, 30 janvier.

(4) La 19^e division militaire comprenait les départements du Cantal, du Puy-de-Dôme, de la Haute-Loire et du Rhône.

Les auditeurs étaient : des Portes de Pardhailan, auditeur de 2^e classe près la préfecture de la Seine, et Billiotti, auditeur de 2^e classe près l'Administration des Ponts et Chaussées.

de Feltre, ministre de la Guerre, l'état dans lequel il avait trouvé la ville (1) :

MONSIEUR LE DUC,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez écrite le 31 décembre et je vais tâcher d'en remplir les dispositions. Mais je ne dois pas vous laisser ignorer et vous ne devez pas laisser ignorer à l'Empereur que l'abattement des Lyonnais est à son comble, que le découragement y est extrême. Heureusement que le préfet et la municipalité y jouissent de la confiance publique et je me concerte pour tout avec eux.

Déjà nous avons 3.000 hommes de Garde nationale et nous pourrions la porter à 4.000 citoyens en très peu de temps. Le décret de Sa Majesté n'exige que 1.500 hommes.

Malheureusement nous n'avons pas de fusils pour l'armer, M. le préfet n'en a pu réunir que 300 après les perquisitions les plus rigoureuses dans les campagnes et dans les villes.

Le sénateur pensait néanmoins qu'on pourrait organiser des corps francs, mais il n'y avait pas dans toute la 19^e division militaire une seule pièce de canon.

Je dois encore une autre observation à Votre Excellence, et celle-ci me paraît majeure : l'ennemi menace d'envahir 3 divisions militaires : celle de Besançon qui s'étend jusqu'aux portes de Lyon, celle de Grenoble et celle de Lyon. Ces trois divisions ont des commandants et des forces indépendants l'une de l'autre. Il serait du plus grand intérêt qu'un seul général réunit toutes ces forces pour mettre de l'ensemble dans les opérations et présenter de la résistance où il en est besoin.

Chaptal présentait comme candidat le général Poncet et il demandait pour Lyon 6 pièces de canon et 4.000 ou 5.000 hommes de bonne troupe de ligne pour servir de noyau, d'exemple et de ralliement à la levée de la ville.

Le 5 janvier, le Commissaire extraordinaire faisait affi-

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Lyon, 4 janvier au matin.

cher la proclamation suivante pour la formation des corps francs :

Brave jeunesse lyonnaise et du département du Rhône.

L'ennemi a envahi une partie du sol français, il ose vous menacer dans vos foyers. Lyon, l'orgueil de la France, ce foyer de l'industrie et que vous avez défendu avec tant de dévouement ne sera pas sa proie.

L'ennemi trouvera dans ses habitants l'énergie qu'ils ont montrée en 1793.

Quelques jours de courage et de sacrifice le repousseront.

Il n'avance qu'en tremblant sur le territoire des Braves : vous lui opposerez une barrière de fer; et après l'avoir rejeté sur les frontières de l'Empire, vous rentrerez dans vos foyers, la palme de la paix à la main.

En conséquence nous arrêtons ce qui suit :

ARTICLE 1

Un corps franc sera sur-le-champ levé et organisé à Lyon et dans le département du Rhône, sous le nom de CORPS FRANC LYONNAIS.

ARTICLE 2

Il sera composé de propriétaires, de négociants, de cultivateurs, de fabricants, etc...

ARTICLE 3

Le service du CORPS FRANC LYONNAIS finira aussitôt que les ennemis auront été repoussés du territoire de l'Empire.

ARTICLE 4

Le CORPS FRANC LYONNAIS sera composé d'infanterie et de cavalerie.

ARTICLE 5

Les jeunes gens qui voudront entrer dans ce Corps peuvent se faire inscrire, dans le jour, à la préfecture du Rhône, ou dans leurs municipalités respectives.

ARTICLE 6

Le préfet du Rhône est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Lyon, 5 janvier 1814.

Sénateur CHAPTAL
Comte CHANTELOUP.

Mais l'opinion publique demeurait sans ardeur. Le 6 janvier, Chaptal écrit à Montalivet (1) :

Je suis déjà parvenu à relever un peu le courage abattu des Lyonnais, mais la plupart sont partis avec leur fortune pour les montagnes du Vivarais. J'échauffe ce qui reste et les fais entrer selon leur âge et leurs moyens dans la Garde nationale ou dans les corps francs.

Cependant, le 9, le sénateur écrit encore au ministre de l'Intérieur :

MONSIEUR LE COMTE,

L'alarme est ici bien moins générale. L'esprit public est ressuscité. Les habitants paraissent avoir une grande confiance dans leur administration civile et dans le commissaire extraordinaire de Sa Majesté. Nous organisons deux corps de jeunes Lyonnais qui montrent une grande ardeur. Ce sont les enfants des premières maisons de fabriques et les fabricants eux-mêmes qui forment la masse de ces corps. Ils se forment en cavalerie et infanterie et sous peu ils seront prêts à partir.

Le temps d'ailleurs pressait, car le 12, Chaptal écrivait au duc de Feltre que l'ennemi était entré à Bourg avec 1.000 hommes et de la cavalerie et qu'il s'avancait sur Lyon. Le sénateur n'avait rien à leur opposer, les mesures pour organiser les forces étaient prises, mais elles s'exécutaient difficilement. Les magasins et les caisses étaient vides et l'esprit des ouvriers était très mauvais (2). Le 13, Chaptal reçut avis de l'occupation de Mâcon. Il s'efforçait d'organiser la résistance en avant de Lyon dans la direction de Villefranche et il ordonnait la formation d'un corps de partisans dans le département du Rhône, mais il écrivait :

Mais malgré tous ces moyens, l'ennemi est tellement en forces, sa cavalerie est si nombreuse, son artillerie si puissante contre des hom

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Lyon, 6 janvier.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Lyon, 12 janvier.

mes sans expérience que je crains bien que le général Musnier ne soit obligé de se retirer en deçà de Lyon.

Le duc de Castiglione n'est pas encore arrivé... (1).

Le 15, Lyon était encerclé et le sénateur constatait que la ville était déserte, tout le monde s'était enfui dans les montagnes et toutes les fortunes étaient parties. Quoique malade jusqu'à la mort par excès de fatigue, il était resté ayant voulu attendre le duc de Castiglione qui était arrivé le 14 (2).

Le Commissaire extraordinaire se rendit alors à Clermont pour y activer la levée des cohortes du Puy-de-Dôme, du Cantal et de la Haute-Loire (3). Il obtint un certain succès, car le 23 janvier plusieurs compagnies de grenadiers et de chasseurs avaient été mises en marche sur Lyon où le sénateur retourna le 24 (4). Une petite armée s'organisait avec difficulté dans la ville; la levée des conscrits ne s'opérait que très imparfaitement dans les montagnes du Velay et de l'Auvergne.

Le 2 février, Chaptal annonçait la prise des Échelles. Les gardes nationales refluèrent sur Lyon, mais sans équipement et dans cet état, ils étaient plus nuisibles qu'utiles, car les subsistances de la ville n'étaient assurées que pour quinze jours. Lyon ne présentait aucune ressource ni en argent, ni en subsistances, ni en objets de service (5) et, le 20, le sénateur écrivait au duc de Feltre (6) :

Si nous avions l'argent, nous fournirions à tous les besoins; mais dans la pénurie où nous sommes, nous ne vivons que par des réqui-

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Lyon, 15 janvier.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Lyon, 15 janvier.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Clermont, 21 et 23 janvier.

(4) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Lyon, 28 janvier.

(5) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Lyon, 2 février.

(6) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Lyon, 20 février.

sitions appuyées de la force armée et nous indisposons les propriétaires au dernier degré. Je suis accablé de réclamations auxquelles ma position ne me permet pas de faire droit. Nous avons épuisé Lyon. Les réquisitions en ont écarté les approvisionnements et je suis forcé de m'occuper à la fois des subsistances de cette grande ville et de celles de l'armée.

Nous avons ici 10 à 15.000 gardes nationaux qui nous mangent, sans utilité, puisqu'on ne peut pas les habiller.

Les colonnes qui sont parties de Lyon ne peuvent pas vivre dans les départements qu'a occupés et épuisés l'ennemi; nous sommes forcés de les alimenter par Lyon, ce qui nous donne l'embarras de plus de les transporter.

Agréez...

Le sénateur CHAPTAL,
Comte DE CHANTELOUP.

P.-S. — Oserai-je vous prier, Monsieur le Duc, de profiter de l'estafette pour me tenir au courant des nouvelles de Paris? Ces communications ont une grande influence pour l'objet de ma mission.

La réunion de forces nouvelles à Lyon permit de reprendre l'offensive et l'armée d'élite poussa l'ennemi qui réunissait ses forces à Genève. Chaptal donna des ordres à Saint-Étienne pour qu'on n'y travaillât que pour les armes de guerre (1). Le 1^{er} mars, le sénateur pouvait écrire au duc de Feltre (2) :

M. de Damas m'a été adressé par Sa Majesté le prince de Neuchâtel pour lever dans ces départements un corps de partisans; je lui ai fourni tous les moyens qui étaient en mon pouvoir pour faciliter ses opérations, et il est parti depuis 10 à 12 jours à la tête d'environ 200 hommes habillés et d'une quinzaine d'hommes à cheval; il s'est porté d'abord sur le Charolais pour donner chasse à quelques partis ennemis qui s'étaient jetés dans ces montagnes. Il a eu plusieurs engagements avec des corps détachés dans lesquels sa petite troupe s'est assez bien battue; aujourd'hui il est sous les ordres du général de division Parmentier qui s'est porté sur Mâcon et Chalon et qui en ce moment doit avoir opéré sa jonction avec le général Musnier à Lons-le-Saunier.

A présent qu'environ 20.000 hommes de notre armée se sont mis en

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Lyon, 25 février.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Lyon, 1^{er} mars.

marche et occupent Lons-le-Saunier et les environs de Genève où les généraux Marchand, Dessaix et Bardet réunissent environ 9.000 hommes, les besoins à Lyon se font moins sentir et j'emploie toutes mes ressources à amener à équiper tous les conscrits ainsi que les gardes nationales qui y sont réunies; j'espère qu'en peu de jours nous pourrons mettre en campagne 5 à 6.000 hommes.

Le 4 mars, le duc de Feltre auquel Chaptal demandait depuis plusieurs semaines avec insistance des équipements pour les gardes nationales répondit (1) :

MONSIEUR LE COMTE,

Vous me mandez par la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 25 février que les 1.200 gardes nationales qui se trouvent à Lyon sont pour la plupart sans équipement, et qu'il n'existe dans cette ville aucun moyen pour les habiller.

J'ai l'honneur de vous prévenir, Monsieur le Comte, que le Ministre de l'Intérieur m'a donné connaissance que les préfets étaient en mesure d'envoyer aux contingents de gardes nationales qu'ils ont dirigés sur Lyon pour faire partie de la réserve, les effets d'équipement qui leur sont dus, mais que ces préfets étaient embarrassés pour fournir le complément de l'armement à leurs gardes nationales.

J'ai écrit en conséquence à M. le comte de Montalivet pour l'inviter à prescrire à ces préfets de faire transporter avec toute la célérité possible, à Lyon, les effets d'habillement et d'équipement destinés à leurs gardes nationales, et quant à l'armement d'envoyer autant de fusils qu'ils pourront, le complément de l'armement devant être délivré à ces gardes nationaux des arsenaux de Lyon et de Grenoble.

Je vous prie, Monsieur le Comte, de vous entendre avec MM. les préfets afin qu'il ne soit mis aucun retard dans l'envoi des effets destinés aux gardes nationales réunies à Lyon et qu'il soit pourvu le plus promptement possible à tous leurs besoins afin que ces troupes, puissent rejoindre incessamment l'armée commandée par M. le maréchal de Castiglione.

Mais la situation militaire évoluait rapidement et le 11 mars, Chaptal écrivait à Montalivet qu'une colonne de 15.000 Autrichiens était venue renforcer le corps établi à Dijon. Le duc de Castiglione rétrogradait pour couvrir

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Paris, 3 mars.

Lyon et conserver les communications avec l'Italie et le Midi (1). Bientôt le duc quitta Lyon avec ses troupes et alla combattre 45.000 ennemis (2).

Le 20 mars, après un combat dans le faubourg de Vaise, l'ennemi entra dans Lyon. Le maréchal ordonna la retraite, car il n'avait que 13.000 hommes d'élite et 4.000 gardes nationales pour combattre 44.000 hommes dont 8.000 de cavalerie.

Le sénateur resta quelques jours à Vienne au quartier général, puis gagna Montpellier pour y réparer sa santé (3).

20^e DIVISION MILITAIRE (Périgueux) (4)

En arrivant à Périgueux le 2 janvier, le sénateur comte de Lapparent, Commissaire extraordinaire dans la 20^e division militaire, trouva les fonctionnaires pleins de zèle et de dévouement; mais tous les citoyens insistaient sur la nécessité de faire la paix, sur les nombreux sacrifices qu'on avait exigés d'eux et sur les abus dont ils avaient été les victimes (5).

Les approvisionnements de la 20^e division étaient très faibles et la réquisition des chevaux était difficile. Le sénateur s'occupa d'organiser les cohortes, quoique l'ennemi ne menaçât pas la région (6).

Au mois de février, le comte de Lapparent ayant par-

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Lyon, 12 mars.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Lyon, 13 mars.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Vienne, 21 mars.

(4) La 20^e division militaire comprenait les départements du Lot, du Lot-et-Garonne, de la Dordogne, de la Corrèze et de la Charente.

Les auditeurs étaient : La Haye de Cormenin, auditeur de 1^{re} classe, section de Législation, et de Viel Castel, auditeur de 1^{re} classe en service extraordinaire.

(5) De Lapparent à Montalivet, Périgueux, 4 janvier 1814. Archives Nationales.

(6) Archives de la Guerre. Correspondance avec le duc de Feltre. Périgueux, 8 janvier.

couru les départements de la Corrèze, du Lot et de Lot-et-Garonne trouva l'esprit public assez mauvais. Les bruits désastreux qui circulaient jetaient un découragement général. Les fonds publics manquaient. La caisse du payeur était vide et il fallait pourvoir aux vivres, fourrages et convois par des réquisitions qui fatiguaient extrêmement les citoyens déjà exaspérés par les abus des levées précédentes (1).

Cependant la conscription se faisait assez bien quoiqu'il y eût près de 1.000 déserteurs et le sénateur pouvait écrire le 24 février au ministre de la Guerre (2) :

Votre Excellence apprendra avec plaisir que la levée de la conscription de 1815 est en pleine activité dans tous les départements de la 20^e division. Elle se fait avec facilité. Les conscrits partent gaiement, et j'ai tout lieu d'espérer que les contingents seront tous complétés aux époques fixées par M. le directeur général.

Les opérations de la levée de 300.000 hommes sont terminées; il y a des déficits dans tous les départements par la grande quantité de mariages qui se sont faits, il y aura sûrement dans quelque-uns des excédents sur la conscription de 1815; on les emploiera à compléter le contingent des 300.000 hommes.

Au début du mois de mars, l'armée commandée par le duc de Dalmatie, reculant devant l'ennemi, passa la Garonne devant Agen. Le Commissaire extraordinaire écrivit alors aux préfets pour hâter l'organisation de la Garde nationale, mais les fusils de calibre manquaient et l'on ne trouvait que quelques fusils de chasse en mauvais état et en nombre insuffisant. Le comte de Lapparent prévoyait d'ailleurs qu'il serait bien difficile de faire partir les gardes nationales, surtout s'il fallait les faire sortir de leurs départements respectifs (3).

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Périgueux, 23 février.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance avec le duc de Feltre. Périgueux, 24 février.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Périgueux, 4 mars.

Le 6 mars, le sénateur fit afficher la proclamation suivante (1) :

Aux habitants du département de Lot-et-Garonne.

Vos frontières sont menacées, l'ennemi approche, il traîne à sa suite le pillage, les embrasements et les vengeances; il couvre ses perfides desseins de paroles de paix; Français, ne le croyez pas, repoussez ces promesses aussi bien que ses armes. A-t-il épargné les populations follement crédules qui l'ont écouté et lui ont ouvert leurs campagnes et leurs villes? Que ce qui s'est passé dans les départements du Nord envahis par l'ennemi vous serve d'exemple et de leçon.

Ah! si le nom de Français vous touche encore, si l'honneur et la Patrie ont quelque puissance sur votre âme, si la pudeur de vos femmes, de vos filles vous est chère, si vous voulez laisser à vos enfants quelques débris de l'héritage de vos pères et des biens amassés par vos sueurs, levez-vous tous au moment où l'ennemi se présentera sur votre territoire, courez aux armes, allez grossir la vaillante armée qui protège vos frontières. Coupez, s'il le faut, vos ponts, vos chemins, hérissez de fer et de soldats le passage de vos fleuves, que l'ennemi tremble de les franchir, et, s'il osait, qu'à l'instant toute retraite lui soit fermée; disputez-lui pied à pied votre territoire, tantôt réunis, tantôt divisés, cachés dans les rochers, dans les ravins, dans les forêts, enlevez ses vivres, harcelez sa marche, épuisez ses forces, multipliez-vous autour de lui, qu'à chaque moment, à chaque heure, à chaque pas, il rencontre de nouveaux ennemis à combattre et de nouveaux obstacles à surmonter.

Habitants du département de Lot-et-Garonne, devant vous est la gloire, le premier comme le plus nécessaire de tous les biens, qui couronnera vos généreux sacrifices.

Encore quelques combats, et les victoires du Nord délivreront le Midi; l'ennemi précipitera sa fuite et la Patrie sera sauvée.

Donné à Périgueux le 6 mars 1814.

Le Comte DE LAPPARENT, les auditeurs près la Commission, L.-M. DE CORMENIN; Th. DE VIEL CASTEL.

Une autre proclamation à peu près identique fut encore affichée le 14 mars.

Le 9 mars, la situation devint plus critique. L'arrivée de plusieurs membres de la Cour impériale de Bordeaux

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Périgueux, 6 mars.

transférée à Périgueux, les nombreux réfugiés qui passaient à travers la ville, répandirent l'alarme. La malveillance qui profitait sourdement des circonstances pour exagérer les dangers, fit croire que le Gouvernement était menacé de dissolution. Cependant, les conscrits partaient joyeusement. Le sénateur constatait bien peu d'énergie dans les départements de sa circonscription, même parmi les fonctionnaires publics. On désirait généralement le maintien du Gouvernement, mais l'indolence et le découragement nuisaient à l'exécution de toutes les mesures (1).

Le 23 mars, le sénateur écrivait au duc de Feltre (2) :

MONSIEUR LE DUC,

J'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 19 de ce mois; elle ne doit pas douter que je ne seconde de tout mon pouvoir toutes les mesures que les généraux croiront devoir prendre pour la défense des bords de la Garonne et de la Dordogne. J'ai mis à la disposition du général de division les compagnies de réserve de tous les départements de la division. J'ai fait organiser dans chacun des cinq départements 3.000 hommes de force active de gardes nationales dont la moitié doit partir à la première réquisition du général et se rendre au point qu'il indiquera. Le général ne les a point encore requis, parce que le besoin n'est plus si pressant, que d'ailleurs il sait qu'on manque d'armes et de cartouches.

Au surplus le danger est en ce moment moins pressant; il se confirme que le maréchal Beresford a quitté Bordeaux le 13 avec une partie de ses troupes et n'a laissé dans cette ville qu'une faible garnison, qui, au moins quant à présent, est hors d'état de rien entreprendre sur nos frontières.

Le dépôt du 118^e qui était à La Réole, n'ayant plus de communications avec le général L'Huillier commandant la 2^e division, et ne recevant aucun ordre, avait évacué cette ville. Sitôt que j'en fus informé, j'écrivis au général Despeaux que cette partie de la 11^e division étant contiguë à la sienne et sans communication avec le général L'Huillier, il devait y veiller et donner les ordres nécessaires. En conséquence, le général fit rentrer le 118^e à La Réole. Le 15 de ce mois, au moment où 40 dragons anglais se présentaient pour en prendre possession, les

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Périgueux, 6 et 9 mars.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance avec le duc de Feltre. Périgueux, 23 mars.

Anglais s'enfuirent et le 118^e resta à La Réole. Le major de ce régiment ayant été informé qu'il y avait un faible parti anglais à Saint-Macaire, sur la rive droite de la rivière, vis-à-vis Langon, s'y transporta le 17 de ce mois avec ce qu'il avait d'hommes disponibles. Il enleva sans coup férir tout le corps ennemi consistant en 51 hommes tant officiers que soldats. Il a fait évacuer une vingtaine de blessés français qui étaient restés à l'hôpital ainsi qu'un reste de magasin de fourrage. Cette expédition rendra les ennemis plus circonspects et ils n'oseront plus hasarder de faibles partis sur la rive droite de la rivière. Il paraît qu'ils n'ont actuellement sur cette rive que 100 hommes qui sont retranchés à La Bastide devant Bordeaux.

Je prie Votre Excellence de croire que mon zèle ne se ralentira pas, mais le pays est épuisé et nous manquons de tout. Nous n'avons absolument aucun moyen d'habiller et équiper les gardes nationales et les nouvelles levées, ni argent pour payer la solde des troupes et subvenir à aucun service.

L'esprit public devint alors tout à fait mauvais, sauf dans la Charente où il y avait encore quelque étincelle d'énergie quoique très faible. Dans tous les autres départements, on ne voyait que lassitude et abattement. Il se manifestait même dans le département du Lot des germes d'insurrection qui menaçaient de devenir dangereux. Dans quelques communes on avait résisté à main armée aux gendarmes qui avaient voulu faire partir les conscrits. Dans le département de la Corrèze, il se formait des bandes de brigands pour arrêter les voiture publiques (1).

Au mois d'avril, la nouvelle de l'occupation de Paris n'amena aucune explosion; on se contenta de dire généralement : « Cela est fâcheux, mais au moins, cela finira » (2).

Les départements de la 20^e division, assez pauvres, écoulaient leurs produits à Bordeaux. La prise de la ville par les Anglais les ruinait; les propriétaires et les cultivateurs étaient sans argent. On appelait hautement les Anglais parce que, disait-on, ils payaient comptant. Partout on s'opposait au départ de la Garde nationale et au paiement

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Périgueux, 27 et 29 mars.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Périgueux, 6 avril.

des droits réunis. Le sénateur désolé constatait que l'esprit d'insubordination se propageait de jour en jour; l'Administration avait perdu sa force morale; ses ressorts se relâchaient et tous les services menaçaient de manquer à la fois (1).

21^e DIVISION MILITAIRE (Bourges) (2)

Arrivé à Bourges au début du mois de janvier, le sénateur comte de Sémonville, Commissaire extraordinaire pour la 21^e division militaire, trouva que l'esprit du département était bon (3). Les autorités étaient animées du meilleur esprit et la tranquillité serait aisément maintenue dans le département de l'Indre. Cependant les missions des sénateurs, Commissaires extraordinaires, avaient causé quelque effroi, car on redoutait un pouvoir supérieur, placé hors des règles établies. A l'appui de cette assertion, Sémonville citait à Montalivet les manufactures de Châteauroux et de quelques autres villes qui avaient ralenti leur fabrication et fait disparaître des magasins les produits, le jour de la publication du décret sur les Commissaires extraordinaires, dans la crainte des réquisitions (4).

Les gardes nationales s'organisèrent avec une assez grande régularité ainsi que les cohortes urbaines; malheureusement, dans la 21^e division militaire comme dans les autres divisions, l'insuffisance de l'armement était hors de toute proportion avec leur levée (5).

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Périgueux, 10 avril.

(2) La 21^e division militaire comprenait les départements de l'Allier, du Cher, de la Creuse, de l'Indre, de la Nièvre et de la Haute-Vienne.

Les auditeurs étaient de Montigny et Despagnac.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Bourges, 7 janvier.

(4) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Bourges, 11 janvier.

(5) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Bourges, 16 février.

Au mois de mars, le calme régnait encore dans la 21^e division ; mais la population se désintéressait des événements à tel point que, dès février, Sémonville avait pu écrire à Montalivet : « Les départements de la 21^e division à la différence de beaucoup d'autres sont héréditairement étrangers à tout enthousiasme (1). » L'esprit des habitants était cependant bon. Les agitateurs étaient en petit nombre et appartenaient tous au parti populaire. Mais les moyens de la Creuse et de la Haute-Vienne touchaient à leur fin et Sémonville écrivait qu'il était « de la prudence du Gouvernement de garder le plus de ménagements possibles envers ces deux départements » (2).

Les prisonniers de guerre, très nombreux dans la 21^e division, constituaient un grave danger. Le 18 mars, un complot dont le but était de s'emparer des autorités, des caisses et des citoyens les plus notables fut découvert à Limoges. Il avait été préparé de concert avec l'armée anglaise qui devait diriger des partis sur la Haute-Vienne pour appuyer les conjurés (3).

Mais dès ce moment, le Commissaire extraordinaire tournait ses regards d'un autre côté et se préparait à abandonner le Gouvernement impérial, comme le prouve cette lettre écrite le 31 juillet 1814 à Montesquiou devenu ministre de l'Intérieur (4) :

Dès le milieu de mars, la nature de la crise politique n'était plus douteuse que pour ceux qui craignaient la régénération. Le devoir de tous les bons citoyens fut de l'assurer par tous les moyens placés à leur portée. Mes devoirs à moi étaient de deux natures : j'étais commissaire d'un gouvernement que personne n'avait plus le droit de défendre, mais qu'on pouvait servir encore avec honneur en s'opposant à ses excès. Un autre devoir m'était imposé par la confiance

(1) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Bourges, 1^{er} février.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Bourges, 21 février.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Bourges, 21 mars.

(4) Archives Nationales, F. 7.7026.

dont je savais que Monsieur m'avait honoré en sa qualité de lieutenant général du royaume par sa commission en date du 27 février. La direction supérieure de la 21^e division militaire m'était confiée de concert avec le marquis de Rivière. Tout était remis à mon zèle et ma prudence. Si j'avais exécuté les ordres nombreux sortis de Paris, durant cette longue crise, si j'avais laissé aux fonds départementaux les destinations assignées par le Trésor, abandonné les divers services militaires au système arbitraire et au hasard des réquisitions, j'ose le dire avec la confiance de n'être point démenti par les nombreux témoins de mes travaux, le centre de la France était en proie à la plus terrible des dévastations.

Mais il ne suffisait pas de combattre ces causes chaque fois renaissantes de troubles. Après la rupture du congrès de Châtillon il devint évident que le sort de la capitale allait décider celui de la France. Le rétablissement de la monarchie sur ses antiques bases était dans tous les cœurs. Il importait qu'il fût donc dans toutes les têtes. Comprimer l'effervescence de tous, dissiper les craintes des uns, raffermir le courage des autres, repousser les oppositions et contenir l'imprudence d'un zèle prématuré, tel a été le but constant de nos efforts. Le succès les a couronnés. Le jour de Pâques on priait partout publiquement pour le roi, et le 15 avril, j'apportais les hommages unanimes de la division aux pieds de Monsieur.

22^e DIVISION MILITAIRE (Tours) (1)

Le sénateur Le Couteulx de Canteleu, commissaire extraordinaire dans la 22^e division militaire, arriva à Tours le 2 janvier (2). Il pressa immédiatement la mise en activité des gardes nationales. En Indre-et-Loire et dans la Sarthe, la situation était bonne. Dans le Maine-et-Loire il y eut de nombreuses désertions, mais le Préfet était d'avis de ne point sévir contre elles si l'on voulait éviter une explosion dont les suites seraient incalculables (3).

(1) La 22^e division militaire comprenait les départements de l'Indre-et-Loire, du Loir-et-Cher, du Maine-et-Loire, de la Mayenne et de la Sarthe.

Les auditeurs furent : Le Couteulx fils, auditeur de 1^{re} classe, section des Finances, et Duval-Beaulieu.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Tours, 3 janvier.

(3) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Tours, 9 janvier.

Mais en dépit des précautions prises par les autorités le brigandage ne tarda pas à renaître dans les provinces de l'Ouest. Le 16 janvier, le sénateur écrivait au duc de Feltre pour l'informer des mouvements de troupes à Angers et dans le département de Maine-et-Loire pour réprimer le brigandage de bandes armées (1). Le 12 janvier, un vol de vive force avait d'ailleurs été commis par des bandits des Deux-Sèvres qui parcouraient habituellement les arrondissements de Segré et de Beaupréau où ils avaient de nombreuses intelligences. Le départ de 52 dragons rappelés par le Ministre de la Guerre avait d'ailleurs fait croire aux insoumis que le Gouvernement était dans l'impuissance de laisser quelques forces dans l'intérieur et leur audace s'en était accrue. Les paysans de Beaupréau et de Segré croyant qu'il n'y avait plus de moyens de coercition à la disposition du préfet avaient alors commencé à faire des difficultés pour le paiement des impôts et des garnisaires envoyés par les percepteurs avaient été maltraités (2).

Le Gouvernement se hâta d'envoyer plusieurs centaines de gendarmes pour rétablir l'ordre, mais la situation empirant dans le département de Maine-et-Loire, le sénateur qui était revenu à Tours repartit pour Angers afin de prendre d'énergiques mesures pour ramener la paix (3).

200 gendarmes de l'armée d'Espagne étant arrivés, le sénateur les dirigea immédiatement sur Vihiers, chef-lieu de canton du département de Maine-et-Loire où 300 brigands avaient été signalés (4).

Au mois de mars, les désordres redoublèrent, cependant

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Tours, 16 janvier.

(2) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Angers, 18 janvier.

(3) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Tours, 28 janvier.

(4) Archives Nationales. Correspondance avec Montalivet. Angers, 7 février.

le duc de Feltre écrivit le 8 mars au Commissaire extraordinaire (1) :

MONSIEUR LE COMTE,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 24 février relativement aux mesures prises par le général Bonard pour envoyer des renforts sur les côtes dans la 12^e division militaire.

Vous faites observer à cet égard, que par suite de ces dispositions les départements de Maine-et-Loire, de la Mayenne et de la Sarthe se trouveront dégarnis d'une partie des forces qui leur sont nécessaires pour réprimer les mouvements d'insurrection qui ont lieu dans ces départements.

J'ai déjà eu l'honneur de vous informer, Monsieur le Comte, que le général Henry, avec une colonne de 150 gendarmes d'élite, était en route pour se rendre dans le département de Maine-et-Loire, afin de concourir au rétablissement de la tranquillité dans les départements de la 12^e et de la 22^e division militaire.

Je vous invite, Monsieur le Comte, à redoubler de soins et d'activité, pour mettre fin aux désordres dans les départements de la 22^e division militaire.

Mais les événements se précipitaient et à toute la correspondance que lui envoyait le Ministre de la Guerre, le sénateur répondit la lettre suivante (2) :

MONSIEUR LE DUC,

J'ai reçu les lettres que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire les 15, 24 et 28 février dernier. La première est relative aux opérations militaires, la seconde aux prisonniers de guerre et la troisième concerne les convois et transports qui, en effet, sont du ressort du Ministre de l'administration de la guerre. Je dois accuser à Votre Excellence réception de ces lettres pour me reconnaître prévenu de leur contenu et heureux qu'elle soit satisfaite des mesures que j'ai prises pour que les prisonniers envoyés dans la 22^e division soient répartis et surveillés convenablement.

J'ai reçu depuis, en date du 8 de ce mois, une lettre de M. le général de division directeur général de la conscription qui ne prévient que Votre Excellence a rendu compte à Sa Majesté des difficultés qui

(1) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. 8 mars.

(2) Archives de la Guerre. Correspondance de la Grande Armée. Angers, 10 mars.

paraissent devoir s'opposer au succès de la levée de la conscription de 1815 dans certains arrondissements de la Mayenne, de la Sarthe et de Maine-et-Loire, et que S. M. l'Empereur par une décision du 2 de ce mois a autorisé à suspendre les levées de la conscription dans ces arrondissements lorsque de concert avec les Préfets et la force armée je le jugerai indispensable. Cette disposition est discrétionnaire et confidentielle; j'agis en conséquence et je ne tarderai pas à rendre compte de mes premières mesures à Votre Excellence et à M. le Directeur général de la conscription. Je ne suis que trop dans le cas de prendre conseil des événements; mais dans tous les cas, Monsieur le Duc, je tiens beaucoup à la recommandation de M. le Baron d'Hartel de ne pas compromettre l'autorité et les droits de l'autorité supérieure.

Cette lettre a particulièrement pour objet de prévenir Votre Excellence que la présence d'une bande nombreuse de brigands dans l'arrondissement de La Flèche, département de la Sarthe, et aux environs de Durtal, arrondissement de Baugé, département de Maine-et-Loire, vu qu'elle pourrait chercher à intercepter les convois de conscrits qui passeraient sur la route d'Angers à La Flèche et de La Flèche au Mans, m'a déterminé de concert avec M. le Préfet de Maine-et-Loire à faire diriger, jusqu'à nouvel ordre, sur Paris, par Tours et Vendôme, les conscrits de Maine-et-Loire, et ceux des autres départements qui passeraient par Angers pour se rendre à Paris; en conséquence j'ai pris, sans délai, un arrêté dont j'ai l'honneur de mettre une ampliation sous les yeux de Votre Excellence. Les rapports qui m'ont déterminé à prendre cette mesure doivent être déjà soumis à Son Excellence le Ministre de la Police. J'attends quelques nouveaux détails sur les désordres récents auxquels s'est livrée cette bande. J'en attends aussi sur les réunions menaçantes qu'on annonce dans le département de la Mayenne. Lorsque j'aurai reçu des détails authentiques à cet égard, je me propose d'en entretenir Votre Excellence ainsi que le Ministre de la Police. Ces tentatives de meurtre et de vol se multiplient dans la 22^e division et comme elles éclatent successivement sur divers points, suivant que les bandits sont encouragés ou contenus par l'absence ou la présence des seuls gendarmes que nous avons à notre disposition, Votre Excellence se persuadera que les forces ne sont pas suffisantes pour être réparties convenablement dans les trois départements de la Sarthe, de la Mayenne et de Maine-et-Loire, ceux de la division sur lesquels agissent les bandes armées. Votre Excellence est convaincue, j'en suis persuadé, que si cet accroissement de forces qui nous est nécessaire pouvait être dirigé sans délai sur la 22^e division, elle écarterait la nécessité d'envoyer plus tard encore de nouvelles forces pour détruire définitivement l'esprit de rebellion qui s'étend et s'accroît en raison de la faiblesse de nos moyens de défense sur tous les points attaqués.

CHAPITRE IV

CONCLUSION

Les pouvoirs du Sénat-Conservateur ont grandi sans cesse dans le domaine militaire à mesure que l'Empire s'organisait. D'abord approbateur tacite de la politique étrangère, le corps sénatorial avait reçu la mission de lever les conscriptions et d'organiser les gardes nationales; à l'heure du danger, ses membres avaient été revêtus de pouvoirs extraordinaires et envoyés dans les provinces pour organiser la résistance. L'Assemblée avait donc été intimement mêlée à la défense du territoire.

Au début de la Restauration, les pamphlétaires royalistes ont beaucoup reproché au Sénat-Conservateur ses votes sur les levées de la conscription et l'organisation de la Garde nationale; mais, durant l'Empire, les levées étaient commandées par les événements, car Napoléon et la France tout entière devaient suivre les circonstances et s'y adapter. Le Sénat enregistrait les volontés de l'Empereur; ses refus eussent été vains et jamais ses membres n'y songèrent, car il fallait avant tout résister aux coalitions sans cesse renaissantes.

Lorsque l'invasion menaça le territoire, l'Empereur pensa à ses sénateurs, titulaires de sénatoreries, revêtus des plus hautes dignités et qui jouissaient d'ailleurs, dans les différentes provinces, du grand prestige attaché à leurs fonctions; il leur demanda de diriger l'opinion publique, d'organiser la levée de la conscription et la levée en masse,

d'aider aux réquisitions et de faciliter la rentrée des impôts. Tâche écrasante, tâche surhumaine pour des personnages fatigués, amollis par une vie facile et incapables de soulever des populations auxquelles de longues années de guerres terribles avaient fait oublier l'enthousiasme et l'élan de 1793. Les sénateurs hâtivement envoyés de Paris, se trouvèrent subitement superposés aux autorités locales jalouses de leur prestige et le temps leur manqua pour entreprendre une œuvre vraiment utile. Certains, tels que Saint-Vallier dans le Dauphiné, Roederer à Metz, Villemanzy à Lille, Ségur à Dijon, Chaptal à Lyon, essayèrent de remplir leur mission, mais la marche rapide des événements ruina leurs efforts. Beaucoup de sénateurs suivaient d'ailleurs du fond de leur province l'évolution politique; le brigandage organisé dans le Midi et dans l'Ouest, la chouannerie renaissante en Vendée, les intrigues royalistes encouragées par les Anglais, les revers enfin des armées françaises les confirmaient dans la pensée d'un prochain changement de régime. Les ressorts de l'Administration se détendaient d'ailleurs à mesure que la défaite du maître paraissait plus certaine, et les événements qui se déroulaient à Paris et dans lesquels les sénateurs présents dans la capitale jouaient un rôle essentiel trouvèrent parmi ceux qui en étaient éloignés des approbateurs tacites.

Les bouleversements révolutionnaires, les fréquents changements de gouvernements avaient évidemment donné au personnel politique de ces époques troublées une mentalité fuyante, un opportunisme et un manque de résistance morale difficilement admissibles de nos jours. L'attitude du Sénat nous reste un sujet d'étonnement lorsqu'on lit dans les considérations qui précédèrent l'acte de déchéance que l'Assemblée reprochait à l'Empereur « l'abus qu'il avait fait de tous les moyens qu'on lui avait confiés en hommes et en argent » (1). L'Assemblée avait ainsi oublié la doc-

(1) *Moniteur* du 4 avril 1814.

lité exemplaire qu'elle avait toujours apportée au vote des conscriptions.

L'acte de déchéance concluait ainsi :

Considérant que, par toutes ces causes, le gouvernement impérial établi par le sénatus-consulte du 28 floréal an XII, a cessé d'exister et que le vœu manifeste de tous les Français appelle un ordre de choses dont le premier résultat soit le rétablissement de la paix générale, et qui soit aussi l'époque d'une réconciliation solennelle entre tous les États de la grande famille européenne,

Le Sénat déclare et décrète ce qui suit :

ART. 1. — Napoléon Bonaparte est déchu du trône et le droit d'hérédité établi dans sa famille est aboli.

ART. 2. — Le peuple français et l'armée sont déliés du serment de fidélité envers Napoléon Bonaparte.

ART. 3. — Le présent décret sera transmis par un message au Gouvernement provisoire de la France, envoyé de suite à tous les départements et aux armées, et proclamé incessamment dans tous les quartiers de la capitale.

Le Sénat, déliant l'armée de son serment de fidélité, ruinait l'œuvre admirable d'organisation militaire de l'Empire à laquelle l'Assemblée et ses membres avaient été intimement associés durant de longues années.

Vu le 22 février :

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

L. DELACROIX.

VU

et permis d'imprimer :

*Le Recteur
de l'Académie de Paris,*

CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — PIÈCES D'ARCHIVES

1^o Archives de la Guerre.

Cartons de la correspondance de la Grande Armée de décembre 1813, janvier, février, mars, avril 1814. — Correspondance des Commissaires extraordinaires avec le duc de Feltre, ministre de la Guerre.

2^o Archives Nationales.

F. 7 7.020. — Correspondance des Commissaires extraordinaires avec Montalivet, ministre de l'Intérieur. — 2 ^e division militaire.			
F. 7 7.021.	Id.	3 ^e	—
—	Id.	4 ^e	—
—	Id.	5 ^e	—
—	Id.	6 ^e	—
F. 7 7.022.	Id.	7 ^e	—
—	Id.	8 ^e	—
F. 7 7.023.	Id.	9 ^e	—
—	Id.	10 ^e	—
—	Id.	11 ^e	—
—	Id.	12 ^e	—
F. 7 7.024.	Id.	13 ^e	—
—	Id.	14 ^e	—
—	Id.	15 ^e	—
—	Id.	16 ^e	—
F. 7 7.025.	Id.	18 ^e	—
—	Id.	19 ^e	—
—	Id.	20 ^e	—
F. 7 7.026.	Id.	21 ^e	—
—	Id.	22 ^e	—
—	Id.	24 ^e	—
—	Id.	25 ^e	—

- AD. XVIII. B. 314.316. — Procès-verbaux des Assemblées du Sénat-Conservateur.
- AF. IV. 1.032. 1.033. — Sénatus-Consultes.
- AF. IV. 1.041. — Correspondance du Grand Chancelier, des présidents du Tribunal, du Corps législatif et du Sénat.
- AF. IV. 1.313. — Mémoires relatifs au Sénat.
- AF. IV. 94. — Conseils privés pour sénatus-consultes.
- CC. 1 à 9. — Procès-verbaux authentiques des séances du Sénat-Conservateur.
- CC. 10 à 22. — Procès-verbaux non authentiques du Sénat-Conservateur et pièces annexes.
- CC. 256. — Enregistrement des lois, arrêtés et bulletins distribués au Sénat (an VIII à 1814).
- CC. 972 à 986. — Procès-verbaux du Sénat-Conservateur, secondes minutes.

3° Archives du Palais du Sénat.

- 1.102. — Recueil des pièces annexes et minutes de procès-verbaux du Sénat-Conservateur (ans X, XIII et 1814).
- 1.235. — Répertoire analytique des procès-verbaux des séances du Sénat-Conservateur depuis le 24 décembre 1799 jusqu'au 30 décembre 1812.
- 1.236. — Répertoire analytique des procès-verbaux des séances du Sénat-Conservateur depuis le 24 décembre 1799 jusqu'au 30 décembre 1812.

4° Archives de famille.

Archives de famille de M. le marquis de Barthélemy (Documents relatifs à Barthélemy, sénateur, et au rôle du Sénat dans l'acte de médiation).

II. — IMPRIMÉS

1° Ouvrages et documents contemporains.

A) BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

- Lb. 44.635. — De la conduite du Sénat sous Buonaparte, par M. LE HODEY DE SAUTCHEVREUIL. 3^e édition. Paris, Lebègue, 1814, in-8.
- Lb. 44.638. — Trahisons de 1814, par DINEM. Paris, L. Rosier, 1834, in-8 pièce.
- Lb. 44.655. — Aux Français. Quelques observations sur la Constitution faite par le Sénat (S. I.). Avril 1814, in-8 pièce.

- Lb. 44.656. A. — Le Sénat est encore une constitution. Saint-Pétersbourg. Imp. de Pluchard. 1814, in-8 pièce.
- Lb. 44.658. A. — Le Sénat traité comme il le mérite. Paris. Chez les Libraires associés. 1814, in-8 pièce.
- Lb. 44.1,209. — Discours prononcé le 1^{er} mars 1814 par M. le président LENGLET, au nom de la députation de la Cour impériale de Douai, chargée de présenter à M. le sénateur comte de Villemanzo, Commissaire extraordinaire de S. M. l'Empereur dans la 16^e division militaire, les hommages de ladite cour. Douai, imp. de Veuve Wagrez (s. d.), in-4 pièce.
- Lb. 44.1,250. — L'agonie d'un sénateur et son amende honorable à la Nation française. Paris, chez les Marchands de nouveautés, 1814, in-8 pièce.
- Lb. 44.1,253. — Considérations sur la constitution décrétée le 5 avril 1814 par le Sénat-Conservateur, par J. S... Paris, Charles, 1814, in-8 pièce.
- Lb. 4.586. — A Bergasse, au sujet de ses réflexions sur l'acte constitutionnel (Signé L. de L., maire de la Ville de V.). S.L.N.D., in-8 pièce.
- Lb. 4.589. — Réflexions sur les réflexions de M. Bergasse sur l'acte constitutionnel du Sénat, par BEAULIEU. Paris, 1814, in-8 pièce.
- Lb. 45.172. — Réflexions sur les constitutions, la distribution des pouvoirs et les garanties dans une monarchie constitutionnelle, par Benjamin CONSTANT. Paris, H. Nicolle, 1814, in-8.
- Lb. 45.177. — De la constitution française de l'an 1814, par M. GRÉGOIRE, ancien évêque de Blois. 2^e édition. Paris, imp. A. Egron, 1814, in-8.
- Lb. 45.467. — Adresse des Français au Sénat (s.d.n.l.), in-4 pièce.
- Lb. 45.468. — Appel des Français au Sénat ou première Philippique (s.l.n.d.), in-8 pièce.
- Lb. 45.469. — Seconde Philippique, par M. C. ROUCH. Genève, Paschand (s.d.), in-8 pièce.
- Lb. 45.548. — Observations sur les actes du Sénat-Conservateur, in-8 pièce.
- Lb. 45.648. — Le Commissaire extraordinaire du Roi aux Français de la 21^e division militaire (Signé Otto, comte du Mosloy, 6 juin). Limoges I. B. et H. Dalesme (s. d.), in-4 pièce.
- Le. 48.4. — Histoire critique du Sénat-Conservateur depuis sa création en nivôse an VIII jusqu'à sa dissolution en avril 1814, par R.-S. DURDENT. Paris, A. Eymery, 1815, in-8.
- Le. 48.5. — Souvenirs sénatoriaux, précédés d'un essai sur la formation de la Cour des Pairs, par le comte DE CORNET. Paris, Baudouin frères, 1824, in-8.
- Le. 48.12. — Table des matières, des noms de lieux et des noms de personnes contenus dans les procès-verbaux des séances du Sénat-Conservateur depuis le 1^{er} avril 1814 jusqu'au 20 mars 1815. Paris, imp. de Dunauville, in-8.

B) JOURNAUX

Réimpression du *Moniteur*, 1795-1800.

Moniteur. Journal officiel depuis le 7 nivôse an VIII.

Journal de l'Empire.

Journal des Hommes Libres.

L'Ami des Lois.

Journal des Débats.

Gazette de France.

Publiciste.

Journal des défenseurs de la Patrie.

Journal de Paris.

Mercure de France.

Clef du Cabinet.

Journal du Matin.

Journal du Soir.

Journal du Commerce.

C) DOCUMENTS CONTEMPORAINS

Correspondance et relations de J. Fiévée avec Bonaparte pendant onze années, de 1802 à 1813, publiée par l'auteur. Paris, A. Desrez, 1836, 3 volumes, in-8 (B.N.L.b. 43,14).

Correspondance générale de Napoléon I^{er}.

DUVERGIER. — Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements et avis du Conseil d'État. Paris, 1826. Imp. A. Guyot.

D'HAUTERIVE (Comte). — La police secrète du premier Empire (bulletins de la Police), 3 volumes. Poitiers, Imp. Marc Texier, in-8 (B.N. 8°L.S. 1528).

MARQUSET (Alfred). — Napoléon sténographié au Conseil d'État, 1804-1805. Paris, H. Champion, 1813, in-16 (B.N.8°L.a. 32,841).

RÉAL (Comte). — Indiscrétion 1798-1830. Souvenirs anecdotiques et politiques tirés du portefeuille d'un fonctionnaire de l'Empire, mis en ordre par Musnier-Desclozeaux. Paris, Dufey, 1835, 2 volumes in-8 (B.N.L.a. 33,153).

D) MÉMOIRES DES CONTEMPORAINS

BEUGNOT. — Les derniers temps de l'Empire. Extrait des Mémoires inédits du comte Beugnot, ancien ministre. Paris, aux bureaux de la Revue contemporaine, 1852, in-8 (B.N. 44,639).

- BEUGNOT. — Les premiers temps de la Restauration. 15 et 28 février. Paris, aux bureaux de la Revue contemporaine, 1854, in-8 (B.N.L.b.45,45).
- BOURRIENNE. — Mémoires sur le Directoire, le Consulat, l'Empire et la Restauration. Nouvelle édition refondue et annotée par Désiré Lacroix. Paris, Garnier frères, 5 volumes.
- CHAPTAL. — Mes souvenirs sur Napoléon. Paris, 1893. Librairie Plon.
- DESMAREST. — Témoignages historiques ou quinze ans de haute police sous Napoléon. Paris, A. Levavasseur, 1833, in-8.
- FAIN (Baron), premier secrétaire du cabinet de l'Empereur. — Mémoires. Paris, librairie Plon, 1908, 1 volume.
- Souvenirs de la campagne de France. Manuscrit de 1814. Paris, Perrin, 1914, in-8 (B.N.8°Lb. 44,1890).
- GRÉGOIRE, ancien évêque de Blois. — Mémoires précédés d'une notice historique sur l'auteur, par M. H. Carnot. Paris, A. Dupont, 1837. 2 volumes in-8 (B.N.La. 33.65).
- LAS CASES. — Mémorial de Sainte-Hélène suivi de « Napoléon dans l'exil », par O' MEARA et AUTOMARCHI. Paris, Ernest Bourdin, éditeur, 1842.
- LUCIEN BONAPARTE. — Mémoires écrits par lui-même. Paris, G. Gosselin, 1836 (B.N.La 3317).
- MÉNÉVAL (Baron de). — Mémoires pour servir à l'histoire de Napoléon I^{er}. E. Dentu, éditeur, 1894, 3 volumes.
- PASQUIER (Chancelier). — Mémoires. Librairie Plon. Paris, 1894, 6 vol.
- PELET DE LA LOZÈRE, membre de la Chambre des Députés. — Opinion de Napoléon I^{er} sur divers sujets politiques et d'administration recueillis par un membre du Conseil d'État. Didot, 1833.
- RÆDERER (Comte). — Autour de Bonaparte. Journal, notes intimes et politiques d'un familier des Tuileries. Introduction par Maurice VITRAC. Paris, A. Daragon, éditeur, in-8 (B.N.L.27 n. 54.085).
- ROVIGO (Duc de). — Mémoires pour servir à l'histoire de l'Empereur Napoléon. 6 volumes. Édition nouvelle revue et annotée par Désiré LACROIX. Paris, Garnier frères éditeurs, 1901.
- TALLEYRAND (Prince de). — Mémoires publiés par le duc de Broglie. Calmann-Lévy édit. Paris, 1891, 5 volumes.
- THIBAudeau (A.-C.). — Mémoires, 1799-1815. Paris, Plon-Nourrit, in-8. (B.N.8°L.n. 27.58527).
- Mémoires sur le Consulat (1799-1804), par un ancien conseiller d'État. Paris, Ponthieu, 1827, in-8 (B.N.8°2 Larrey. 681).
- VIEL-CASTEL. — Histoire de la Restauration. Paris, Lévy frères, 1 vol. in-8 (B.N.La. 3834).
- VITROLLES (Baron de). — Mémoires et relations politiques publiés selon le vœu de l'auteur, par Eugène FORGES. Paris, Charpentier, 1884, 3 vol. in-8 (B.N.La. 37.16).

E) OUVRAGES GÉNÉRAUX ÉCRITS PAR DES CONTEMPORAINS

- THIBAUTAudeau. — Le Consulat et l'Empire ou Histoire de la France et de Napoléon Bonaparte de 1799 à 1815. Paris, Renouard, 1834-1835, 10 vol. in-16 (B.N.Lb. 43,13).
- TOUCHARD-LAFOSSE. — Histoire de Napoléon, du Consulat et de l'Empire, 2^e édit. Paris, Vialat, 1849, in-12 (B.N.Lb. 43,8).

2^o Ouvrages postérieurs.

- AULARD. — Paris sous le Consulat, novembre 1799. Novembre 1800. Avril 1802. Avril 1803. Librairie Léopold Cerf et librairie Noblet, 1903.
- Paris sous le premier Empire.
- Études et leçons sur la Révolution française, 3^e série, étude sur la liberté individuelle sous Napoléon I^{er}. Paris, 1902, in-8 (B.N.La. 32.695).
- BÉNAERTS (Louis). — Les Commissaires extraordinaires de Napoléon I^{er} en 1814. Paris, F. Rieder, édit., 1915.
- DUPUIS. — Ministère Talleyrand en 1814. Paris, Plon-Nourrit, 1919, in-8 (B.N.8^o.Ln. 27,60530).
- SIMON (Pierre). — L'élaboration de la charte constitutionnelle de 1814 (1^{er} avril-4-juin 1814). Paris, E. Cornely, 1905, in-8 (B.N.8^o.6. 8202).
- THIERS. — Histoire du Consulat et de l'Empire. 20 volumes. Paris, Lheureux, éditeur, 1862.
-

INDEX ALPHABÉTIQUE ⁽¹⁾

A

Aboville (d', sénateur), 9.
Affry (Landamman d'), 6.
Agen (Ville d'), 140.
Ain (Département de l'), 80.
Aisne (Département de l'), 72.
Aix (Ile d'), 118, 119.
Aix-la-Chapelle (Ville d'), 55.
Albert (Ville d'), 125.
Alexandre (Czar), 35.
Allier (Département de l'), 144.
Alpes-Maritimes (Département des), 98, 99.
Alsace (Province d'), 55.
Amiens (Ville d'), Paix d'Amiens, 5, 17.
Amsterdam (Ville d'), 52, 56.
Angers (Ville d'), 147, 149.
Angleterre (Royaume d'), 6, 15, 21, 22, 26, 27, 31, 32, 35, 36, 40, 101, 106.
Angoulême (Duc d'), 104, 119.
Angusse (Comte, préfet des Landes), 107.
Annecy (Ville d'), 92, 94.
Antretin (Canton d'), 114.
Anvers (Ville d'), 17, 38, 57, 58, 59, 60, 65, 71, 99.
Aoste (Duc), 99.
Arches (Village d'), 77, 79.
Ardèche (Département de l'), 38, 101, 102.

Ardennes (Département des), 69, 70.
Aremberg (d', sénateur), 20.
Argenton-le-Château (Ville d'), 112.
Ariège (Département de l'), 38, 103, 104.
Arnault (Auditeur au Conseil d'État), 72.
Arras (Ville d'), 67, 68.
Ath (Ville de), 60.
Aube (Département de l'), 127.
Auberon (Auditeur au Conseil d'État), 80.
Aude (Département de l'), 38, 103.
Augereau (Maréchal, duc de Castiglione), 83, 86, 87, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 98, 136, 138.
Autriche (Empire d'), 15, 23, 30, 34, 38, 40.
Auxonne (Ville d'), 80, 81, 129, 130, 131, 132.
Avallon (Ville d'), 130.
Aveyron (Département de l'), 38, 101.

B

Bachauser (Chef d'escadron), 115.
Barante (de, auditeur au Conseil d'État), 123.
Bardet (Général), 87, 92, 138.
Barreau (Fort), 87.
Bar-sur-Ornain (Ville de), 77, 79.

(1) Les noms en italique sont ceux des auteurs ou des journaux cités au cours de l'ouvrage.

Barthélémy (Sénateur). Acte de médiation, 5, 6.
 Bassano (Duc de), 39.
 Basses-Alpes (Département des), 98.
 Basses-Pyrénées (Département des), 105, 106.
 Bas-Rhin (Département du), 80.
 Bastia (Ville de), 52, 100.
 Baudreville (Colonel), 67.
 Baugé (Ville de), 149.
 Bavière (Royaume de), 15, 41.
 Baylen (Ville de), 27.
 Béarn (Province de), 55.
 Beaumont (Sénateur), 9.
 Beaupréau (Bourg de), 147.
 Belgique (Royaume de), 65, 69.
 Bellaire (Général), 129, 130.
Benaerts (Louis), 54, 55.
 Beresford (Maréchal), 142.
 Berlin (Ville de), 20; décrets de — 21, 37.
 Berthier (Maréchal, prince de Neufchâtel), 137.
 Besançon (Ville de), 52, 56, 80, 81, 128.
 Béthune (Ville de), 64, 65.
 Beugnot (Comte, Préfet du Nord), 64.
 Beurnonville (Sénateur), 9, 51, 52, 69, 70, 71.
 Beyle (Auditeur au Conseil d'État), 82, 93.
 Billiotti (Auditeur au Conseil d'État), 132.
 Blaye (Ville de), 108.
 Blocus continental, 17, 21.
 Blois (Ville de), 120.
 Boissy d'Anglas (sénateur), 52, 55, 109, 110, 111, 112, 117, 118, 120, 121.
 Boissy d'Anglas fils (Inspecteur aux revues), 109.
 Bonard (Général), 113, 148.
 Bordeaux (Ville de), 42, 52, 100, 105, 106, 108, 116, 119, 120, 141, 142, 143.
 Borghèse (Prince), 88.

Bottarar (Colonel), 94.
 Bouches-de-l'Escaut (Département des), 57.
 Bouches-du-Rhin (Département des), 60.
 Bouches-du-Rhône (Département des), 98.
 Boula du Colombier (Auditeur au Conseil d'État), 80.
 Boulay de la Meurthe (Conseiller d'État), 35, 51.
 Boulogne (Ville de), 17; Camp, 17.
 Bourbons (Famille des), 124.
 Bourg (Ville de), 86, 96, 135.
 Bourges (Ville de), 127, 144.
 Bourgoïn (Ville de), 97.
Bourrienne, 50 (note).
 Boyer (Général), 65.
 Bragance (Maison de), 26.
 Bravet (Maire de Barreau), 87.
 Bressuire (Arrondissement de), 110, 112, 117.
 Brest (Ville de), 38, 122.
 Brévannes (Auditeur au Conseil d'État), 126.
 Briançon (Ville de), 87.
 Bruxelles (Ville de), 52, 56, 57, 59, 65.
 Bubna (Comte de), 89, 94.
 Bulow (Maréchal), 61.
 Bussang (Ville de), 76, 79.

C

Cadore (Duc de), 31.
 Cadours (Ville de), 103.
 Caen (Ville de), 52, 55, 109, 123, 124, 125.
 Cafarelli (Comte), 31, 40, 52, 103, 104.
 Calvados (Département du), 123.
 Camargue (Plaine de), 101.
 Cambacères (Archichancelier), 16, 20, 21, 22, 23, 27, 28, 29, 34, 36, 38.
 Cambrai (Ville de), 67, 68.

Canclaux (sénateur), 9, 52, 121, 122.
Cantal (Département du), 132, 136.
Carouge (Faubourg de), 89, 92, 93.
Cassagne (Général), 77.
Cassel (Ville de), 26, 66.
Castelnaudary (Ville de), 204.
Castex (Général), 59.
Catalogne (Province de), 96, 102.
Châlons-sur-Marne (Ville de), 72, 80.
Chalon-sur-Saône (Ville de), 96, 129.
Chambarlhac (Général), 59.
Chambéry (Ville de), 55, 84, 86, 88, 91, 92, 93.
Champagny (Duc de Cadore), 29.
Chapt de Rastignac (Auditeur au Conseil d'État), 103.
Chaptal (Sénateur), 52, 53, 132, 134, 135, 137, 138, 154.
Charente (Département de la), 139, 143.
Charente-Inférieure (Département de la), 109, 119, 120.
Charlemont (Place de), 71.
Charleville (Ville de), 70.
Charmes (Ville de), 77, 79.
Chartreuse (Massif de), 85.
Chasseloup (Comte, sénateur), 10, 51.
Chasset (Sénateur), 52, 72, 74, 75, 76, 77.
Châteaubriant (Ville de), 112, 115.
Châteauroux (Ville de), 144.
Châtillon (Congrès de), 146.
Chaumont (Ville de), 128.
Cher (Département du), 144.
Cherbourg (Ville de), 38, 125.
Clarke (Duc de Feltre, ministre de la Guerre), 26, 55 (note), 66 (note), 67 (note), 70, 71, 84, 85, 87, 99, 100, 106, 112, 113, 117, 120, 124, 128, 133, 135, 136, 138, 142, 147, 148.
Clermont-Ferrand (Ville de), 95.
Clochelet (Auditeur au Conseil d'État), 57 (note).

Colchen (Sénateur), 20, 52, 76, 77, 79.
Colmar (Ville de), 77.
Commercy (Ville de), 71.
Commissaires extraordinaires. —
Nomination : 10, 50, 51; rôle : 53, 54, 56.
Commissions militaires, 51 (création).
Commissions spéciales, 51 (création).
Commission spéciale du Sénat, 6, 22, 25, 28, 29, 32, 35, 37, 38, 42.
Conégliano (Duc de), 40.
Conscriptions militaires, 7, 42, 51 (rôle des commissaires extraordinaires).
Consulta, 7.
Constant de Moras (Auditeur au Conseil d'État), 57 (note).
Copenhague (Ville de), 26.
Cornudet (Sénateur), 52, 105, 106, 108.
Cornudet fils (Auditeur au Conseil d'État), 105.
Corps législatif, 16, 18, 39, 43, 44, 69, 106.
Corrèze (Département de la), 139, 140, 143.
Côte-d'Or (Département de la), 127, 131.
Côtes du Nord (Département des), 109, 121, 122.
Courcelles (Ville de), 76.
Creuse (Département de la), 144, 145.
Cuvier (Maitre des requêtes au Conseil d'État), 55 (note).

D

Danemark (Royaume de), 36.
Dauphiné (Province du), 83.
Défermon (Sénateur), 35, 37.
Defrance (Général), 77.
Dejean (Comte, conseiller d'État), 42.

Delamarre (Auditeur au Conseil d'État), 82.
Delamelle (Auditeur au Conseil d'État), 60.
Delaroche (Général), 84, 85.
Dembarrère (Sénateur), 9.
Demont (Sénateur), 9.
Despagnac (Auditeur au Conseil d'État), 144.
Despeaux (Général), 142.
Des Portes de Pardhailan (Auditeur au Conseil d'État), 132.
Desprez-Traissier (Auditeur au Conseil d'État), 126.
Desmazis (Auditeur au Conseil d'État), 76.
Demeunier (Sénateur), Acte de médiation, 5.
Dessaix (Général), 85, 89, 94, 138.
Deux-Nèthes (Département des), 57.
Deux-Sèvres (Département des), 109, 110, 119, 147.
Dieppe (Ville de), 124.
Diest (Ville de), 58.
Digneffe (Auditeur au Conseil d'État), 60.
Dijon (Ville de), 52, 82, 127, 128, 131, 138, 154.
Dinant (Ville de), 59.
Dôle (Ville de), 81, 128.
Dordogne (Département de la), 139, 142.
Douai (Ville de), 67, 68.
Doubs (Département du), 80, 81.
Doullens (Ville de), 67, 124, 125.
Dresde (Congrès de), 41.
Drôme (Département de la), 82, 87.
Dumont de la Charnaye (Auditeur au Conseil d'État), 123.
Dunkerque (Ville de), 65.
Dupetit-Thouars (Sous-Préfet), 123.
Durtal (Bourg de), 149.
Duval-Beaulieu (Auditeur au Conseil d'État), 146 (note).
Duvigneau (Général), 77, 79.
Dyle (Département de la), 57.

E

Écluse (Fort de l'), 96.
Échelles (Les, village), 85, 86, 97, 136.
Echternach (Ville d'), 75.
Elbe (fleuve), 23.
Épinal (Ville d'), 77, 79.
Erfurt (Entrevue d'), 27.
Escaut (Département de l'), 57.
Espagne (Royaume d'), 27, 28, 29, 30, 42 (armée d'Espagne), 49.
Eure (Département de l'), 126.
Evain (Général), 116, 117.

F

Fabry (Conseiller de Préfecture du Léman), 89.
Fain (Préfet), 69.
Férino (Comte, sénateur), 10.
Finistère (Département du), 109.
Finot (Baron, préfet du Mont-Blanc), 94.
Flavigny (Village de), 77, 79.
Flegny (Baron de, préfet des Vosges), 79.
Flessingue (Ville de), 26, 99.
Forbach (Ville de), 76.
Forêts (Département des), 72, 75.
Fouché (Sénateur), Acte de médiation, 5.
Fourcroy (Conseiller d'État), 3.
Franche-Comté (Province de), 55.
François de Neufchâteau (Sénateur), 6, 20.
Friedland (Bataille de), 35.
Furnes (Ville de), 65.

G

Galicie (Province de), 15.
Gand (Ville de), 57.
Ganteaume (Vice-amiral), 52, 98, 99.

Gard (Département du), 38, 101, 102.

Garde nationale. — Organisation, 7, 17, 18, 33, 34, 36, 37 (levée); 50, 64, 66 (Garde nationale du Nord); 74 (Garde nationale de la Moselle); 78 (Garde nationale de l'Est); 85 (Garde nationale du Dauphiné); 94 (Garde nationale de Genève); 105 (Garde nationale de la Gironde); 119 (Garde nationale de La Rochelle); 124 (Garde nationale de Caen); 126 (Garde nationale de l'Eure); 128 (Garde nationale de Dijon); 133 (Garde nationale de Lyon).

Garnier (Sénateur), 35, 52.

Gazette de France, 19.

Gênes (Ville de), Réunion à la France, 15.

Genève (Ville de), 61, 82, 86, 87, 89, 90, 91, 93, 94, 96, 137.

Gers (Département du), 103, 104.

Gironde (Département de la), 26, 105, 106.

Gouvion-Saint-Cyr (de, sénateur), 9.

Granville (Ville de), 125.

Grave (Ville de), 61.

Gray (Ville de), 81, 130.

Grenoble (Ville de), 52, 82, 84, 85, 91, 92, 98, 138.

Grévenmarchen (Ville de), 75.

H

Hamelin (Amiral), 122.

Harel (Auditeur au Conseil d'État), 81.

Hattrel (Général de division), 91.

Haut-Rhin (Département du), 80.

Hautes-Alpes (Département des), 82, 84, 87.

Haute-Garonne (Département de la), 38, 103.

Haute-Loire (Département de la), 132, 136.

Haute-Marne (Département de la), 127.

Hautes-Pyrénées (Département des), 103, 104.

Haute-Saône (Département de la), 80, 81.

Haute-Vienne (Département de la), 144, 145.

Hazebrouck (Ville d'), 65.

Hédouville (Sénateur), 9.

Hein (Auditeur au Conseil d'État), 69.

Helvétique (République), 5.

Henry (Général), 148.

Hérault (Département de l'), 38, 101.

Herbiers (Bourg des), 114.

Hesse-Hamburg (Prince de), 96.

Henrion (Général), 67.

Hollande (Royaume de), 58.

Hombourg (Ville d'), 76.

Huy (Ville d'), 59.

I

Iéna (Bataille d'), 19.

Ille-et-Vilaine (Département d'), 121.

Indre (Département de l'), 144.

Indre-et-Loire (Département de l'), 146.

Isère (Département de l'), 82, 83, 84, 94.

Italie (Royaume d'). — Séparation des couronnes de France et d'Italie, 7; places : 10, 15, 49.

J

Jacob (Contre-amiral), 118, 119.

Janzé (Hippolyte, auditeur au Conseil d'État), 121.

Jaucourt (de, sénateur).

Jemmapes (Département de), 57.

Joli de Fleuri (Auditeur au Conseil d'État), 62.
 Jordan-Duplessis (Auditeur au Conseil d'État), 98.
Journal du Mont-Blanc, 55.
 Juliers (Ville de), 61.
 Jura (Département du), 80.

K

Kaiserslautern (Ville de), 75.
 Kehl (Ville de), 26.
 Kellermann (Maréchal, duc de Valmy), 9, 17, 72, 77.
 Klein (Sénateur), 9.

L

Lacépède (Sénateur), 28, 32, 35.
 Lacuée (de, maître des requêtes), 121.
 Lafosse (Général), 97.
 La Flèche (Ville de), 149.
 La Haye de Cormenin (Auditeur au Conseil d'État), 139.
 La Marre (de, auditeur au Conseil d'État), 93.
 Lamartillière (Sénateur), 9, 120.
 Landes (Département des), 105, 106.
 Langon (Bourg de), 107, 108, 143.
 Langres (Ville de), 81, 82, 128, 129, 130, 131.
 Laon (Ville de), 61, 72.
 Lapparent (Comte de, sénateur), 52, 139.
 La Réole (Ville de), 142, 143.
 La Rochelle (Ville de), 52, 109, 112, 113, 116.
 Latour-Maubourg (Sénateur), 9, 37, 52, 55, 123, 124, 125.
 Laurency (Général), 125.
 Le Chapelier (Auditeur au Conseil d'État), 127.
 Le Coulteux de Cantelieu (Sénateur), 52, 146.

Le Couteux fils (Auditeur au Conseil d'État), 146 (note).
 Lefebvre (Maréchal, duc de Dantzig), 9, 17, 29, 53.
 Lefebvre de Courchamp (Auditeur au Conseil d'État), 72.
 Léger (Ville de), 115.
 Leipzig (Bataille de), 41, 44.
 Léman (Département du), 82.
 Lemer cier (Sénateur), 52.
 Lhuillier (Général), 119, 142.
 Libourne (Ville de), 106, 107, 116.
 Liechtenstein (Prince de), 132.
 Liège (Ville de), 53, 56, 59, 60, 65.
 Lille (Ville de), 52, 56, 59, 60, 62, 66, 67, 71, 154.
 Limoges (Ville de), 145.
 Lippe (Département de la), 60.
 Loir-et-Cher (Département du), 146.
 Loire-Inférieure (Département de la), 109, 110, 114.
 Lons-le-Saunier (Ville de), 81, 137.
 Lorient (Ville de), 38, 122.
 Lot (Département du), 139, 140, 143.
 Lot-et-Garonne (Département du), 139, 140, 141.
 Louis XVIII, 119.
 Louvain (Ville de), 58, 59, 65.
 Lozère (Département de la), 38, 101, 102.
 Lubéron (Montagne du), 101.
 Luxembourg (Ville de), 75.
 Lyon (Ville de), 52, 82, 89, 94, 95, 97, 98, 102, 108, 127, 132, 136, 137, 138, 139, 154.
 Lys (Département de la), 62, 65.

M

Macdonald (Maréchal, duc de Tarente), 58, 59, 61, 71, 72.
 Mâcon (Ville de), 86, 96, 132, 135.
 Maëstricht (Ville de), 60, 71.
 Mahon (Ville de), 98.

Maine-et-Loire (Département du), 146, 147, 148, 149.
Maison (Général), 58, 59, 65, 66, 71.
Malet (Général), 35.
Malines (Ville de), 57.
Manche (Département de la), 123.
Marchand (Général), 83, 84, 85, 86, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 96, 97, 138.
Marengo (Bataille de), 4.
Mareschalchi, 7.
Marie-Louise (Impératrice), 22, 39 (présidence du Sénat).
Marmont (Maréchal, duc de Raguse), 76.
Marne (Département de la), 69, 70.
Massot (Capitaine), 89.
Maury (Auditeur au Conseil d'État), 98.
Mayence (Ville de), 17, 53, 56, 61.
Mayenne (Département de la), 146, 148, 149.
Melzi, 7.
Mérode de Westerloo (Sénateur), 9.
Merville (Ville de), 66.
Metz (Ville de), 42, 52, 56, 72, 76, 77, 154.
Meurthe (Département de la), 76.
Meuse (Département de la), 69, 70.
Meuse-Inférieure (Département de la), 60.
Mézières (Ville de), 51, 56, 69, 70, 71.
Monge (Sénateur, comte de Péluse), 22 (note), 53, 55, 60, 61.
Montaigu (Bourg de), 115.
Montalivet (Ministre de l'Intérieur), 53, 54, 55, 57, 59 (note), 60, 66 (note), 67 (note), 70 (note), 71, 72 (note), 80, 81 (note), 84, 101, 103, 104 (note), 108, 110, 111 (note), 121, 122 (note), 123, 135, 138, 145, 147 (note).
Mont-Blanc (Département du), 82, 83, 84, 86, 88, 91, 94.
Mont-Cenis (Col du), 94.
Mont-de-Marsan (Ville de), 106, 107.
Montesquiou (Abbé de), 80, 126, 145.

Montigny (Auditeur au Conseil d'État), 144.
Montmédy (Ville de), 71.
Montmélian (Bourg de), 86.
Montpellier (Ville de), 52, 100, 101, 102, 139.
Mont-Tonnerre (Département du), 56.
Morbihan (Département du), 109, 114, 121, 122.
Mortier (Maréchal, duc de Trévis), 130, 131.
Moselle (Département de la), 72, 74, 75.
Musnier (Général), 136, 137.

N

Namur (Ville de), 59, 61.
Nancy (Ville de), 52, 56, 76, 77, 79, 129.
Nantes (Ville de), 116.
Napoléon Bonaparte. I. — Bonaparte, 3, 5, 50 (envoi de conseillers d'État dans les départements).
II. — Napoléon, 10, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 23, 25 (conscription anticipée); 27, 29 (conscription); 30, 31 (soumission du Sénat); 31, 32 (adresse du Sénat); 33, 36 (défection de la Prusse); 37 et 38 (levées); 39, 40, 42 (adresse à Napoléon); 43 (pamphlet contre Napoléon); 50, 53, 54, 55 (Commissaires extraordinaires); 58 (Lettre à Pontécoulant); 63, 72, 85 (Napoléon et Grenoble); 87, 88, 96, 100, 105, 117, 133, 149, 153.
Navarre (Province de), 55.
Nièvre (Département de la), 144.
Nîmes (Ville de), 101.
Noireau (Colonel), 115, 116.
Nord (Département du), 62, 69.
Noyon (Ville de), 125.

O

« Océan » (Vaisseau), 118.
Oder (Fleuve), 20, 37.
Oise (Département de l'), 72.
Oléron et de Ré (Iles d'), 112, 119.
Orne (Département de l'), 109, 123, 124).
Otto (Comte, ministre d'État), 56.
Ourthe (Département de l'), 60.

P

Paradisi, 7.
Paris (Ville de), 51, 56, 61, 69, 143, 149, 154.
Parmentier (Général), 137.
Parthenay (Arrondissement de), 110.
Pas-de-Calais (Département du), 62, 65.
Pastoret (A. de, auditeur au Conseil d'État), 127.
Pelet de la Lozère (Comte), 52, 101, 102, 103.
Pellenc (Auditeur au Conseil d'État), 76.
Périgueux (Ville de), 52, 127.
Perrier (Joseph, auditeur au Conseil d'État), 62.
Philippeville (Place de), 71.
Piémont (Province du), 85, 99.
Pilnitz (Traité de), 73.
Poiré (Commune de), 114.
Poitiers (Ville de), 109.
Pologne (Royaume de), 15, 23.
Poméranie (Province), 15.
Poncet (Général), 133.
Ponchelon (Général), 92.
Pontailler (Ville de), 130.
Pont-de-Beauvoisin (Bourg de), 85.
Pontécoulant (Comte, de sénateur), 52, 56, 57, 59, 65.
Pont-sur-Saône (Ville de), 81.
Portal (Maître des Requêtes), 105.
Portugal (Royaume du), 26.
Posen (Ville de), 37.

Prusse (Royaume de), 21, 23, 25, 34, 36 (défection), 40.
Puy-de-Dôme (Département du), 132, 136.
Pyrénées (Chaîne des), Rassemblements armés, 26.
Pyrénées-Orientales (Département des), 103, 104.

Q

Quatrivaux (d'Avallon), 131.
Quesnoy (Place du), 69.

R

Rampon (Sénateur), 9.
Redinge (Landamman), 6.
Regnault de Saint-Jean-d'Angely, 18, 22, 28, 32, 36, 40, 41.
Reims (Ville de), 69, 71, 72.
Remiremont (Ville de), 76.
Rennes (Ville de), 52, 109, 121.
Restauration (La), 153.
Rethel (Ville de), 69.
Reynaud (Général), 114.
Rhin (Fleuve), 15, 49.
Rhin-et-Moselle (Département du), 56.
Rhône (Département du), 132, 135.
Riquetti de Mirabeau (Vicomte, auditeur au Conseil d'État), 80.
Rivaud (Général), 113, 116, 118, 119).
Rivereau (Colonel), 87.
Rivière (Marquis de), 146.
Rochefort (Bourg de), 107.
Rochefort (Ville de), 38, 116, 120.
Rocroi (Place de), 71.
Rœderer (Sénateur), Acte de médiation, 5; Division militaire, 9, 52, 80, 154.
Roër (Département de la), 60.
Romani (Commissaire général de Police), 98.

Rome (Ville de), 98.
Rotterdam (Ville de), 10.
Rouen (Ville de), 52, 109, 126.
Rublin (Major), 131.
Russie (Empire de), 15, 21, 23, 25,
34, 35, 40, 44.

S

Saalfeld (Combat de), 19.
Sables (Ville des), 114, 116.
Saint-Avoid (Ville de), 76.
Saint-Claude (Ville de), 87.
Saint-Étienne (Ville de), 137.
Saint-Gaudens (Ville de), 103.
Saint-Gilles (Bourg de), 101.
Saint-James (Cabinet de), 17.
Saint-Julien (Combat de), 88, 93.
Saint-Malo (Ville de), 122, 123.
Saint-Nazaire (Ville de), 113.
Saint-Orilles (Canton de), 114.
Saint-Pierre-d'Entremont (Village
de), 86.
Saint-Pol (Ville de), 64, 66.
Sainte-Suzanne (de, sénateur), 9.
Saint-Vallier (Sénateur), 9, 52, 55,
82, 85, 89, 92, 98, 154.
Sambre-et-Meuse (Département de),
60.
Saône-et-Loire (Département de la),
127.
Sarre (Département de la), 55.
Sarrebruck (Ville de), 76.
Sarrelouis (Ville de), 76.
Sarthe (Département de la), 146,
148, 149.
Sauchat (de, directeur du génie de
Rochefort), 117, 118.
Saur (Conseiller d'État), 109.
Savoie (Province de), 83.
Saxe (Royaume de), 20, 22.
Schleitz (Combat de), 19.
Sedan (Ville de), 70.
Ségré (Ville de), 147.
Séjour (Comte de, sénateur), 18, 52,
127, 128, 132, 154.

Seine-Inférieure (Département de
la), 126.
Sémonville (Sénateur), 52, 144, 145.
Semur (Ville de), 130.
Sénatoreries. — Titulaires, 8; Biens,
9, 50, 53.
Simplon (Département du), 82.
Somme (Département de la), 72,
125, 126.
Soulés (Sénateur), 9.
Soult (Maréchal, duc de Dalmatie),
102, 104, 106.
Strasbourg (Ville de), 52, 56, 80.
Steenvoorde (Ville de), 66.
Suchet (Maréchal, duc d'Albuféra),
102, 140.
Suède (Royaume de), 15, 31, 38.

T

Talleyrand (Prince de), 6, 7, 22.
Tarn (Département du), 38, 101,
102.
Tarn-et-Garonne (Département du),
103.
Texel (Ville de), 10.
Thiers, 53, 55.
Tilsitt (Paix de), 26.
Torvoi (Forêt de), 113, 114.
Toscane (Province de), 98.
Toulon (Ville de), 38, 52, 98, 99, 100.
Toulouse (Ville de), 52, 82, 100, 102,
103, 104.
Tournai (Ville de), 60, 66.
Tournus (Ville de), 96.
Tours (Ville de), 52, 127, 146, 147,
149.
Trèves (Ville de), 75.
Troyes (Ville de), 127, 132.
Tubize (Village de), 59.
Turin (Ville de), 42, 96.
Tyrol (Province du), 15.

U

Utrecht (Ville d'), 42.

V

Valence (Ville de), 84, 98.
Valence (Sénateur), 29, 52, 80, 81.
Var (Département du), 98.
Vaubois (Sénateur), 9.
Vaucluse (Département de la), 98.
Veaux (Général), 129.
Vendée (Département de la), 109,
110, 111, 113, 114, 120.
Vendée (Province de), 17, 109, 119.
Vendôme (Ville de), 149.
Venloo (Ville de), 61.
Verdun (Ville de), 71.
Vesel (Général), 97.
Vesoul (Ville de), 81, 128.
Vessel (Ville de), 26, 61.
Viel-Castel (Auditeur au Conseil
d'État), 139.
Vienne (Ville de) (France), 97, 139.

Vienne (Département de la), 109,
119.
Vignot (Général), 77.
Vihiers (Ville de), 147.
Villemanzy (de, sénateur), 9, 52, 62,
64, 65, 66, 67, 69, 154.
Villeneuve-de-Marsan (Bourg de),
107.
Vincennes (Ville de), 116.
Vosges (Département des), 76, 79.

W

Wintzingerode (Maréchal de), 61.

Y

Yonne (Département de l'), 127,
131, 132.
Yorck (Général), 37 (Trahison).

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I

	Pages
INTRODUCTION	1

CHAPITRE II

LES SÉNATUS-CONSULTES SUR LA LEVÉE DE LA CONSCRIPTION ET L'ORGANISATION DE LA GARDE NATIONALE

I. — Organisation de la Garde nationale et levée de la conscription de 1805.	15
II. — Levée de la conscription de 1806.	19
III. — Les conscriptions votées en 1807-1808 et 1809	22
IV. — Les conscriptions en 1810 et 1811	31
V. — Les conscriptions en 1812 et 1813 et la réorganisation de la Garde nationale	33
VI. — Conclusion.	43

CHAPITRE III

LES SÉNATEURS COMMISSAIRES EXTRAORDINAIRES EN 1814

I. — La création des Commissaires extraordinaires	49
II. — Régions du Nord et de l'Est	56
III. — Régions du Sud-Est	82
IV. — Région du Midi	100
V. — Régions de l'Ouest	109
VI. — Régions du Centre	127

CHAPITRE IV

CONCLUSION	151
BIBLIOGRAPHIE.	157
INDEX ALPHABÉTIQUE	165

IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT, NANCY-PARIS-STRASBOURG. — 1932
